

3^e ANNÉE
N° 17

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

PRIX DU
NUM. 2 FR.

La Lutte de Classes

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

JANVIER 1930

SOMMAIRE

EDITORIAL	1930.
LÉNINE	Discours au 4 ^e Congrès de l'Internationale Communiste.
L. TROTSKY	Les fautes fondamentales du syndicalisme
P. SIZOFF	Avant la Conférence navale de Londres.
A. ROSMER	Sept mois de gouvernement travailliste.
F. GÉRARD	Le problème de la Sarre.
A. ARIAT	Delaisi, ou les harmonies économiques.
L. SOSNOVSKY	Lettres d'exil.

Réponse aux bureaucrates du P. C.
Espagnol. — Et en Espagne? —
La vie de la Revue.

Rédaction et administration
45, Boulevard de la Villette
PARIS X^e.

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

45, Boulevard de la Villette, Paris X^e.

PARAIT TOUS LES MOIS

Prix du numéro : 2 fr.

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an : 20 fr. — 6 mois : 10 fr.

Etranger : 1 an : 30 fr. — 6 mois : 15 fr.

Envoyer toute la correspondance au Secrétaire de la
Rédaction, 45, Boulevard de la Villette, Paris X^e.

**CHAQUE COMMUNISTE
DOIT S'ABONNER A**

La Vérité

et à

La Lutte
de Classes

Nous publierons dans notre prochain numéro :

Qu'est-ce que la Révolution permanente? par L. TROTSKY.
*Sociologie officielle et sociologie révolutionnaire (à propos de
l'enseignement de Durkheim)* par A. ARIAT.

Les problèmes du mouvement ouvrier anglais, par P. SIZOFF.

1930

Les perspectives internationales du capitalisme sont de moins en moins réjouissantes; chaque bourgeoisie fait de grands efforts et se livre à une gymnastique politique pleine de contorsions pour s'assurer des positions pas trop périlleuses en vue de la prochaine crise économique.

Les communistes sont loin d'être les seuls oiseaux de malheur. De nombreux économistes et hommes politiques bourgeois, et non des moindres, se livrent à des pronostics pessimistes pour l'année 1930. Sans doute les pythonisses officielles, de Briand à MacDonald, s'abandonnent-elles aux incantations locarniennes, s'étourdisent-elles des essences capiteuses du désarmement, de la paix, de la coopération pacifique des impérialismes. Mais derrière ces voiles de fumée la silhouette précise et brutale des croiseurs de bataille se profile, les géantes guerres silencieuses de la Livre et du Dollar se déroulent, chacun s'arme, et déjà des éclairs ont brillé. Malgré les assises formidables de leur puissance économique, les Etats-Unis ont reçu l'avertissement du krach de la Bourse New-Yorkaise.

Les idéologues stipendiés de la bourgeoisie mondiale font leur possible pour tromper le « public », pour assoupir les classes petites-bourgeoises, pour endormir et laisser brimer le prolétariat. Des dizaines de plumitifs, libéraux et social-démocrates du monde entier, travaillent à écarter le mauvais destin. Mais ils n'y peuvent rien changer. Ils ne parviennent pas à masquer les désaccords, les antago-

nismes, et les luttes que les communistes mettent à nu. La France nous offre, comme les autres pays impérialistes, ce spectacle. Les chefs politiques bourgeois, grands et petits, et malgré leur optimisme de gens en place, s'inquiètent des difficultés de l'économie nationale, et d'autant plus que ces difficultés surviennent dans une période de prospérité capitaliste relative. Les économistes prodiguent les avertissements. Et malgré cela toutes les nuances de la social-démocratie et du libéralisme, du « Populaire » à « Monde », vantent les chances de paix, les efforts vers l'équilibre, et l'apaisement des crises.

Dans le mois qui s'ouvre des événements très importants vont mettre à nu ces difficultés que la grande bourgeoisie connaît bien : ce sont notamment la Conférence de la Haye, et la Conférence navale de Londres (1). Dans l'une ou l'autre de ces conférences ce sont au fond les mêmes problèmes qui sont posés, problèmes qui dérivent tous des nouveaux aspects de la concurrence mondiale. Ici comme là les Etats-Unis dominent le jeu. Les problèmes de la liquidation définitive de la dernière guerre, qui font l'objet des débats de La Haye, sont intimement liés (principalement par la Banque des Règlements Internationaux instituée par le plan Young) à la situation prédominante de l'Amérique. Cette situation prédominante de l'Amérique sur le marché mondial trouve d'autre part son expression dans la politique de « désarmement » naval qui va se poursuivre à Londres.

Ni l'Angleterre, ni l'Allemagne, ni la France ne peuvent se laisser désarmer. Malgré leurs propres antagonismes leur volonté de résister aux exigences américaines est visible. L'Empire Britannique, rongé de contradictions insurmontables dans les cadres de sa politique économique actuelle, multiplie les évolutions, les habiletés et les coups d'audace pour tenter au moins de partager avec

(1) Le présent numéro de *La Lutte de Classes* contient une étude de fond sur le problème du désarmement naval. Nous publierons dans le prochain numéro un article sur la Conférence de La Haye.

l'oncle Sam une domination mondiale auquel aucun autre pays ne peut prétendre.

Mais la menace future est plus terrible encore que le présent, car l'expansion américaine est très loin d'avoir atteint son plein développement. Sur le terrain fondamental pour l'impérialisme de l'exportation des capitaux nous voyons que la Grande-Bretagne exporte 4 % de ses revenus, la France 3 %, alors que les Etats-Unis n'en exportent que 2 %. Cependant sur ces 2 % sont fournis la majeure partie des capitaux importés par des pays européens qui, eux, n'exportent pas de capital, et au contraire vont se fournir à l'étranger, pour 12 % (Autriche) ou 9 % (Allemagne) de leurs revenus ! (2). On peut donc encore prévoir, malgré ses crises certaines, une recrudescence de la politique impérialiste des Etats-Unis.

Dans ces compétitions le rapace et fringant Tardieu s'apprête à défendre sérieusement les intérêts de ses mandataires capitalistes. Sans prétendre à jouer un rôle mondial qu'elle est complètement incapable d'assumer, la France capitaliste s'efforce de s'assurer une influence prédominante en Europe; sa clientèle financière, économique et militaire est étendue aux pays de la petite entente, à la Pologne. Ses dépendances coloniales sont considérables. Sa situation intérieure est parmi les plus stables du monde entier. Cependant durant 1929, après la stabilisation financière, les bénéfices à l'exportation hérités de l'inflation, les paiements des réparations, l'exploitation de la Sarre, etc..., la situation s'est tendue. Situation résultant du reste principalement de la position de l'impérialisme français sur le marché mondial. A l'intérieur les prix montent lentement et les salaires baissent lentement. Le chômage est presque inexistant et le patronat a toujours besoin d'une nombreuse main-d'œuvre étrangère. Tardieu a profité de cette situation et de l'appa-

(2) Nous citons ces chiffres d'après des statistiques établies par la Dresdner Bank et produits dans le *Courrier de la Bourse de Berlin*.

rent danger communiste pour asseoir son pouvoir personnel, narguer les socialistes, et réprimer brutalement le mouvement ouvrier. A la Chambre des Députés, il parle haut et bref. Mais à La Haye il mettra des gants.

Devant lui il ne trouve aujourd'hui qu'un parti communiste extrêmement affaibli et gangrené. Mais pas tellement que la pression nouvelle du prolétariat ne permette de le recréer, même contre ceux qui, aujourd'hui, le dirigent et le ruinent.

La vie de la revue

Nous voilà partis pour une nouvelle année de *La Lutte de Classes*.

Ce premier N° de l'année 1930 contient bien des imperfections. Nous n'avons pas pu l'équilibrer tout à fait comme nous le souhaitions, et particulièrement nous avons été obligés de repousser au prochain numéro plusieurs compte-rendus de livres qui sont déjà faits.

Nos lecteurs comprendront que notre changement de format ait momentanément compliqué notre travail. Nous l'avons adopté parce qu'il nous paraît plus lisible que le précédent, et qu'il contient plus de textes sans être plus onéreux.

Notre but immédiat pour faire vivre sans difficultés la revue est, comme première étape, d'avoir 500 abonnés, et 1.500 lecteurs au numéro. C'est fort possible. Il faut pour cela que chacun de nos abonnés actuels trouve un nouvel abonné. Il faut aussi nous signaler des listes de noms auxquels nous pourrions envoyer un ou plusieurs numéros à titre d'essai. Nous faisons particulièrement appel aux lecteurs de *la Vérité*. *La Lutte de Classes* est l'organe théorique qui double l'action de *la Vérité*. Les conceptions et la ligne politique des deux publications sont les mêmes. Elles sont pareillement responsables devant l'opposition communiste de gauche.

*

Nous insistons auprès de nos camarades pour qu'ils nous écrivent. Qu'ils nous envoient leurs critiques à nos articles, ou des suggestions. Nous publierons toujours leurs lettres. Nous voulons que chacun puisse discuter dans nos pages. C'est indispensable.

Discours prononcé par Lénine

au 4^e Congrès de l'Internationale Communiste

Lénine est mort le 21 janvier 1924, cela fait six ans. Célébrer cet anniversaire, ce n'est pas pour nous rabacher des formules ni encenser une momie. Nous voulons profiter de l'enseignement de Lénine. Nous publions ci-dessous le dernier discours prononcé par Lénine dans les Congrès Internationaux, juste après sa première maladie. C'était au 4^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste, le 13 Novembre 1922.

Quelle simplicité, quelle bonhomie, quelle puissance, en définitive, dans ce discours! Il n'y allait pas par quatre chemins, Lénine. Il disait simplement : oui la NEP est une retraite; il faut toujours préparer des lignes de retraite. Des fautes, oui, nous en commettons. Moi tout le premier je commets des sottises, dit-il, mais il faut apprendre à ne plus en commettre, apprendre des choses élémentaires que les communistes russes ignorent. Par exemple à ne pas imposer aux partis occidentaux des formules « russes ». Ceux qui accusent Lénine d'avoir russifié volontairement l'Internationale, comme ceux qui trouvent que les directives russes sont toujours excellentes pour les autres n'ont qu'à relire son appel à ce sujet.

Six ans après sa mort, l'Internationale est en pleine décomposition. La substance de la pensée léninienne est méprisée. Les fonctionnaires serviles se traînent aux pieds d'un Staline cinquantenaire qui joue les Lords protecteurs.

Avec nous les communistes doivent rejeter ces parades odieuses, et étudier en communistes l'enseignement de Lénine, l'un des plus simples, des plus souples, des plus profonds et des plus intransigeants d'entre les grands chefs révolutionnaires.

LÉNINE : Camarades, j'ai été désigné comme principal orateur sur la liste, mais vous comprendrez qu'après ma longue maladie je ne suis pas en mesure de faire un long rapport. Je ne puis donner

qu'une introduction aux questions les plus importantes. Mon sujet sera nécessairement limité. « Cinq années de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale », le thème est trop vaste et trop considérable pour qu'un seul orateur puisse l'épuiser en un discours. Je ne m'attacherai donc qu'à une petite partie du sujet, à savoir la nouvelle politique économique. Je choisis à dessein cette matière réduite, pour vous introduire dans la partie qui est pour le moment la plus importante, parce que je travaille précisément sur elle. Je traiterai donc le sujet suivant : « Comment nous avons commencé la nouvelle politique économique et quels résultats nous avons obtenus grâce à elle. »

Si je crois devoir me borner à cette question, c'est que je pense être en mesure d'en donner un tableau d'ensemble.

LES ORIGINES DE LA « NEP »

Pour vous expliquer comment nous avons commencé cette nouvelle politique économique, je dois me référer à un de mes articles de 1918. Au début de 1918, j'ai, dans une courte polémique, touché à la question de notre attitude à l'égard du capitalisme d'Etat. J'écrivais alors :

« Par rapport à la politique économique actuelle de la République Soviétiste, c'est-à-dire par rapport à la situation économique de 1918, le capitalisme d'Etat constitue un progrès. Si, par exemple, nous pouvions en six mois introduire le capitalisme d'Etat chez nous, ce serait un grand succès et la meilleure garantie que dans l'intervalle d'une année le socialisme serait fermement et invinciblement établi en Russie. »

Evidemment cela était dit à une époque où nous étions encore moins habiles qu'à présent, mais pas assez sots cependant pour ne pas comprendre cette vérité.

Donc, en 1918, j'étais d'avis que, par rapport à la situation économique de la République à cette date, le capitalisme d'Etat était un progrès. Cela semble étrange, peut-être même insensé, car notre République était une République socialiste, nous prenions chaque jour et aussi vite que possible, trop vite même probablement, toutes sortes de mesures économiques qu'on ne pouvait qualifier autrement que de socialistes; et cependant j'étais d'avis que le capitalisme d'Etat constituait, par rapport à la situation économique de la République à cette date, un pas en avant et j'illustrais cette pensée par la simple énumération des éléments divers de notre structure économique. Ces éléments étaient, à mon avis : 1) un élément patriarcal, l'agriculture dans sa forme la plus primitive; 2) la petite production, et là je fais rentrer la majorité des paysans trafiquant de leurs céréales; 3) le capitalisme privé; 4) le capitalisme d'Etat; 5) le socialisme.

Ces éléments économiques étaient tous représentés en Russie en 1918. Je me donnais alors pour tâche de rechercher les rapports réciproques existant entre eux et si nous ne devions pas préférer un élément non socialiste, à savoir le capitalisme d'Etat, au socialisme. Je le répète, cela paraît à tout le monde très étrange qu'un élément non socialiste, dans une République qui se proclame socialiste, soit préféré, c'est-à-dire reconnu supérieur, au socialisme. Mais cela devient compréhensible lorsqu'on se rappelle que nous ne considérons pas la structure économique de la Russie comme homogène : nous savions au contraire très bien que nous avions affaire à la fois à une agriculture patriarcale, c'est-à-dire à la forme sociale la plus primitive, et à des formes socialistes. Quel rôle le capitalisme d'Etat devait-il jouer dans ces circonstances ?

Je me demandais en outre lequel de ces éléments prédominait. Il est clair que dans un milieu petit-bourgeois, c'est l'élément petit-bourgeois qui domine. Je voyais donc nettement que l'élément petit-bourgeois prévalait. Il était impossible de penser autrement. La question que je me posais alors — c'était au cours d'une polémique sur une question spéciale sans rapport avec la question actuelle — consistait à définir notre attitude à l'égard du capitalisme d'Etat. Et je concluais : le capitalisme d'Etat, quoique ce ne soit pas une forme socialiste, serait, pour nous et pour la Russie, supérieur à ce qui existe actuellement.

C'est donc que, même après avoir accompli la révolution sociale, nous ne nous faisons pas une idée exagérée des possibilités existantes de construction socialiste ; nous comprenions déjà, à ce moment-là, dans une certaine mesure, qu'il vaudrait mieux pour nous passer par le capitalisme d'Etat pour arriver ensuite au socialisme.

NECESSITE D'UNE LIGNE DE RETRAITE

Je m'arrêterai plus particulièrement sur cette partie, d'abord parce que je pense que c'est la politique économique d'aujourd'hui et ensuite parce qu'il en résulte pour l'Internationale Communiste des conséquences pratiques très importantes. Je ne veux pas dire que nous avions déjà alors un plan de retraite tout prêt. Nullement. Ces brèves lignes d'une polémique ne représenteraient nullement une position de retraite ; ainsi, par exemple, il n'était pas dit un mot sur la liberté du commerce, point d'une importance fondamentale pour le capitalisme d'Etat. Cependant, l'idée très vague d'une retraite y apparaissait déjà.

Je crois que cette idée de retraite à prévoir s'applique à toute l'Internationale Communiste, non pas seulement à nous, pays parti-

culier de structure économique très arriérée, mais même aux pays avancés de l'Europe Occidentale. Nous sommes actuellement occupés à l'élaboration d'un programme. Quant à moi, je pense que nous ferions bien d'étudier à présent d'une façon générale tous les programmes, de les adopter pour ainsi dire en première lecture et de les faire imprimer, mais de ne rien fixer cette année. Pourquoi? Tout d'abord parce que nous ne saurions prétendre les avoir suffisamment étudiés tous. Ensuite parce que nous n'avons pas encore bien réfléchi à cette idée de retraite. Or, c'est là une question que nous devons bien considérer, devant une transformation aussi vaste que l'est le renversement du capitalisme et l'édification du socialisme avec ses énormes difficultés. Nous ne devons pas seulement savoir ce que nous ferons si nous engageons directement l'offensive et si nous remportons la victoire; dans une époque révolutionnaire, cela n'est guère difficile. Mais ce n'est pas le plus important, ou du moins le plus déterminant. Pendant la révolution, il y a toujours des moments où l'adversaire perd la tête. Si nous l'attaquons pendant un de ces moments, nous pouvons le vaincre très facilement. Mais ce n'est encore rien, parce que si notre adversaire revient à lui, s'il concentre ses forces, il peut très facilement nous provoquer à l'attaque et nous repousser pour des années. Je pense donc que l'idée que nous devons préparer la retraite est très importante, non seulement du point de vue théorique, mais surtout du point de vue pratique. Tous les partis qui pensent prochainement engager l'offensive contre le capital doivent aussi penser à assurer leur retraite. Je crois qu'à retirer cet enseignement comme tous les autres de l'histoire de notre révolution, nous n'avons rien à perdre; tout au contraire, dans bien des cas il nous sera très probablement d'une grande utilité.

Ayant donc montré que dès 1918 nous avons prévu le capitalisme d'Etat comme ligne de retraite possible, je passe aux résultats de notre nouvelle politique économique. Je le répète, en 1918 ce n'était qu'une idée tout à fait vague. En 1921, lorsque nous eûmes franchi la plus grosse étape de la guerre civile, éclata une grave crise intérieure, la plus grave, je crois, depuis la naissance de la République : de très grandes masses non seulement de paysans, mais aussi d'ouvriers, manifestèrent leur mécontentement. C'était la première fois, et ce sera, j'espère, la dernière dans l'histoire de la Russie Soviétiste, que nous avions les masses paysannes contre nous, sinon consciemment, du moins instinctivement. Quelle était la cause de cette situation extrêmement désagréable? La cause en était que, dans notre avance économique, nous étions allés trop loin sans avoir assuré nos bases; les masses sentaient ce que nous ne pouvions pas formuler consciemment, mais ce que nous reconnûmes après un court espace de quelques semaines, à savoir que le passage direct à une

forme économique purement socialiste, à la distribution purement socialiste des richesses, était au-dessus de nos forces. Si nous n'étions pas en mesure d'effectuer notre retraite et de nous borner à des tâches faciles, nous étions perdus. C'est en février 1921, je crois, que la crise commença. Dès le printemps de la même année, nous décidions à l'unanimité — je ne me suis pas aperçu de grandes divergences là-dessus parmi nous, — la nouvelle politique économique. Aujourd'hui, après une année et demie, vers la fin de 1922, nous sommes en mesure de fixer les résultats. Qu'est-il arrivé? Comment avons-nous passé cet intervalle de plus de dix-huit mois? Cette position de retraite nous a-t-elle été utile, nous a-t-elle vraiment sauvés, ou bien le résultat n'est-il pas décisif? Voilà la question essentielle que je me pose, et je pense que cette question importante pour nous l'est aussi pour tous les partis communistes; car si la réponse est négative, nous sommes tous perdus. Mais je crois qu'en toute conscience nous pouvons répondre affirmativement : cette année et demie écoulée prouve positivement et absolument que nous avons subi l'examen avec succès. Je vais essayer de le démontrer. Il me faut pour cela passer en revue les parties composantes de l'économie russe.

LA SITUATION DU ROUBLE

Prenons tout d'abord le système financier, le fameux rouble russe. A juste titre, on peut le proclamer fameux, ne serait-ce que parce qu'il se chiffre maintenant par quadrillions (*rires*) ; c'est quelque chose que ce chiffre astronomique (*rires*). Je suis sûr que vous ne vous rendez pas bien compte de ce que cela signifie. Mais aux yeux de la science économique, ces chiffres ne sont pas si importants : on peut facilement barrer les zéros (*rires*). Dans cet art malheureusement sans conséquence économique, nous avons produit déjà quelque chose et je suis persuadé que nous produirons bien davantage, à l'avenir. Par contre, ce qui est plus important c'est la stabilisation du cours du rouble. Nous y travaillons et nos meilleurs financiers y sont occupés avec nous; nous accordons à cette question une importance décisive. Si nous réussissons à stabiliser le rouble, d'abord pour un certain temps, ensuite pour toujours, nous avons gagné. Et alors ces chiffres astronomiques, ces trillions et ces quadrillions ne signifient plus rien. Alors notre économie reposera et se développera sur des bases solides. Je crois pouvoir vous présenter à ce sujet des faits assez importants et assez décisifs. En 1921, la période de stabilisation du cours du rouble-papier dura moins de trois mois. En 1922, donc pendant l'année courante, quoi qu'elle ne soit pas encore terminée, cette période a duré plus de cinq mois. Je pense que cela suffit. Naturellement, cela ne vous suffira pas, si vous exi-

gez qu'on vous démontre scientifiquement qu'à l'avenir nous serons complètement, définitivement débarrassés de ce problème. Mais à mon avis, il n'est guère possible de le démontrer. Le fait que je viens de vous indiquer prouve que, depuis l'année passée, depuis le commencement de notre nouvelle politique économique jusqu'aujourd'hui, nous avons appris la bonne façon de progresser. Et, ayant appris cela, je suis sûr que, si nous ne commettons pas de sottises toutes spéciales, nous saurons apprendre à progresser encore davantage. Nous avons besoin du commerce, du trafic bourgeois. Si en deux ans, malgré la guerre — vous savez que Vladivostok a été pris il y a quelques semaines à peine, — et bien que nous ne soyons en mesure que maintenant de nous consacrer de façon systématique et réfléchie à l'activité économique, si, dis-je, nous avons réussi à prolonger la période de stabilisation du rouble-papier de trois à cinq mois, nous pouvons être contents. Car nous sommes seuls. Nous n'avons obtenu et nous n'obtenons aucun emprunt. Aucun des puissants Etats capitalistes qui dirigent si « bien » leur économie capitaliste, — ils ne savent pas eux-mêmes vers quel but, — aucun ne nous aide. Par la paix de Versailles, ils ont créé un système auquel ils ne comprennent rien eux-mêmes. Si ces grands Etats capitalistes règlent aussi brillamment leur vie économique, je crois que nous, les arriérés, les incultes, nous pouvons être satisfaits d'avoir compris les bases de la stabilisation du rouble. Ce n'est pas une analyse théorique quelconque qui enseigne cette science, mais la pratique; et c'est chose bien plus importante, à mon avis, que toutes les discussions théoriques du monde. La pratique a montré que nous avons obtenu des résultats décisifs : nous avons orienté l'économie vers la stabilisation du rouble et c'est pour le rouble, pour le libre trafic pour les paysans et la masse énorme des petits producteurs, une chose de la plus grande importance.

Je demande donc maintenant où en sont les choses après cette calamité, ce malheur extraordinaire et inattendu, après la nouvelle politique économique, après la liberté du commerce? La réponse est claire à nos yeux : les paysans, en une année, se sont non seulement délivrés de la famine, mais encore ont acquitté l'impôt en nature; et nous avons reçu d'eux dès à présent, sans l'emploi d'aucun moyen violent, plusieurs centaines de millions de pouds. Les insurrections paysannes, qui, jusqu'en 1921, composaient pour ainsi dire le tableau général de la Russie, ont presque complètement disparu. Les paysans sont satisfaits de leur sort actuel. Nous pouvons l'affirmer avec confiance. De telles preuves sont bien plus significatives que n'importe quelle statistique. Personne ne doute que les paysans constituent chez nous le facteur décisif. Les paysans se trouvent actuellement dans une situation telle que nous n'avons à

redouter aucun mouvement hostile. Nous l'affirmons en toute conscience et sans exagération. Voilà un résultat acquis. Les paysans peuvent être mécontents de tel ou tel détail, ils peuvent se plaindre, cela est naturel et inévitable, car notre appareil politique et économique est trop mauvais pour éviter des plaintes; mais en tout cas on ne saurait croire sérieusement à un mécontentement grave de tous les paysans contre nous. Voilà encore une fois ce que nous avons obtenu en une année. Je pense que c'est beaucoup.

LA PETITE ET LA GRANDE INDUSTRIE

J'en viens maintenant à la petite industrie. Nous devons en effet distinguer la petite de la grande industrie, car elles se trouvent dans des situations différentes. Pour ce qui est de la petite industrie, je puis affirmer en toute assurance que nous constatons un relèvement général. Je n'entre pas dans les détails, et je ne me propose pas aujourd'hui de fournir des chiffres statistiques. L'impression générale est cependant basée sur des faits, et je puis garantir qu'il n'y a là ni contre-vérité, ni inexactitude. Nous pouvons noter un essor général de toute la petite industrie et par suite une amélioration très nette du sort de l'ouvrier, tant à Petrograd qu'à Moscou. C'est moins le cas dans certaines régions où la grande industrie domine, de sorte qu'on ne saurait généraliser cette amélioration. Cependant, je le répète, la petite industrie a repris son essor et il y a amélioration du sort des ouvriers à Petrograd et à Moscou. Dans ces deux capitales, les ouvriers aussi étaient mécontents, au printemps de 1921. Ce n'est plus le cas : nous ne nous y trompons pas, nous qui observons quotidiennement la situation et l'état d'esprit des ouvriers.

Un troisième domaine est celui de la grande industrie. Ici, je dois dire que la situation reste difficile. Cependant une légère amélioration s'est produite de 1921 à 1922. Nous pouvons espérer que les choses iront mieux dans le plus prochain avenir. Nous avons accumulé les moyens nécessaires pour cela. Dans un pays capitaliste, l'amélioration de la situation de la grande industrie exigerait un emprunt de centaines de millions; et cela serait suffisant. L'Histoire économique des pays capitalistes nous montre que pour un pays arriéré des emprunts à long terme de centaines de millions de dollars ou de roubles-or pourraient seuls déterminer le relèvement de la grande industrie. Nous n'avons pas eu de semblables emprunts et nous ne les avons pas encore. Tout ce qu'on a écrit jusqu'à présent sur les concessions et autres opérations analogues n'existe que sur le papier. Nous avons beaucoup écrit là-dessus ces temps derniers, surtout sur les concessions Urquardt. Néanmoins, notre politique en matière de concessions me semble excellente. Toutefois, jusqu'à pré-

sent, nous n'avons pas encore une seule concession pouvant donner des résultats. Je vous prie de ne pas l'oublier. La grande industrie constitue donc pour notre pays arriéré un problème difficile, puisque nous ne pouvons compter recevoir des emprunts d'Etats riches.

Malgré tout, nous remarquons déjà une amélioration assez nette. En outre, notre activité commerciale nous a déjà rapporté un certain capital. Ce capital est de proportions très modestes, pas plus de 20 millions de roubles-or; mais c'est un commencement : notre commerce nous fournit déjà des ressources que nous pouvons employer au relèvement de la grande industrie. Ce qui n'empêche qu'elle se trouve pour le moment dans une situation encore très difficile.

Je crois toutefois que nous sommes déjà en mesure d'économiser quelque peu; et c'est ce que nous continuerons à faire, même aux dépens de la population. De toute façon, nous devons économiser. Nous nous y appliquons en réduisant les frais de gouvernement et d'administration. Je reviendrai plus loin sur notre appareil gouvernemental. Nous devons en tout cas le réduire et économiser autant que possible : économisons sur toute chose et même sur les écoles. C'est indispensable, car nous savons que si nous ne sauvons pas la grande industrie, si nous ne la restaurons pas, sans industrie en un mot, nous sommes perdus comme Etat indépendant. Nous le savons très bien. Le salut de la Russie est dans une bonne récolte des paysans : mais c'est trop peu. Une petite industrie prospère, fournissant aux paysans les articles d'usage courant, c'est encore peu. Nous avons besoin de la grande industrie; mais pour la remettre en état, il faut des années. La grande industrie a besoin de subsides de l'Etat. Si nous ne pouvons pas les lui accorder, nous sommes perdus comme pays civilisé et bien plus encore comme pays socialiste. Nous avons donc fait un pas décisif, puisque nous commençons à trouver les ressources nécessaires pour remettre la grande industrie sur pied. La somme que nous avons accumulée jusqu'à présent ne dépasse guère 20 millions de roubles-or, mais nous l'avons et elle est destinée exclusivement au relèvement de notre grande industrie.

RESULTATS POSITIFS DE LA « NEP »

Je crois avoir fait passer devant vos yeux, rapidement et d'une façon générale, comme je vous l'avais d'ailleurs dit au début, les éléments de notre économie nationale. De cet exposé, je crois pouvoir conclure que la nouvelle politique économique a donné dès à présent un résultat positif. Vous avez dès à présent une preuve que nous sommes en mesure comme Etat de faire le commerce, de nous

assurer des positions fermes dans l'agriculture et dans l'industrie et de marcher de l'avant. C'est ce que la pratique a démontré. Il me semble que, pour le moment, cela suffit. Nous avons encore beaucoup à apprendre et nous avons compris que nous avons encore à apprendre. Nous avons maintenu notre pouvoir pendant cinq années, en soutenant en même temps pendant ces cinq années une guerre sans merci. Nous avons donc réussi.

Nous avons réussi parce que les paysans étaient avec nous. Il n'est pas possible d'être plus avec nous que ne le furent les paysans. Ils voyaient bien que, derrière les Blancs, il y avait les gros propriétaires fonciers, qu'ils détestaient plus que tout au monde. C'est pourquoi ils étaient avec nous avec le plus grand enthousiasme et avec la plus ferme fidélité. Il n'était pas difficile d'obtenir que les paysans nous défendissent contre les Blancs. Les paysans, qui auparavant détestaient la guerre, firent tout le possible cette fois pour la guerre contre les Blancs, pour la guerre civile contre les gros propriétaires fonciers. Et cependant ce n'était pas tout; car la question qui se posait alors était de savoir si le pouvoir resterait entre les mains des propriétaires fonciers ou des paysans. Cela ne nous suffisait pas. Les paysans savaient fort bien que nous prenions le pouvoir pour les ouvriers et que nous poursuivions le but d'édifier à l'aide de ce pouvoir le régime socialiste. De là la question, la plus importante pour nous, de la préparation économique du régime socialiste. Nous ne pouvions pas préparer ce régime par la voie directe. Nous dûmes agir par voie indirecte. Le capitalisme d'Etat que nous avons institué est d'une espèce particulière. Il ne correspond pas à la définition ordinaire du capitalisme d'Etat. Nous tenons tous les postes de commandement, nous avons le sol, qui appartient à l'Etat; tout cela est très important, quoique nos adversaires prétendent que cela ne signifie rien du tout. Leurs affirmations sont fausses. Il est essentiel et d'une signification économique considérable que le sol appartienne à l'Etat. C'est ce que nous avons obtenu et je dois dire que notre activité à venir se déroulera seulement dans ce cadre. Nous avons obtenu que les paysans soient contents de nous, que l'industrie se relève, ainsi que le commerce. Je l'ai déjà dit : notre capitalisme d'Etat se distingue de l'autre capitalisme au sens littéral du mot en ce que nous avons dans les mains de l'Etat prolétarien, non seulement le sol, mais aussi les parties les plus importantes de l'industrie. Avant tout, nous avons affermé une certaine partie de la petite et de la moyenne industrie, en gardant tout le reste entre nos mains. Au sujet du commerce, je dois encore ajouter que nous nous proposons de fonder des sociétés mixtes, c'est-à-dire des sociétés où une fraction du Capital appartient aux capitalistes privés étrangers, et nous en avons effectivement fondé. Mais l'autre part du

Capital nous appartient. Premièrement, nous apprenons ainsi à faire le commerce et nous en avons bien besoin; deuxièmement, si nous le trouvons nécessaire, nous avons toujours la possibilité de dissoudre ces sociétés, de sorte que nous ne risquons pour ainsi dire rien. Par contre, les capitalistes privés nous enseignent, nous montrent comment nous pouvons nous relever et quelles fautes nous commettons. Je pense pouvoir me borner à ces explications. Je voudrais encore toucher quelques points de moindre importance. Il n'y a pas de doute que nous avons commis une quantité énorme de sottises et que nous en commettrons encore. Personne ne saurait en juger mieux et plus directement que moi. (*Rires.*)

NOS INSUFFISANCES ET NOS ERREURS

Pourquoi commettons-nous des sottises? C'est clair : 1° Nous sommes un pays arriéré; 2° Notre culture est minime; 3° Nous sommes sans aide. Aucun pays civilisé ne nous aide. Au contraire, ils travaillent tous contre nous; 4° Notre appareil d'Etat. Nous nous sommes emparés de l'ancien appareil administratif, et ce fut notre malheur. Cet appareil travaille très souvent contre nous. En 1917, après la prise du pouvoir, il nous sabota. Nous fûmes fort effrayés alors et nous dîmes aux fonctionnaires : Nous vous en prions, revenez ! Et ils revinrent. Ce fut notre malheur. Nous avons une quantité énorme de fonctionnaires, mais nous n'avons pas encore de dirigeants assez nombreux et assez instruits pour en disposer effectivement. En fait, il arrive très souvent qu'ici, au sommet, nous, nous avons le pouvoir d'Etat, l'appareil fonctionne, alors qu'en bas, on administre arbitrairement et on travaille contre nous. Au sommet, nous avons je ne sais combien, je crois une dizaine de milliers des nôtres, en bas nous avons des centaines de milliers d'anciens fonctionnaires du Tsar ou provenant de la bourgeoisie et travaillant, en partie consciemment, en partie inconsciemment, contre nous. En peu de temps, nous ne pouvons rien faire ici. C'est sûr. Pour transformer l'appareil, pour le perfectionner et pour lui attirer de nouvelles forces, nous devons travailler plusieurs années. Nous le faisons assez rapidement, peut-être trop rapidement; des écoles d'administration soviétiste sont créées, des facultés ouvrières ouvertes, où plusieurs dizaines de milliers de jeunes gens apprennent peut-être un peu trop vite; en tous cas, le travail est commencé et je pense qu'il portera aussi ses fruits. Si nous ne travaillons pas trop hâtivement, nous aurons dans quelques années une masse de jeunes gens en mesure de transformer radicalement notre appareil.

J'ai dit que nous avons commis un nombre énorme de sottises. Mais je dois ajouter quelque chose aussi au sujet de nos adversaires.

Si nos adversaires nous arrêtent pour nous dire : Lénine lui-même reconnaît que les Bolchéviks ont commis une quantité énorme de sottises, je leur répondrai : Oui, mais nos sottises sont d'une tout autre nature que les vôtres. Nous avons seulement commencé à apprendre et nous apprenons si systématiquement que nous pouvons être persuadés d'obtenir de bons résultats. Si nos adversaires, c'est-à-dire les capitalistes et les héros de la II^e Internationale, crient que nous avons fait des bêtises, je me permettrai une comparaison, en reprenant le mot d'un écrivain russe célèbre, un peu modifié : « Si les Bolchéviks font des sottises, cela veut dire que les Bolchéviks croient que deux et deux font cinq, mais si les adversaires, c'est-à-dire les capitalistes et les héros de la II^e Internationale, font des bêtises, cela veut dire qu'ils croient que deux et deux font des bougies. » Ce n'est pas difficile à prouver. Prenez, par exemple, la convention conclue avec Koltchak par l'Amérique, l'Angleterre, la France et le Japon.

Je vous le demande, y a-t-il au monde des Etats plus cultivés et plus puissants ? Or, que résulta-t-il de cette convention ? Ils promirent à Koltchak de l'aider, sans penser, sans voir qu'ils couraient à un échec ; je ne peux pas même humainement le comprendre.

Voilà un autre exemple plus près de nous et plus important, la paix de Versailles. Je vous le demande, qu'est-ce que ces glorieuses puissances ont fait là ? Comment peuvent-elles trouver une issue à ce non-sens ? Je crois que je n'exagérerai pas en répétant que nos sottises ne sont rien en comparaison de celles que les capitalistes du monde entier, l'Etat Capitaliste et la II^e Internationale commettent tous ensemble.

C'est pourquoi je crois que les perspectives de révolution mondiale — je traite très brièvement ce thème — sont bonnes et dans certaines conditions, j'en suis persuadé, elles deviendront encore meilleures. Je voudrais ajouter quelques mots au sujet de ces conditions. Au 3^e Congrès, en 1921, nous avons adopté une résolution sur la structure du Parti Communiste et sur les méthodes et le contenu de son action. Cette résolution est excellente. Mais elle est presque entièrement russe, c'est-à-dire qu'elle a été prise dans le développement russe. C'est son bon côté. C'en est aussi le mauvais ; c'en est le mauvais, parce que presque pas un étranger — c'est ma conviction, je viens de relire cette résolution — ne peut la lire. 1^o Elle est trop longue, 50 paragraphes ou plus. Habituellement, les étrangers ne peuvent pas lire des morceaux de pareille étendue ; 2^o Si même ils la lisent, les étrangers ne peuvent pas la comprendre, précisément parce qu'elle est trop russe ; non pas qu'elle soit écrite en russe, car elle est excellentement traduite dans toutes les langues, mais elle est pénétrée, imbue d'esprit russe ; 3^o Si, par exception, il

se trouve un étranger qui la comprenne, il ne peut l'appliquer. Voilà le troisième défaut. J'ai un peu parlé avec quelques délégués et j'espère encore, au cours du Congrès, avoir la possibilité — non pas de prendre part à ce Congrès, car je ne le puis malheureusement pas, — de parler, en détail avec un plus grand nombre de délégués des différents pays. Mon impression est que nous avons commis une grosse erreur en votant cette résolution, notamment en nous fermant la voie vers un nouveau progrès. Comme je l'ai déjà dit, la résolution est excellente. Je souscris à tous ses 50 paragraphes. Mais je dois dire que nous n'avons pas trouvé la forme sous laquelle nous devons présenter nos expériences russes aux étrangers; et, pour cela, toute la résolution est restée lettre-morte. Si nous ne la trouvons pas, nous n'avancerons pas.

« APPRENDRE... »

L'essentiel pour nous tous, aussi bien pour les Russes que pour les étrangers, c'est de tirer maintenant, après cinq années, la leçon de la révolution russe. Ce n'est que maintenant que nous en avons la possibilité. Je ne sais combien de temps cette possibilité durera, ni si les puissances capitalistes nous laisseront longtemps le loisir de nous instruire dans le calme. Mais, nous devons employer chaque moment libre d'activité militaire et de guerre pour apprendre, en commençant par le commencement. Tout notre parti et toutes les catégories sociales de Russie prouvent, par leur désir de s'instruire, que la principale tâche du moment consiste pour nous à apprendre toujours et encore à apprendre. Mais les étrangers aussi doivent apprendre. Pas évidemment dans le même sens que nous, c'est-à-dire à lire, à écrire et à comprendre ce que nous avons lu, toutes choses qui nous manquent encore. On discute pour savoir si c'est là de la culture prolétarienne ou bourgeoise, je laisse la question indécise. Une chose est sûre : nous devons d'abord apprendre à lire et à écrire et à comprendre ce que nous avons lu. Les étrangers n'ont plus besoin de cela, ils ont besoin de quelque chose de plus élevé : comprendre ce que nous avons écrit sur la structure des partis communistes et qu'ils ont lu et signé sans l'avoir compris. Voilà leur grande tâche. Il faut appliquer cette résolution. On n'y arrivera pas du jour au lendemain, c'est absolument impossible, elle est trop russe, elle reflète trop l'expérience russe. C'est pourquoi les étrangers ne l'ont pas comprise. Mais ils ne peuvent pas se contenter de la suspendre au mur comme une icône et de l'adorer. Ils n'obtiendront rien ainsi. Ils doivent s'assimiler un bon morceau de l'expérience russe. Comment cela se fera-t-il? Je ne sais. Peut-être les fascistes, par exemple, en Italie, nous rendront-ils de bons services en expli-

quant aux Italiens qu'ils ne sont pas aussi instruits qu'on le croirait et que les bandes noires ne sont pas encore impossibles dans leur pays. Peut-être cela sera-t-il très utile. Nous, Russes, nous devons aussi chercher des moyens d'expliquer aux étrangers la réalité de cette résolution, car autrement ils ne seront pas en mesure de l'appliquer.

Nous devons dire, non seulement pour les Russes, mais aussi pour les étrangers, que l'essentiel, dans la période qui commence, c'est d'apprendre. Nous apprenons dans le sens général du mot; eux ils doivent apprendre dans le sens spécial : à comprendre l'organisation, la structure, la méthode, le contenu de l'action révolutionnaire. S'ils le font, je suis persuadé que les perspectives de Révolution mondiale seront, non seulement bonnes, mais excellentes. (*Vifs applaudissements et cris : Vive Lénine !*).

Les fautes fondamentales du Syndicalisme

(Pour servir à la discussion avec Monatte et les syndicalistes purs en général.)

Quand, en octobre 1914, je vins en France, je trouvai le mouvement français, socialiste et syndical, dans l'état de la démoralisation la plus complète. A la recherche des révolutionnaires, une bougie à la main, j'ai fait la connaissance de Monatte et de Rosmer. Ils ne s'étaient pas assujettis au chauvinisme. C'est ainsi que notre amitié naquit. Monatte était anarchiste-syndicaliste ; malgré cela il m'était incommensurablement plus proche que les guesdistes français, qui jouaient un rôle lamentable et honteux. Les Cachin explo- raient à cette époque les entrées de service des ministères de la III^e République et des ambassades alliées. En 1915, Monatte est sorti en claquant la porte de la commission administrative de la C.G.T. Son départ du centre syndical n'était au fond qu'une scission. Mais, dans ce temps-là, Monatte croyait — et avec raison — que les tâches historiques fondamentales du prolétariat sont au-dessus de l'unité avec les chauvins et les laquais de l'impérialisme. C'est en cela précisément que Monatte fut fidèle aux meilleurs traditions du syndicalisme révolutionnaire.

Monatte, un des premiers amis de la Révolution d'octobre, se tint cependant, contrairement à Rosmer, longtemps à l'écart. Et cela correspondait bien au caractère de Monatte, comme je m'en suis persuadé plus tard, de rester à l'écart, d'attendre, de critiquer. Par- fois c'est absolument inévitable. Mais comme ligne de conduite permanente cela se transforme en un sectarisme qui a des affinités étroites avec le proudhonisme, mais rien de commun avec le marxisme.

Quand le parti socialiste français devint le parti communiste, il m'arriva maintes fois de m'entretenir avec Lenine du lourd héritage que l'Internationale avait reçu en la personne de chefs du genre Cachin, Frossard et autres héros de la Ligue des droits de l'homme, de francs-maçons, de parlementaires, de carriéristes et de bavards. Voici une de ces conversations — que j'ai déjà repro- duite dans la presse, si je ne me trompe : « Il serait bon, me disait Lenine, de chasser toutes ces girouettes et d'attirer dans le

parti les syndicalistes révolutionnaires, les ouvriers combattifs, des gens qui soient vraiment dévoués à la cause de la classe ouvrière. Et Monatte ? » — « Monatte serait naturellement dix fois mieux que Cachin et ses semblables, lui ai-je répondu. Mais Monatte non seulement continue de nier le parlementarisme, mais il n'a pas compris jusqu'à présent la signification du parti. » Lenine fut consterné : « Pas possible ! N'a pas compris la signification du parti après la Révolution d'octobre ? C'est un symptôme très dangereux. »

J'entretenais avec Monatte une correspondance dans laquelle j'insistais pour qu'il vint à Moscou. Monatte s'esquiva. Conformément à sa nature il préférait dans ce cas aussi rester à l'écart et attendre. Et puis le Parti communiste français ne lui plaisait pas. En cela il avait raison. Mais au lieu d'aider à le transformer il attendait. Nous réussîmes durant le IV^e Congrès à faire les premiers pas vers l'épuration du P. C. F. des francs-maçons, des pacifistes et des chasseurs de mandats. Monatte entra dans le parti. Mais il n'est pas nécessaire de souligner que cela ne signifiait pas à nos yeux qu'il se mit sur la position du marxisme ; nullement. Le 23 mars 1923, j'écrivais dans la *Pravda* : « L'entrée dans le parti de notre vieil ami Monatte fut pour nous une grande fête : les gens de cette trempe sont nécessaires à la Révolution. Mais il serait certainement faux de payer le rapprochement au prix d'une confusion ou d'un manque de clarté d'idées. » Dans cet article je soumettais à la critique la scolastique de Louzon concernant les rapports entre la classe, les syndicats et le parti. En particulier j'expliquais que le syndicalisme d'avant-guerre avait été un embryon du parti communiste, que depuis cet embryon était devenu un enfant et que si cet enfant souffrait de la rougeole ou de rachitisme, il fallait le soigner, mais qu'il serait absurde de rêver qu'on pût le faire rentrer dans le sein maternel. Il me sera peut-être permis de dire à ce propos que les arguments de mon article de 1923, caricaturés, servent jusqu'à présent d'armes principales contre Monatte dans les mains de Monmousseau et autres guerriers anti-trotskyistes.

Monatte est entré dans le parti ; mais à peine commençait-il à en faire le tour et à s'habituer à une maison plus vaste que sa petite boutique du quai de Jemmapes que le coup d'Etat dans l'Internationale s'abat sur lui : Lenine est tombé malade, la campagne contre le trotskysme et la bolchevisation zinovieviste ont commencé. Monatte ne pouvait pas se soumettre aux arrivistes qui, en s'appuyant sur l'état-major des épigones à Moscou et en disposant de moyens matériels illimités, agissaient par l'intrigue et la calomnie. Monatte s'est trouvé rejeté du parti. Cet épisode, important, mais qui n'est quand même qu'un épisode, avait eu une importance décisive pour le développement politique de Monatte. Il a décidé que sa courte expérience du parti avait pleinement confirmé ses préjugés anarcho-syndicalistes contre le parti en général. Monatte commença alors avec insistance à revenir sur ses pas, vers les positions quittées. Il commença à rechercher la Charte d'Amiens.

Pour tout cela il a dû se tourner face au passé. L'expérience de la guerre, celle de la Révolution russe et celle du mouvement syndical mondial ont été perdues pour lui sans qu'il en restât presque de traces. Monatte restait à nouveau à l'écart et attendait. Quoi ? Un nouveau Congrès d'Amiens. Pendant ces dernières années je n'eus malheureusement pas la possibilité de suivre cette évolution en arrière de Monatte : l'opposition russe vivait dans le cercle du blocus.

L'UNITÉ SYNDICALE

De tout le trésor de la théorie et de la pratique de la lutte mondiale du prolétariat Monatte n'a extrait que deux idées : l'autonomie syndicale et l'unité syndicale. Ces deux principes purs, il les a placés au-dessus de la réalité pécheresse. C'est sur l'autonomie syndicale et l'unité syndicale qu'il a fondé son journal et la Ligue syndicaliste. Hélas, ces deux idées sont vides et chacune d'elles ressemble au trou de l'anneau. Que l'anneau puisse être de fer, d'argent ou d'or, Monatte n'y fait nullement attention. L'anneau, vous savez, cela gêne toujours l'activité des syndicats. Monatte ne s'intéresse qu'au trou de l'autonomie.

Non moins vide est l'autre principe sacré : l'unité. Au nom de celle-ci Monatte s'est même élevé contre la rupture du comité anglo-russe, bien que le conseil général des Trade-Unions britanniques eût trahi la grève générale. Le fait que Staline, Boukharine, Cachin, Monmousseau et autres soutinrent le bloc avec les briseurs de grève jusqu'au moment où ces derniers leur donnèrent un coup de pied ne diminue en rien certainement la faute de Monatte. Après mon arrivée à l'étranger j'ai fait la tentative d'expliquer aux lecteurs de la *Révolution prolétarienne* le caractère criminel de ce bloc, dont les conséquences se font sentir sur le mouvement ouvrier jusqu'à présent. Monatte n'a pas voulu publier mon article. Et comment aurait-il pu en être autrement, puisque j'ai commis un attentat contre l'unité syndicale sacrée, qui résout toutes les questions, concilie toutes les contradictions ?

Quand des grévistes se heurtent sur leur chemin à un groupe de briseurs de grève, ils les rejettent de leur milieu sans leur épargner les horions. Si les briseurs de grève sont syndiqués, on les jette dehors immédiatement, sans se préoccuper du principe sacré de l'unité syndicale. Contre cela Monatte n'a certainement pas d'objections à faire ? Mais l'affaire est toute autre quand il s'agit de la bureaucratie syndicale et de son sommet. Le conseil général n'est pas composé de briseurs de grève arriérés et affamés, non, ce sont des traîtres tout à fait expérimentés et repus, qui se sont trouvés à un certain moment dans la nécessité de se mettre à la tête de la grève générale pour la décapiter d'autant plus rapidement et sûrement. Ils agissaient la main dans la main avec le gouvernement, le patronat et les princes de l'Eglise. Il paraissait que les chefs des syndicats russes, qui étaient dans un bloc politique avec

le conseil général, eussent dû immédiatement, ouvertement, implacablement rompre avec lui dès ce moment, à la face des masses trompées, trahies par lui. Mais Monatte se cabre farouchement : Interdit de troubler l'unité syndicale. D'une manière frappante, il oublie que lui-même troubla cette unité en 1915 en sortant du « conseil général » chauvin de la C. G. T.

Il faut dire carrément : Entre Monatte de 1915 et Monatte de 1929 il y a un abîme. A Monatte il doit apparaître qu'il demeure tout à fait fidèle à lui-même. Formellement c'est juste jusqu'à un certain point. Monatte répète quelques vieilles formules, mais il ignore totalement l'expérience des quinze dernières années, plus riches en enseignements que toute l'histoire précédente de l'humanité. En essayant de revenir sur ses anciennes positions, Monatte ne remarque seulement pas qu'elles ont disparu depuis longtemps. Quel que soit la question qu'on soulève, Monatte regarde en arrière. Cela se voit particulièrement clairement dans la question du parti et de l'Etat.

LES DANGERS DE L'ETATISME

Il y a quelques temps, Monatte m'accusait de sous-estimer « les dangers de l'étatisme » (R. P., n° 79, 1^{er} mai 1929, p. 2). Ce reproche n'est pas neuf ; il a son origine dans la lutte de Bakounine contre Marx et il démontre une conception fausse, contradictoire et, au fond, non prolétarienne de l'Etat.

A l'exception d'un seul pays, le pouvoir étatique dans le monde entier se trouve aux mains de la bourgeoisie. C'est en cela, ce n'est qu'en cela que consiste le danger étatique du point de vue du prolétariat. La tâche historique de celui-ci est d'arracher des mains de la bourgeoisie cet instrument d'oppression le plus puissant. Les communistes ne nient pas les difficultés, les dangers qui sont liés à la dictature du prolétariat. Mais est-ce que cela peut pour un iota diminuer la nécessité de s'emparer du pouvoir ? Si le prolétariat tout entier était entraîné par une poussée irrésistible à la conquête du pouvoir ou s'il l'avait déjà conquis, on pourrait à la rigueur comprendre tels ou tels avertissements des syndicalistes. Dans son testament, Lénine, comme on le sait, mettait en garde contre les abus du pouvoir révolutionnaire. La lutte contre les déformations de la dictature du prolétariat, l'opposition la mène depuis qu'elle existe et sans qu'elle ait besoin de faire des emprunts aux arsenaux des anarchistes.

Mais dans les pays bourgeois le malheur consiste en ce que la majorité écrasante du prolétariat ne comprend pas comme il le faudrait les dangers de l'Etat *bourgeois*. Par la manière qu'ils ont de traiter la question, les syndicalistes, naturellement contre leur volonté concourent à la conciliation passive des ouvriers avec l'Etat du capital. Quand les syndicalistes chantent aux ouvriers opprimés par le pouvoir bourgeois leurs avertissements contre les dangers étatiques pour le prolétariat, ils jouent un rôle purement réactionnaire. La bourgeoisie répétera volontiers à l'adresse des ouvriers : « Ne touchez pas à l'Etat parce que c'est un engin plein

de danger pour vous ». Le communiste dira, lui, aux ouvriers : « Les difficultés et les dangers qui se dressent devant le prolétariat au lendemain de la conquête du pouvoir, nous apprendrons à les vaincre sur la base de l'expérience. Mais à l'heure actuelle les dangers les plus menaçants résident en ce que notre ennemi de classe tient dans ses mains les rênes du pouvoir et le dirige contre nous ».

Dans la société contemporaine il n'y a que deux classes qui soient capables de tenir dans leurs mains le pouvoir : la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat révolutionnaire. Car c'est depuis longtemps que la petite bourgeoisie a perdu la possibilité économique de diriger les destins de la société moderne. Parfois dans des accès de désespoir elle se dresse pour la conquête du pouvoir, même les armes à la main, comme cela s'est passé en Italie, en Pologne, et dans d'autres pays. Mais les insurrections fascistes n'aboutissent qu'à ce résultat : le nouveau pouvoir devient l'instrument du capital financier sous une forme encore plus nue et plus brutale. Voilà pourquoi les idéologues les plus représentatifs de la petite bourgeoisie ont la crainte du pouvoir étatique comme tel. La petite bourgeoisie craint le pouvoir quand il est entre les mains de la grande bourgeoisie parce que celle-ci l'opprime et la ruine. Elle la craint aussi quand il est entre les mains du prolétariat, car il sape toutes les conditions de son existence coutumière. Enfin elle craint le pouvoir quand il tombe dans ses propres mains, parce que de ses mains impuissantes il doit fatalement passer aux mains du capital financier ou du prolétariat. Voilà pourquoi les anarchistes ne voient pas les problèmes révolutionnaires du pouvoir étatique, son rôle historique, voilà pourquoi ils ne voient que les « dangers de l'étatisme ». Les anarchistes antiétatistes sont par conséquent les représentants les plus logiques et, pour cette raison, les plus décourageants de la petite bourgeoisie dans son impasse historique.

Oui, « les dangers de l'étatisme » existent aussi sous le régime de la dictature du prolétariat, mais la substance de ces dangers consiste précisément en ce que le pouvoir peut justement revenir aux mains de la bourgeoisie. Le danger étatique le plus connu et le plus apparent, c'est le *bureaucratisme*. Mais quel en est le caractère ? Si la bureaucratie ouvrière éclairée pouvait amener la société au socialisme, c'est-à-dire jusqu'à la liquidation de l'Etat, nous nous réconcilierions avec une telle bureaucratie. Mais elle a un caractère tout à fait opposé : en se séparant du prolétariat, en s'élevant au-dessus de lui, la bureaucratie tombe sous l'influence des classes petites bourgeoises et peut par cela-même faciliter le retour du pouvoir aux mains de la bourgeoisie. En d'autres termes, les dangers étatiques sous la dictature du prolétariat ne sont en dernier lieu autre chose pour le prolétariat que le danger de rendre le pouvoir à la bourgeoisie.

La question de la *source* de ce danger bureaucratique est non moins importante. Il serait radicalement faux de croire, de supposer que le bureaucratisme surgisse exclusivement du fait de la

conquête du pouvoir par le prolétariat. Non, il n'en est pas ainsi. Dans les Etats capitalistes les formes les plus monstrueuses du bureaucratisme sont à observer dans les syndicats précisément. Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'Amérique, l'Angleterre et l'Allemagne. Amsterdam, c'est l'organisation internationale la plus puissante de la bureaucratie syndicale. C'est grâce à elle que se tient maintenant debout l'édifice tout entier du capitalisme, surtout en Europe et particulièrement en Angleterre. S'il n'y avait pas la bureaucratie des trade-unions, la police, l'armée, les tribunaux, les lords, la monarchie n'apparaîtraient que comme des jouets pitoyables et ridicules devant les masses prolétariennes. La bureaucratie des trade-unions est l'épine dorsale de l'impérialisme britannique. C'est par elle qu'existe la bourgeoisie, non seulement dans la métropole, mais aux Indes, en Egypte et dans les autres colonies. Il faudrait devenir complètement aveugle pour dire aux ouvriers anglais : « Prenez garde à la conquête du pouvoir et rappelez-vous toujours que vos syndicats sont l'antidote des dangers bureaucratiques ». Le marxiste dira aux ouvriers anglais : « La bureaucratie trade-unioniste est l'instrument le plus formidable de votre oppression par l'Etat bourgeois. Il faut arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie et pour cela il faut renverser son principal agent : la bureaucratie trade-unioniste ». Entre parenthèses, c'est pour cette raison notamment que fut si criminel le bloc de Staline avec les briseurs de grève.

Par l'exemple de l'Angleterre on voit très clairement combien il est absurde d'opposer comme deux principes différents l'organisation syndicale et l'organisation étatique. En Angleterre plus qu'ailleurs l'Etat repose sur le dos de la classe ouvrière qui compose l'écrasante majorité de la population du pays. Le mécanisme est tel que la bureaucratie s'appuie directement sur les ouvriers, et l'Etat indirectement, par l'intermédiaire de la bureaucratie trade-unioniste.

Jusqu'à maintenant nous n'avons pas mentionné le Labour party, qui, en Angleterre, dans ce pays classique des syndicats, est la simple transposition de la même bureaucratie trade-unioniste. Les mêmes chefs guident les syndicats, trahissent la grève générale, mènent la campagne électorale et siègent après dans les ministères. Le Labour party, les Trade-Unions, ce ne sont pas deux principes, ce n'est que la division technique du travail. Ensemble ils sont l'appui fondamental de la domination de la bourgeoisie anglaise. On ne peut renverser cette dernière sans renverser la bureaucratie labouriste. Et on ne peut aboutir à cela par l'opposition du syndicat comme tel à l'Etat comme tel, mais par l'opposition agissante du parti communiste contre la bureaucratie labouriste dans tous les domaines de la vie sociale : dans les trade-unions, dans les grèves, dans la campagne électorale, au Parlement et au pouvoir. La tâche principale d'un vrai parti du prolétariat consiste à se mettre à la tête des masses ouvrières, syndiqués ou non syndiqués, pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie et frapper à mort « les dangers de l'étatisme ».

LÉON TROTSKY.

Avant la Conférence Navale de Londres

Le 31 mai dernier, le parti travailliste accédait au pouvoir en Grande-Bretagne. Dans le discours du trône, MacDonald faisait savoir qu'il se rendrait prochainement en Amérique pour y discuter avec le président Hoover de la question du désarmement naval. Question toujours posée et jamais résolue entre les deux grandes puissances qui se partagent l'étendue des mers ! Ce que les conservateurs n'avaient pas su mener à bien, les travaillistes allaient l'accomplir, et tenter de sauver au nom du Christ les restes de l'ancienne hégémonie britannique. Au début d'octobre MacDonald débarqua à New-York accompagné de sa fille Ishbel et se prétendant protégé de Dieu lui-même. (Personne d'ailleurs en dehors du joyeux caricaturiste Low ne remarqua la présence insolite de ce troisième larron !) Après des conversations très discrètes et éminemment conformes aux principes Wilsoniens de la bonne diplomatie, les deux présidents convinrent de réunir à bref délai une conférence navale dite de désarmement entre les puissances maritimes où seraient envisagées toutes les questions non abordées par la précédente conférence de Washington (1922) : limitation des croiseurs, des sous-marins, etc... D'après ces deux prophètes impérialistes, la conférence devait faciliter la tâche de la conférence préparatoire du désarmement (naval, terrestre, aérien) qui siège à Genève et ainsi consolider la paix dans le monde (!) Mais, laissant aux soutiens pacifistes et socialistes de l'impérialisme l'honneur puéril de se gargariser avec cette phraséologie, nous devons rechercher les causes profondes qui, périodiquement, poussent les impérialismes à régler leurs armements. C'est ce que nous allons essayer d'esquisser dans cette courte étude.

LA TECHNIQUE NAVALE ET L'EVOLUTION HISTORIQUE

Les techniques militaires dépendent évidemment de la technique générale et à travers elle du niveau économique de la Société. Mais à cette dépendance en somme indirecte qui

exige l'application des procédés industriels les plus récents aux besoins du militarisme, se superpose une relation immédiate entre la forme de la production et les modes de combat. Cela est particulièrement visible pour la guerre navale. Sans un régime de production marchande activement étendu, l'idée même d'une guerre navale entre deux contrées relève de l'absurde. On ne conçoit pas de lutte sur mer entre féodaux de l'Europe occidentale ou centrale dans les provinces arriérées où toute la production se consommait sur place. Ce n'est que dans les villes ou les pays où florissait la production et le commerce des marchandises qu'apparurent les premiers navires de guerre : les républiques de Venise, de Gênes, plus tard la Hollande, le Portugal, l'Espagne développèrent le commerce maritime et contribuèrent à la création du marché mondial. Les conflits entre ces puissances ne pouvaient se localiser sur leurs territoires. Leur existence ne dépendait pas d'un lopin de terre gagné ou perdu mais de la possibilité à leurs vaisseaux marchands d'avoir toujours devant eux la mer libre. Le but de l'adversaire, ce fut de leur ravir cette mer aussi indispensable à la vie de ces peuples que le sang à l'organisme. Le commerce par terre resta longtemps insignifiant; ni les routes ni la technique des transports ne permettaient un grand et rapide écoulement des marchandises. Il faut attendre l'invention des chemins de fer pour permettre aux puissances purement continentales de les ouvrir au marché mondial et de les transformer en pays bourgeois. Au Moyen Age seules les régions maritimes pouvaient voir se développer une classe bourgeoise dont l'existence était fondée sur le capital commercial. De même que, sur terre, la bourgeoisie opposa aux cavaliers de la noblesse son infanterie et son artillerie, de même elle affirma son existence commerciale en lançant sur les mers du globe ses caravelles armées de caronades. Elle recruta dans la plèbe des villes, dans la masse errante des vagabonds (ce résidu, suivant Engels, de la décomposition de la société féodale) des équipages pour les enchaîner à ses galères.

L'absolutisme s'appuyant sur la bourgeoisie des villes dans sa lutte contre les seigneurs féodaux s'approprie l'arme de la flotte comme il utilise, pour consolider sa domination, le commerce et l'industrie manufacturière naissante contre les vieilles corporations médiévales. La lutte pour l'hégémonie mondiale se concrétise dans la lutte pour la maîtrise des mers. L'Espagne y succombe sous les coups de la Hollande, puis c'est le tour de la France sous ceux de l'Angleterre et de la Hollande. Le désastre de la Hougue (1692) où la flotte de Colbert fut anéantie, n'a peut-être pas eu des conséquences militaires très importantes; mais sur le plan de l'histoire c'est le désastre de la tentative mercantiliste de l'Etat

absolutiste pour canaliser dans les voies étroites de la royauté féodale l'essor de la jeune classe bourgeoise. La victoire de la flotte Anglo-Hollandaise nous apparaît corrélatrice de l'ascension triomphale de leurs bourgeoisies sur la route de l'hégémonie. La Grande-Bretagne est alors le seul pays où la bourgeoisie a été capable de briser l'absolutisme et elle entraîne derrière elle les riches provinces maritimes des Pays Bas délivrées depuis le soulèvement de 1572 de la féodalité espagnole. Il faut arriver aux temps modernes pour que son monopole industriel et commercial soit remis en question.

Il faut, par conséquent, arriver au vingtième siècle pour que la « Home fleet » britannique ne soit plus la reine incontestée des océans. Auparavant, Napoléon avait fait une tentative pour étrangler l'île mais le désastre de Trafalgar lui avait interdit toute visée offensive. Seule lui était permise l'arme du boycottage des marchandises anglaises; mais le blocus continental, bien que ruinant en partie le commerce anglais, ne pouvait pas avoir un caractère décisif; les grandes voies maritimes lui restaient ouvertes et le sauvaient d'un écrasement total.

A la fin du XIX^e siècle, l'expansion coloniale de la France va la transformer en puissance impérialiste; son commerce maritime est multiplié par cent; ses techniciens construisent la première frégate cuirassée entièrement à vapeur (1856). Elle marche deux fois plus vite que les voiliers et semble inexpugnable. Peu de temps après, ce progrès redoutable dans la technique navale n'est plus dangereux pour l'impérialisme anglais. Profitant de la faiblesse économique de la France, de ses défaites militaires, de ses embarras financiers, sous l'initiative de Disraeli, l'Angleterre va construire en quelques années la plus formidable flotte cuirassée du monde. Elle domine dans les mers du Nord, dans la Méditerranée où elle garde en bon chien la route des Indes, en Extrême Orient où elle surveille les débouchés chinois.

Des usines de Sheffield sortent les nouvelles plaques de blindage en acier chromé, les canons de douze pouces; l'arsenal de Woolwich lance des navires à tourelles de 10.000 tonnes. « Le vaisseau de guerre actuel est un gigantesque vapeur cuirassé à hélices pouvant tenir 8.000 à 9.000 tonnes, disposant d'une force de 6.000 à 8.000 chevaux vapeur avec coupes tournantes, 4 ou au maximum 6 bouches à feu très lourdes, muni d'un éperon sous la ligne de flottaison pour couler les navires ennemis; c'est une machine colossale, unique, dans laquelle la vapeur effectue, non seulement la locomotion rapide mais aussi la manœuvre du gouvernail, du cabestan qui dévide l'ancre, la rotation des tourelles, la direction et la charge des pièces, le hissage et la mise à flot des canots dont une partie est à son tour munie de force vapeur, etc...

Et la rivalité entre le blindage et la puissance de l'artillerie a si peu cessé qu'aujourd'hui un navire ne répond plus aux exigences, est déjà vieilli avant d'être sorti du chantier. Le navire moderne est non seulement un produit mais encore un échantillon de la grande industrie moderne, une fabrique flottante, produisant d'ailleurs surtout le gaspillage de l'argent. Le pays où la grande industrie est le plus développée a presque le monopole de la construction de ces navires. Tous les cuirassés turcs, presque tous les cuirassés russes et la plupart des cuirassés allemands sont construits en Angleterre... » (*Anti-Duhring*). Ces lignes qu'Engels écrivait en 1878 sont, aux chiffres près, encore d'actualité.

Mais dans la mesure où à côté de l'impérialisme anglais, grandissaient les impérialismes allemand et américain, la formule « *Britannia rule the waves* » (la Grande-Bretagne règne sur les flots) devenait de plus en plus hypothétique. L'Amirauté la traduisait jusque là en réglant le programme naval de manière que la flotte soit toujours supérieure aux flottes réunies des deux puissances venant immédiatement après elle. Ces deux puissances c'étaient, d'abord la France et l'Allemagne, puis ce furent l'Allemagne et les Etats-Unis. Quand arriva la guerre mondiale, la formule était morte, l'Angleterre dominait encore l'Allemagne en Europe ou les Etats-Unis dans l'Atlantique mais sa maîtrise était à la merci d'une coalition d'ailleurs improbable. Jusqu'en 1906, la majeure partie des escadres surveillait la Méditerranée à l'aide des deux bases navales de Gibraltar et de Malte. La France disposait de deux flottes, l'une en Méditerranée pour garder les voies de communication avec l'Afrique du Nord, l'autre dans la Manche pour faire un contrepoids d'ailleurs très faible à la puissance britannique. La présence de Gibraltar rendait leur jonction à peu près impossible et cela suffisait pour que les impérialistes d'outre-Manche dormissent sur leurs deux oreilles. La réalisation de l'Entente cordiale franco-anglaise sous la pression économique et politique de l'impérialisme allemand, permettait à l'Angleterre de grouper ses forces contre l'adversaire le plus dangereux de sa suprématie. La guerre a liquidé l'Allemagne comme puissance navale, elle l'a affaiblie comme puissance impérialiste mais elle n'a pas redonné à l'Angleterre son antique hégémonie. Le capitalisme anglais n'a cessé de décliner devant la poussée de l'Amérique, sa flotte n'a cessé de rétrograder devant la flotte yankee. Le monopole industriel de l'Angleterre n'est plus qu'un souvenir, et l'empire des mers, comme autrefois celui de Charlemagne, est partagé entre deux sinon trois maîtres qui se jalousent et s'épient féroce-ment.

LES CARACTERES DE LA GUERRE NAVALE

Si les forces de destruction au service des puissances capitalistes dépendent du degré de la technique industrielle, en revanche celle-ci a dû faire d'immenses progrès pour satisfaire aux besoins croissants des puissances en lutte dans la guerre mondiale. Le matériel a été totalement transformé en quelques années; les inventions les plus ingénieuses ont été accomplies pour augmenter le « rendement » de la tuerie... Le capitalisme a trouvé dans le militarisme un marché que la destruction générale laissait toujours ouvert. Aux dépens de la population à qui était réservé le soin de payer, il a exproprié et accumulé sur des ruines.

La guerre navale nécessite une technique infiniment plus compliquée que la guerre terrestre. Cet état de choses détermine les rapports de dépenses consacrées respectivement aux budgets de la marine et de la guerre. La marine française n'utilise que cinquante mille hommes et environ quarante mille ouvriers, l'armée de terre utilise au bas mot cinq cent mille homme. Cependant le budget de l'armée de terre n'est que de deux fois supérieur à celui de la marine. Cette différence de proportion tient à la différence énorme du matériel utilisé dans les deux cas. Le prix de revient d'un capital-ship (cuirassé) de 35.000 tonnes est d'environ 800 millions de francs pour un équipage de 1.000 hommes. A ce prix, on peut armer et équiper une armée entière. La guerre navale est chère non seulement à cause du rôle prédominant du matériel technique mais encore de son extraordinaire puissance de destruction. Pour anéantir une armée de deux cent mille hommes et son matériel il faut une armée sensiblement équivalente, tandis que pour envoyer au fond un navire de 800 millions, une torpille qui coûte 20.000 frs est suffisante. La guerre navale est donc économiquement très chère et ce fait limite le nombre des puissances qui peuvent se payer des flottes de combat. Nous avons vu que dans l'histoire, le développement de la marine était fonction du développement économique. A l'heure actuelle, on peut ajouter que la puissance d'une marine est directement fonction de la puissance capitaliste d'un pays, et que dans une certaine mesure, elle pouvait même servir à la déterminer. C'est ce que nous allons examiner.

D'abord l'existence d'une marine suppose celle d'un budget énorme. Il atteint, aux Etats-Unis, pour les dépenses navales seulement, 10 milliards de francs, en Angleterre — 7 milliards, au Japon — 1,6 milliards, en France — 3 milliards, en Italie — 1,4 milliards. Seuls les grands Etats impérialistes peuvent posséder de telles flottes. Des Etats secondaires, telle la Pologne, qui gravitent dans leurs orbites n'en ont pratiquement pas, bien qu'ils

disposent d'armées formidables. La raison en est encore plus claire quand au lieu d'examiner les budgets, on considère le capital total immobilisé dans une flotte. La durée moyenne d'un navire de guerre est de 20 à 25 années. Sur un budget annuel de 10 milliards de francs pour les Etats-Unis, on peut presque négliger les frais d'entretien du personnel ; le budget va presque entièrement à l'entretien du matériel existant ou aux constructions neuves. C'est ainsi qu'on peut évaluer à un chiffre de l'ordre de deux cents milliards le capital total immobilisé dans la flotte des Etats-Unis s'usant à ne rien faire. Une telle immobilisation complètement improductive permet de se rendre compte du gaspillage effroyable que représentent les besoins du militarisme et par cela même l'intérêt que porte l'impérialisme américain à son hégémonie navale. Mais ici, hégémonie navale est synonyme d'hégémonie mondiale. L'impérialisme, quel qu'il soit, ne peut subsister que s'il est constamment relié avec les terres colonisées. D'une part, il en tire ses matières premières nécessaires aux industries de sa métropole, d'autre part, il y trouve les marchés indispensables à la réalisation du profit. Malgré le grand développement des communications terrestres, les impérialistes modernes empruntent toujours les voies maritimes qu'utilisaient leur ancêtres, les bourgeois du Moyen Age, quand ils importaient en Europe les épices des Indes orientales... Ceci reste vrai pour une puissance comme l'Italie qui ne possède pas de véritables colonies. Sa situation dépend entièrement de son commerce maritime. Son sol ne nourrit pas ses habitants et ne produit pas de matières premières. Il en découle la nécessité pour elle de posséder une flotte capable de tenir tête au moins à celle de la France, son plus dangereux rival dans la Méditerranée. C'est pour libérer un peu la péninsule du blocus où elle étoufferait en cas de guerre, autant que pour améliorer la balance commerciale que le gouvernement fasciste fait tant d'efforts dans le domaine de l'agriculture. La « victoire du blé » signifierait la libération alimentaire de l'Italie, un léger relâchement de la menace navale qui pèse sur elle. Toute son attitude dans les conférences du désarmement est dictée sous l'empire de cette menace.

Comme l'expliquait Engels dans les lignes citées plus haut, la construction et l'entretien d'un matériel naval suppose une technique industrielle très développée. Le navire de guerre est une usine flottante disait-il ; il est même une synthèse dans un espace très restreint de tout ce que la mécanique et l'électro-technique ont produit de plus réussi et de plus perfectionné à l'époque de sa construction. Là encore, plus qu'ailleurs, c'est la suprématie de la machine qui détermine la victoire. C'est le cuirassé tirant à plus longue distance les obus les plus lourds qui triomphera ; c'est le croiseur

le plus rapide pouvant accepter ou refuser le combat suivant la force de son adversaire qui pourra remplir son rôle sans être détruit. A Cavite, à Santiago de Cuba (1898), la flotte américaine écrasa celles des Espagnols, comme dans un stand parce que ses canons avaient une portée supérieure. Pas plus que dans la guerre terrestre, les victoires n'y sont le fruit du « génie militaire ». La capacité de production décide presque automatiquement du vainqueur dans les guerres modernes, suivant qu'elle rend possible ou non le développement de la technique militaire. Les victoires allemandes de 1914 ont été obtenues grâce aux pièces de 105 mm à tir rapide qui anéantissaient, à 14 kilomètres, des batteries françaises impuissantes; à leurs mitrailleuses qui fauchaient les rangs de l'infanterie, etc... Le capitalisme allemand aurait écrasé sans coup férir le capitalisme français beaucoup moins développé si toutes les puissances impérialistes du globe ne lui avaient apporté leur appui industriel et militaire. Ce que les apologistes du militarisme nomment le « génie militaire » ce n'est que l'utilisation intelligente du matériel que l'on possède. Il n'y a pas lutte entre deux intelligences, entre deux conceptions de la stratégie, mais lutte entre deux puissances économiques avec des armes industrielles. L'histoire nous en donne un exemple remarquable dans la guerre de Sécession entre les Etats américains du Nord et du Sud (1861). Au début, aucun des Etats coalisés n'avait d'armées ni de flottes. Les troupes se battaient avec des fusils de chasse et des couteaux. Mais le Nord est un pays industriel; il fabriqua des fusils, des canons, des munitions, une flotte entière pendant les hostilités. Au contraire, le Sud pays exclusivement agricole fut réduit à acheter à l'étranger les armes nécessaires. Le blocus par la flotte Nordique consumma sa ruine déjà commencée sous les coups victorieux des armées Nordiques. La puissance industrielle avait ce qu'on appelle un « potentiel de guerre » supérieur à la puissance agricole et ce fait lui avait donné la victoire. C'est ce même « potentiel de guerre » dont parlent sans cesse les délégués de la conférence du désarmement de Genève qui permit aux Etats-Unis de jeter au feu, en une année, des centaines de mille de soldats avec un matériel formidable. A notre avis, nous le déterminerons par les conditions suivantes :

1° Possibilité d'exploiter les sources de matière première.

2° Niveau de la capacité de production.

3° Importance du capital accumulé.

Toute l'importance des flottes de guerre découle de ces conditions économiques de la guerre impérialiste. D'une part elles dépendent de la capacité de production des Etats, d'autre part elles sont indispensables pour assurer la liaison entre la métropole et les

colonies, entre l'usine et les matières premières. C'est là ce qu'en langage politique, on appelle le rôle « défensif » de la flotte. Son rôle « défensif » consiste à s'opposer à la flotte adverse, couper le pays belligérant de ses sources de matières premières, organiser le blocus de la métropole et contribuer au débarquement des armées de terre et d'air sur son propre territoire. C'est ainsi que l'hégémonie mondiale, comme nous le disions plus haut, tend, à l'heure actuelle, à se confondre avec l'hégémonie navale.

Le caractère même des flottes de combat va nous permettre de préciser ce que nous appellerons le « potentiel militaire ». Pour la « division du travail » les impérialistes utilisent trois grandes catégories de navires : 1° Les « capital ships » ou cuirassés ne sont plus tout à fait semblables aux cuirassés décrits par Engels en 1878. Leur déplacement varie entre 23.000 et 35.000 tonnes ; ils possèdent des machines chauffant au mazout d'une puissance qui va de 40.000 à 80.000 CV et peuvent marcher de 20 à 25 nœuds à l'heure (1). Leur artillerie est composée de pièces de 12 pouces (305 mm) à 16 pouces (406 mm) de calibre, au nombre de huit, dix ou douze pièces par navire ; elles tirent à 30.000 mètres des obus de une tonne. Enfin ces navires disposent de tout un appareil de protection contre les bombes d'avions et les obus grâce à des ponts et des ceintures cuirassés et contre les torpilles sous-marines à l'aide de caissons blindés et de doubles coques. Tout à bord est commandé électriquement et il suffit d'un seul homme pour pointer simultanément toutes les pièces sur l'objectif, comme il lui suffit de presser sur un bouton pour que la bordée de douze projectiles parte avec un synchronisme mathématique. La valeur technique et offensive des capital ships est donc formidable. Leur but est de détruire les flottes adverses c'est-à-dire d'assurer à leur possesseur la maîtrise des mers. Mais leur puissance même rend leur utilisation délicate. Ils ne peuvent circuler qu'entourés d'un essaim de croiseurs et torpilleurs destinés à les préserver de leurs seuls adversaires dangereux, les sous-marins. D'autre part ni leur vitesse, ni leur rayon d'action ne sont considérables, ce qui nécessite de grandes bases navales où ils puissent se ravitailler et au besoin se réparer. *Au degré actuel de la technique industrielle* la grande majorité des techniciens de la marine justifie l'existence des cuirassés pour la conquête de l'hégémonie navale.

Dans la seconde catégorie, se trouvent placés les croiseurs de 10.000 tonnes et les torpilleurs, navires ultra-rapides marchant de 32 à 40 nœuds avec des puissances de l'ordre de 100.000 CV.

(1) Le nœud ou mille marin est une longueur qui vaut 1.850 mètres.

Leur vitesse et leur grand rayon d'action leur permettent de sillonner les routes maritimes longues et multiples par où se fait le ravitaillement des métropoles. Ce sont les navires les plus aptes au blocus commercial. D'autre part, leur mobilité leur permet de porter la guerre loin de leurs bases tout en échappant aux obus des capital ships.

Enfin, viennent les sous-marins, les uns de faible tonnage (1.600 tonnes) ne peuvent guère s'écarter de leurs bases et ne sont redoutables que dans leur voisinage; les autres, qui vont de 1.500 à 2.000 tonnes sont de véritables croiseurs sous-marins avec des canons de 8 pouces et une douzaine de torpilles pouvant parcourir 20.000 km. sans se ravitailler (l'Atlantique n'a que 5.000 km. de longueur) comme le « Surcouf » que la marine française a lancé récemment à Cherbourg.

Ce sont là de nouveaux instruments dont l'usage est encore inconnu et qui feront l'objet des controverses sur le « désarmement ». La guerre de 1914-18 a montré le grand rôle joué par les sous-marins allemands dans le blocus des pays alliés. Mais il ne s'agissait que d'un blocus dans les eaux européennes, au voisinage des bases navales de sous-marins. Les nouveaux chocs entre impérialistes auront lieu à l'échelle mondiale, d'où la nécessité d'y subordonner la technique des sous-marins en les transformant en croiseurs capables de faire le tour du monde.

Telles sont, très grossièrement, les différentes catégories de navires de guerre qu'il faut connaître pour comprendre le rôle des conférences du soi-disant désarmement.

LA QUESTION DU PACIFIQUE

La guerre mondiale avait été provoquée par les antagonismes européens, en particulier celui qui opposait l'Allemagne encore jeune, aspirant à l'hégémonie, à l'Empire britannique déjà déclinant. Elle s'était à peine terminée que de nouvelles rivalités imperceptibles auparavant s'affirmaient avec force. Deux astres nouveaux s'étaient allumés dans la constellation des grandes puissances : les Etats-Unis d'Amérique et le Japon. La guerre avait accélérée leur évolution déjà rapide. Au début du XX^e siècle, le Japon n'était qu'un pays neuf, le satellite de l'Angleterre en Extrême Orient; les Etats-Unis, grande nation mi-industrielle, mi-paysanne, étaient débiteurs de la Cité. Il y avait eu quelques frottements entre les deux puissances à propos des problèmes du Pacifique provoqués par l'expansion vers l'Océanie et l'Asie des Etats-Unis; mais ils disparaissaient dans les grondements du volcan européen. Il a

fallu l'effondrement de l'Allemagne pour que les vainqueurs voient surgir, derrière, les visages menaçants du Yankee et du Nippon.

La fortune de celui-ci a été extraordinairement rapide. En 1868, il se trouvait encore dans l'état politique et économique du Moyen Age. La révolution de 1868, l'avènement du nouvel empereur Mutsu Hito, marquèrent les débuts de l'ère moderne. Les capitaux anglais, les techniciens anglais, les militaires anglais vinrent développer l'industrie et façonner l'esprit du peuple dans les voies du capitalisme et du militarisme. Mais, le Japon est tributaire des Etats-Unis pour le coton qu'il tisse dans ses usines, pour le fer nécessaire aux constructions. Il possède du charbon qu'il exporte, mais il est impropre à la fabrication du coke. « Voilà pourquoi il veut s'assurer des concessions en Chine avant que mines et charbonnages chinois soient tous hypothéqués par les nations d'Occident ». (Kawakami, *Japan in World peace*).

La Chine avec ses richesses inexploitées, tel va être constamment l'objet désiré du Japon, l'objet qu'il défendra avec acharnement contre les entreprises des autres qu'ils se nomment les Russes, les Allemands, les Anglais, les Américains. En 1894, il se jette sur la Chine. Les croiseurs construits à Glasgow font merveille contre les navires en bois des Chinois. Il s'empare de Formose, des îles Barry, de Wei Hai Wei, de Port Arthur et de la presqu'île de Liao TOUNG. Les puissances européennes, inquiètes interviennent en ne lui laissant que Formose, les îles Barry et une indemnité de guerre. En 1902 l'alliance est nouée entre l'Angleterre qui va se servir de sa jeune puissance contre ses adversaires russes. L'écrasement de la Russie (1905), lui permet d'obtenir Port Arthur, la Corée, Sakhaline et le chemin de fer Transmandchourien. Il a débarqué en Mandchourie, mis la main sur les mines de charbon et de fer. Mais sa tendance à la suprématie en Asie est freinée par les pays européens qui y sont déjà installés et par l'Amérique qui commence à y tourner ses regards. L'accord de 1908 contraint le Japon à admettre le régime de la porte ouverte pour les marchandises américaines. Les Etats-Unis font face au Pacifique. Ils avaient déjà fortifié les Hawaï et les Philippines, et le canal de Panama, leur flotte, la troisième du monde, s'était concentrée dans le Pacifique, quand la guerre de 1914 éclate et va détourner les puissances européennes des affaires d'Extrême Orient. Le Japon va saisir cette occasion unique pour étendre son influence et s'imposer à la Chine. Il s'empare des possessions allemandes de Kiao Tcheou, centre minier et base navale fortifiée, avec la presqu'île du Chantoung. Il occupe les îles allemandes du Pacifique (Caroline, Marshall) et le fameux îlot volcanique de Yap. Ce rocher n'a que mille habitants mais c'est le nœud de tous les câbles transpacifiques en particulier ceux des

Etats-Unis : San Francisco - Changhaï, San Francisco - Marseille, etc... Toutes les communications américaines passent maintenant sous le contrôle du Japon. Enfin, le 2 novembre 1917 les Etats-Unis dont la flotte est retournée dans l'Atlantique, lui reconnaissent des droits spéciaux sur la Chine. Ce n'est pas là une simple formule juridique. Le Japon était le maître en Chine depuis l'occupation du Chan Toung. Il faisait et défaisait les gouvernements, prêtait de l'argent et du matériel de guerre aux généraux. Il avait aboli le régime de la porte ouverte pour son monopole exclusif dans les fameuses 21 conditions imposées au gouvernement de Pékin.

A la fin de la guerre, le Japon retrouve de nouveau ses adversaires européens et américains mais il est devenu une grande puissance économique et militaire. Il ne mendie plus les protections des impérialismes d'Occident, de l'Angleterre en particulier. Il inquiète tout le monde et cette situation puissante va devenir la cause de son isolement. Faible il était soutenu, fort il verra le monde ligué contre lui.

Sa superficie est passé de 264.000 milles carrés en 1894 à 428.100 en 1920, sa population de 39.000.000 habitants en 1894 à 80.463.000 en 1920. Ses dettes à la Grande-Bretagne sont non seulement remboursées mais il lui prête de l'argent. Sa réserve d'or a quintuplé en cinq ans. Le nombre des métiers est passé de 100.000 à 3 millions. Il a construit des usines à Changhaï à côté des usines britanniques et leurs produits priment dans tout l'Extrême Orient sur les produits anglais. Ses cotonnades ont commencé à envahir les Indes anglaises, cette terre réservée de la Cité, les Indes Néerlandaises et même les Dominions d'Australie et de Nouvelle Zélande. Le nombre des ouvriers d'usines est passé de 682.000 en 1913 à 1.300.000 en 1918, celui des ateliers de 12.000 à 19.000. Le capital investi est monté de 2.200.000.000 de yens à 4 milliards 500.000.000 de yens. Sa flotte commerciale est la troisième du monde. Elle est la première en Extrême Orient où elle a supplanté la flotte anglaise; elle concurrence victorieusement la flotte américaine dans le commerce du Pacifique. Pour se faire une idée de la puissance maritime et commerciale du Japon, il suffit de remarquer que de 1913 à 1920, le capital investi dans les chantiers maritimes passait de 12.775.000 à 108.525.000 dollars, le nombre des ouvriers de 26.000 à 140.000, le tonnage construit de 825.000 à 3.100.000. Sa flotte de guerre est passée du cinquième rang en 1913 au troisième en 1920. Une telle transformation n'a pas été sans inquiéter l'Angleterre, son alliée depuis vingt ans. Cette alliance avait surtout servi au Japon. Par elle, il avait mis la main sur les colonies allemandes au traité de Versailles, grâce à elle, il avait extorqué des Etats-Unis des traités avantageux pour son action en

Chine. Au contraire, l'Angleterre ne se voyait guère récompensée de son zèle protecteur; tel l'apprenti sorcier dominé par ses créations, elle avait aidé un nouveau concurrent à se dresser devant elle. La conférence impériale d'Août 1921 révéla les mêmes inquiétudes dans les Dominions. La politique japonaise fut condamnée à la fois par le Canada déjà lié au colosse yankee et par les Etats d'Australie et d'Afrique du Sud intéressés au commerce britannique dans l'Extrême Orient et à une bonne entente avec les Etats-Unis. Cette situation explique l'attitude équivoque de la Grande-Bretagne hésitant entre l'alliance japonaise et une entente avec les Etats-Unis. Elle va permettre à ceux-ci de triompher aisément des deux larrons et de marquer à Washington un triomphe pour la politique américaine.

LA CONFERENCE DE WASHINGTON

On sait que le Traité de Versailles et le pacte de la S. D. N. avaient proposé les bases d'un accord pour le désarmement mais l'abstention sinon l'hostilité des Etats-Unis l'avait rejeté aux calendes. Or, en juillet 1921 le président Harding lançait aux puissances une invitation pour limiter les armements « en rapport étroit avec les problèmes du Pacifique et de l'Extrême Orient ». Quelle était donc la cause de cet apparent revirement? La situation économique mondiale était devenue désastreuse au cours de 1921. La grande crise de surproduction avait frappé tous les pays et l'Amérique n'avait pas été épargnée. Sa puissance de production excédait de 20 % les besoins de la consommation (d'après un rapport de la *National City Bank*), importations et exportations avaient baissé de moitié; en juillet 1921 on comptait 5.500 mille chômeurs; l'agriculture était ruinée. Dans ces conditions le poids des impôts était insupportable; le déficit du budget atteignait 70 millions de dollars. La réduction des charges budgétaires devenait une nécessité vitale. L'ouverture de débouchés en était une autre pour résoudre la crise et cela amenait au premier plan la question du régime économique de la Chine. Une nouvelle guerre pour les Etats-Unis? Il n'y fallait pas songer. Devant elle, elle aurait trouvé l'alliance anglo-japonaise affermie de nouveau, sa puissance navale n'aurait pu y résister. Il fallait donc causer, limiter les armements onéreux d'une part, dissocier les intérêts de l'Angleterre et du Japon d'autre part, c'est-à-dire attendre des jours meilleurs sous les grands mots de pacifisme et de liberté du commerce. Cela était d'autant plus nécessaire que le temps travaillait pour les Etats-Unis. Ce sont eux qui possédaient l'appareil de production le plus développé, l'accumulation la plus formidable, et une créance extérieure qui seulement

envers l'Europe s'élevait à 12 milliards de dollars. Ils étaient donc les mieux armés pour sortir rapidement de la crise et devancer leurs concurrents. Au contraire l'Angleterre sortait de la guerre ruinée et endettée, minée par la lutte intense des classes; son industrie à la technique arriérée devait être refoulée de partout par ses concurrents américains, japonais et européens. La fin de la crise, l'Angleterre ne devait pas la voir et en fait elle ne l'a pas encore vue dix ans après! Son budget en 1921 s'était élevé à 1.120 millions de livres (il est aujourd'hui de 800 millions); mais ce n'était qu'un manteau de cour sur un corps misérable. Il n'y avait plus de base matérielle à son antique suprématie mondiale et le mieux qu'elle pouvait faire c'était de la négocier dans les meilleures conditions. Sous l'influence de cette situation et la pression des Dominions qui voyaient d'un bon œil un accord avec l'Amérique, le ministère Lloyd George accepta la réunion d'une conférence. Le Japon, l'adversaire direct des Etats-Unis accepta aussi: il n'avait pas été épargné par la crise mondiale et de plus, pour la première fois dans son histoire, le prolétariat y avait levé l'étendard de la révolte. Des grèves avaient éclaté partout, provoquées par les abaissements de salaires. En Juillet 1921, 30.000 ouvriers des chantiers navals à Kobé hissaient le drapeau rouge, chassaient la direction et nommaient un conseil d'entreprise; quarante jours durant, ils devaient résister à la force armée et à la famine. D'autre part, la Chine boycottait les marchandises japonaises et l'Angleterre manifestait des vellétés moins amicales qu'auparavant.

Quant à la France qui ne cherchait dans l'horizon politique que le meilleur moyen de « mettre la main au collet de l'Allemagne » elle s'imaginait naïvement avec son orgueil insensé de roquet qu'elle était une sorte d'arbitre dans le grand duel anglo-américain. Les événements prouvèrent que son rôle mondial était bien médiocre: les difficultés rhénanes, cette tempête dans un verre d'eau n'étaient que peu de choses auprès des antagonismes mondiaux des trois grands impérialismes. Elle y traînait derrière elle un autre roquet, l'Italie, sa grande rivale dans la petite mer Méditerranée. L'Italie manque de matières premières, manque de débouchés coloniaux ou autres, manque de place pour sa population, en un mot elle manque de tout ce qui est nécessaire pour devenir quelque chose au banquet des impérialistes. Elle est en conflit avec la France pour la Tunisie, avec son alliée la Yougo-Slavie pour l'Albanie. Elle se mettra à la remorque de la puissance qui lui prêterà le plus d'argent.

Tels étaient avec quelques pays satellites comme la Belgique, la Hollande et le Portugal, petits Etats aux dents longues, et un cadavre à détrousser, la Chine, les premiers et les seconds rôles à

la Conférence. Elle s'ouvrit le 12 novembre 1921 par une prière publique adressée à dieu pour qu'il sauve la chretienté des horreurs de la guerre (sic), suivie de l'exposé du programme naval des Etats-Unis. Ce programme très chrétien proposait les coefficients 5, 5, 3 pour les flottes de l'U. S., l'Angleterre et le Japon. Ces chiffres furent adoptés pour les rapports du tonnage des capital ships; on leur adjoignit les coefficients 1,75 pour la France et l'Italie (1).

Aucun cuirassé ne devait avoir un tonnage supérieur à 35.000 tonnes (2) et des canons de plus de 16 pouces (406 mm). Le Japon voulait la proportion 5, 5 et 3,5 au lieu de 5, 5, 3; la transaction finale ne fut acceptée par lui que contre la signature d'un accord interdisant la construction de fortifications dans les terres américaines de l'Extrême Orient. La France « toujours modeste » voulait 350.000 tonnes alors que son budget ne lui en permettait que 160.000. Mais un pays endetté, à demi ruiné ne possède pas d'arguments suffisants devant le colosse yankee et le chiffre de 175.000 tonnes fut accepté.

En dehors des cuirassés, la conférence autorisait la construction illimitée de croiseurs de 10.000 tonnes n'ayant pas de canons supérieurs à 8 pouces (203 mm). Si elle ne précisait aucune limitation en ce domaine, c'est qu'en l'état technique de la construction navale, les croiseurs étaient relativement bon marché, leur puissance offensive assez faible, et on ne leur assignait guère qu'un rôle auxiliaire de défense des voies commerciales. Les deux grandes puissances, l'Angleterre et les Etats-Unis qui régnaient sur les flots proposèrent l'abolition des sous-marins dont l'emploi en haute mer semblait à l'époque assez restreint. Au contraire les puissances moins fortes, Japon, France et Italie qui ne possèdent pas la maîtrise de la surface et qui présentent le caractère d'être entourées de mers étroites s'opposèrent même à une limitation des sous-marins. Elles finirent par l'emporter, après l'adoption d'un texte platonique condamnant la piraterie sous-marine (?)

Voici quels furent les traits essentiels de ce que le président Harding appela les « vacances navales », mais de semblables réductions des armements ne furent possibles que grâce à la signature du pacte du Pacifique. Ce pacte, sorte de Locarno avant la lettre,

(1) Tonnage total en cuirassés permis pour chaque nation : Grande-Bretagne — 525.000; Etats-Unis — 525.000; Japon — 315.000; France — 175.000; Italie — 175.000.

(2) Chiffre proposé par les Etats-Unis pour la raison chrétienne et pacifique que le canal de Panama n'est pas assez large pour laisser passer des navires plus gros.

confirmait pour 10 ans le *statu quo* établi entre les quatre grandes puissances coloniales pour leurs possessions du Pacifique. Enfin à la satisfaction des Etats-Unis, le principe de la porte ouverte ou de l'égalité de traitement était appliquée à la Chine pour toutes les marchandises. Ceci avait été admis aux dépens du Japon qui jouissait presque d'un monopole d'importation en Chine. De plus, celui-ci devait évacuer le Chantoung, qu'il avait enlevé à l'Allemagne en 1915. Les deux vaincus de Washington étaient le Japon encore trop jeune dans son expansion et l'Angleterre trop vieille pour se maintenir en reine des mers « *mistress of the seas* ». L'unique gagnant était l'Amérique qui y commençait une carrière pleine de promesses.

LE NOUVEAU DEVELOPPEMENT DES IMPERIALISMES ET LA CONFERENCE DE LONDRES.

La conférence de Washington n'a rien modifié à l'état de fait qui régnait alors parmi les impérialismes. Elle a seulement confirmé le rapport momentané des forces en présence et on peut dire que les arguments « convaincants » dont se servirent les délégués n'étaient que l'expression diplomatique des différentes situations économiques où se trouvaient les bourgeoisies respectives des Etats impérialistes. Mais avec le temps, les forces évoluent et les rapports se modifient; c'est ce que nous allons examiner pour les différentes puissances.

Les Etats-Unis ont été les grands bénéficiaires de la conférence de Washington, en proportion de leur puissance économique. Ils ont obtenu la disparition de l'alliance anglo-japonaise en Extrême Orient, l'ouverture de la Chine à leurs exportations, l'égalisation de leur flotte de ligne avec celle de l'Angleterre. Depuis, les Etats-Unis ont continué cette politique si brillamment annoncée en 1921, de « pacifisme impérialiste » qui consiste à paraître pour le compte de leurs intérêts les loyaux champions de la paix mondiale. Ils n'ont pas encore l'hégémonie sur la mer si on ne tient compte que des bâtiments existants, mais en fait la croissance ininterrompue de leur appareil de production en font vraiment les *maîtres déjà incontestés*; (avec le moins de dépenses inutiles, ajouterons-nous). La conférence de Washington avait laissé à l'Angleterre la supériorité des croiseurs légers. Toute la politique navale des Etats-Unis va consister à surveiller son activité maritime pour que cette légère supériorité ne soit pas renforcée par un système d'alliance ou d'entente. Il leur a suffi de froncer les sourcils pour que le projet de pacte franco-anglais s'évanouisse en anneaux de fumée.

L'argent des dettes a la valeur d'une démonstration navale sur les côtes anglaises et le colosse transatlantique sait en jouer. De plus la signature du pacte Briand-Kellog, tout en ne liant pas les Etats-Unis à un organisme comme la S. D. N., leur permet de faire entendre leur grosse voix... pacifiquement. Le jour de la ratification par le Sénat américain on votait les crédits nécessaires à la construction de quinze croiseurs. Certes, le « pacifisme » américain se refusait à les faire tous mettre en chantier avant qu'une nouvelle conférence n'eût décidé de l'avenir de ces engins; mais rien n'est plus « désarmant » pour l'adversaire que de discuter avec la vision constante de cette masse énorme de moyens de destruction. Actuellement ces croiseurs sont en construction mais en pièces détachées comme les automobiles, les canons d'un côté, les blindages de l'autre, les machines ailleurs; les signatures seront à peine échangées qu'ils se profileront sur l'horizon du grand lac anglo-saxon. Pourquoi cette attente d'une nouvelle réglementation puisque le droit de construire des croiseurs semblait absolu ? Il nous paraît qu'à cela il y a deux causes générales qui se superposent aux raisons particulières de chaque impérialisme. D'abord, la perspective d'une nouvelle crise économique. Depuis un an, les marchés recommencent à se saturer, les prix des matières premières baissent d'une manière inquiétante; les charges budgétaires deviennent trop lourdes et dans tous les pays les demandes de dégrèvements se font entendre au sein des industries. La débâcle récente de Wall Street confirme cette tendance; le nombre des faillites et les pertes de capitaux y sont aussi considérables qu'en 1920, année qui précéda la crise mondiale de 1921. C'est ce que reconnaissait le président Hoover ouvrant le Congrès des Etats-Unis le 3 décembre dernier et il ajoutait : ...« avec le désir de réduire les lourdes charges résultant des armements navals, nous nous sommes joints à la Grande-Bretagne, à la France, à l'Italie et au Japon pour prendre part à une conférence qui doit se tenir à Londres, en janvier prochain. »

Examinant plus soigneusement ces déclarations, on constate que le budget naval qui était de 137 millions de dollars en 1914, s'éleva à 444 millions l'année de la conférence de Washington (1921-22). Les importantes limitations obtenues permirent de l'abaisser à 309 millions et actuellement il oscille aux environs de 320 millions. On voit par conséquent le caractère tout relatif des réductions navales consistant simplement à les adapter à la situation économique.

L'Amérique propose à l'Angleterre la limitation sur la base 5, 5, 3, des croiseurs de 10.000 tonnes. C'est ici qu'intervient la seconde cause de la conférence de Londres, cause purement technique. En 1921, à Washington, les croiseurs de 10.000 tonnes ne

représentaient guère plus qu'une arme auxiliaire. Il n'en est plus de même aujourd'hui. On sait que le traité de Versailles avait interdit à l'Allemagne de construire des navires supérieurs à 10.000 tonnes et ayant des canons de plus de 8 pouces. Le génie technique de l'Allemagne a tourné la difficulté. Le fameux croiseur cuirassé mis en chantier par les soins du gouvernement social-démocrate est capable d'écraser tous les bâtiments de même tonnage qui lui seront opposés. Son énorme vitesse lui permet d'échapper aux capital ships qui ont une artillerie plus forte. Il est à l'abri des torpilles et des bombes par une cuirasse formidable. Tout cela a été obtenu sans dépasser les 10.000 tonnes prescrites, grâce à une rationalisation intense. C'est ainsi que pour gagner quelques tonnes, on a substitué la soudure autogène au rivetage des tôles. Enfin il n'a plus de turbines à vapeur mais des moteurs analogues aux Diesel des sous-marins. C'est peut-être un bouleversement dans la technique militaire, amenant la disparition à brève échéance de l'arme essentielle, les capital ships. Déjà, en 1923, l'amiral Percy Scott, le grand maître de la stratégie navale en Angleterre, avait émis des doutes sur l'utilité des gros cuirassés. La réalisation des ingénieurs allemands va projeter son ombre sur les futures négociations de Londres et explique que subitement la question des croiseurs légers vienne au premier plan. L'acceptation par l'Angleterre des coefficients des Etats-Unis 5, 5, 3, pour les croiseurs signifiera un nouveau recul de l'impérialisme britannique. Si l'on se fonde sur l'importance des routes maritimes commerciales à protéger, l'Angleterre pourrait revendiquer 50 % de croiseurs de plus que les Etats-Unis. Mais la puissance Britannique décline sans cesse, l'Amérique monte et la conférence de Londres va marquer le palier où leurs hégémonies navales *actuelles* se rencontrent dans le partage des mers. L'immense capacité de production des Etats-Unis est le signe de sa victoire future; mais la bourgeoisie britannique a défaut d'un grand avenir possède une forte ténacité; elle résistera le plus longtemps possible. Si elle cède à Londres et y diminue ses charges navales, c'est que dans les yeux elle a la vision des difficultés croissantes à l'intérieur avec la crise qui s'annonce. Le gouvernement du Labour party est contraint de jeter des miettes aux chômeurs, aux mineurs et ses projets vont grever le budget de 1930. D'autre part, les Dominions sont lassés de soutenir militairement une métropole dont ils se détachent lentement mais sûrement; une concurrence navale avec les Etats-Unis n'y serait pas tolérée. La seule force qui restera à l'impérialisme britannique ce sont ses multiples bases navales si bien réparties sur toutes les mers du globe. Rien qu'en Amérique elle possède la Jamaïque et les ports du Canada (on prétend que des propositions auraient été

faites par les E.-U. d'acheter la Jamaïque et les Bermudes contre une remise des dettes). L'Amérique en dehors des Philippines et des Hawaï ne possède rien. En particulier, *elle n'a rien en Europe*. Pourquoi ne rechercherait-elle pas quelque appui du côté des puissances latines ?... L'existence des sous-marins va être remise en question par l'Angleterre et les E.-U. Leurs deux marines de haut bord disposent de la maîtrise des mers, et il y a une formule de guerre navale qui prétend : « A la marine la plus forte tout. A celle qui vient ensuite rien ». Seul l'emploi des sous-marins peut contredire cette loi de l'hégémonie navale. Dans les mains des marines secondaires, Japon, France, etc..., celles qui ne sont « rien » devant les deux géants, le sous-marin, arme économique, peut en un certain sens rétablir l'équilibre et porter des coups mortels bien que très aléatoires à l'adversaire. Aussi voit on la France par exemple s'élever non seulement contre la suppression des sous-marins mais aussi contre leur limitation. Elle se moque bien de la limitation des cuirassés puisque son budget ne lui permet pas de s'en payer, elle préfère la limitation du tonnage global sans fixation de catégories qui lui permettrait pratiquement de construire autant qu'elle voudrait de croiseurs sous-marins. Elle invoque dans son Mémoire la nécessité de protéger ses 30.000 km de côtes et en exigeant une « étroite interdépendance dans l'ensemble des armements de défense d'un pays entre ses forces terrestres, navales et aéronautiques », en d'autres termes, et Louis XIV ne parlait pas autrement : la France a la plus forte armée, pourquoi n'aurait-elle pas la plus forte marine ? Cela semble une vulgaire fanfaronnade mais nous devons cependant redoubler d'attention. Le capitalisme français a subi un tel essor depuis les temps reculés de la conférence de Washington qu'il se voit le champion de la défense européenne contre les Etats-Unis d'une part et l'Empire britannique de l'autre. A cette poussée de militarisme correspond un réel effort pour être au premier rang de la technique militaire en ce qui concerne torpilleurs, sous-marins, etc... Avec les bouleversements techniques des années futures, le déclin de la puissance britannique, d'immenses espoirs font vibrer la bourgeoisie française. Au prolétariat de savoir y mette un frein. La duplicité de la France éclate bien dans l'affaire du « Locarno méditerranéen ». L'Italie veut la parité navale avec la France, la France ne consent qu'à admettre pour elle comme pour l'Italie un maximum commun de tonnage qui, étant donné les possibilités financières de sa rivale latine ne pourrait jamais être atteint par sa flotte. « Puisque c'est ainsi, répond l'Italie, à bas les sous-marins », et elle se tourne vers les impérialismes Anglo-saxons en quête d'un soutien. La manœuvre française éclate par la proposition du pacte Méditerranéen à quatre, Angle-

terre, France, Italie et l'Espagne dont on achète ainsi la complaisance... L'avenir immédiat nous dira quel sort sera réservé aux thèses françaises, mais il n'y a aucun doute qu'elles seront fortement combattues par les autres puissances inquiètes d'une renaissance si rapide du militarisme français. Telle est en peu de mots la situation à la veille de ce grand événement.

Nous avons vu ce que signifiaient les fameuses conférences sur la limitation des armements que périodiquement réunit la bourgeoisie. Ce sont là des nécessités inéluctables au régime de concurrence capitaliste. La marine de guerre d'un grand pays impérialiste représente une masse énorme de capitaux qui, malgré les apparences, ne sont pas « flottants » mais bien immobilisés et improductifs. C'est la cause profonde des limitations provisoires de la valeur de ces capitaux. Dans les périodes de crise économique, à la baisse du profit qui en est la conséquence s'ajoute cette perte sèche qu'est la charge budgétaire consacrée aux armements. Les impérialistes en viennent à se concerter pour limiter ces pertes, de même qu'un cartel limite la production pour empêcher l'avilissement des prix. Cela s'accomplit naturellement en respectant et fixant le rapport momentané des forces en présence. Mais, les forces des impérialistes et la technique évoluent avec le temps et quand arrive une nouvelle conférence il faut tenir compte de ces modifications. La conférence de Londres marquera pour les Etats-Unis un sérieux progrès qui reflètera leur gigantesque ascension dans les dix dernières années : les flottes britannique et américaine seront égalisées. Elle devra tenir compte des prétentions de la France, dont le capitalisme s'est stabilisé et étendu depuis 1922 et de la nouvelle situation créée en Extrême Orient par les rivalités impérialistes. La course aux armements réglementée, les capitaux ainsi libérés se reporteront sur la production, augmentant par cela même le potentiel de guerre des différents pays.

La nécessité d'accroître la puissance de destruction dans les limites imposées par les conférences provoque une intense rationalisation de la technique militaire et augmente en fait la valeur de combat des flottes plus que ne le ferait une extension ruineuse du nombre et du tonnage des unités. Seconde raison pour que le potentiel de guerre soit encore multiplié dans chaque Etat par les décisions des conférences du désarmement. Ainsi le but réel de celles-ci est en contradiction avec leurs buts apparents. Elles sont comme de véritables « clearing houses » militaires fonctionnant entre les différentes puissances, adaptant sans cesse de la manière la plus économique les militarismes aux nécessités impérialistes. Que surgissent de nouveaux antagonismes issus du développement des forces productrices, les conflits de plus en plus aigus trouveront des pays de plus en plus épuisés, des

armes de plus en plus perfectionnées. En ce sens les conférences du « désarmement » auront mieux engendré la guerre que la course aux armements et cette guerre est inévitable car les forces de production étouffent dans les cadres des marchés qui se rétrécissent sans cesse. L'existence même du capitalisme nécessite les explosions violentes que sont les guerres impérialistes. C'est ce que nous ne devons pas cesser de clamer face aux pacifistes et aux socialistes de tous poils qui voient dans les conférences comme dans les accords de Genève des gages de paix véritable. Ou bien, ils sont inconscients, projetant dans leurs affirmations les reflets idéologiques des couches désaxées de la production, lançant des phrases sur la paix et l'arbitrage qui font penser aux incantations des sorcières pour guérir les maladies, ou bien ils sont criminels, se faisant les interprètes de la bourgeoisie cherchant à anesthésier les masses et leur redonner confiance dans un régime de boue et de sang.

On ne pourra guérir l'humanité du chancre guerrier qu'en détruisant la cause de son mal. Le régime capitaliste et ses contradictions. C'est la tâche historique qui incombe au prolétariat international par le triomphe de la Révolution mondiale. A ce prix et à ce prix seulement il pourra remiser au magasin des accessoires les engins du militarisme et ne voir dans les massacres impérialistes que le souvenir d'une époque de cauchemar à jamais révolue.

PAUL SIZOFF.

Sept mois de gouvernement travailliste

LES ELECTIONS ANGLAISES ET LES PREMIERS PAS DU MINISTERE MACDONALD

L'article publié ci-dessous a été écrit au lendemain des élections générales de mai dernier, dès la formation du nouveau ministère MacDonald. Il s'occupe avant tout et assez en détail des élections et du ministère qu'elles ont amené au pouvoir. Si je le publie aujourd'hui et sans y rien changer c'est parce que je crois qu'il n'a pas perdu tout son intérêt. On dira peut-être que c'est revenir sur un événement déjà vieux et qui n'est pas en soi si important pour qu'on lui consacre une dizaine de pages. A cette objection je répondrais que ces élections présentent un caractère nouveau. Pour la première fois le Parti communiste britannique participa à la bataille électorale comme parti indépendant. Cette tactique conduisit le parti à un désastre et ses dirigeants comme ceux de l'Internationale Communiste se hâtèrent d'escamoter l'échec par de brefs commentaires. Nous n'avons pas, nous, les mêmes raisons de n'y pas insister; en outre, il n'est certainement pas inutile de chercher à connaître, même dans leurs menus aspects, des questions de cette sorte. C'est parce qu'il avait approfondi l'étude du mouvement ouvrier britannique que Lénine réussit à imposer, en 1920, une certaine tactique à l'égard du Labour Party. Je compléterai plus tard cette étude par l'examen de la politique du cabinet MacDonald: « succès » éphémères dans le domaine international dissimulant mal les insuccès tangibles au dedans se traduisant par un renforcement accru de l'exploitation capitaliste. — A. R.

A première vue, il n'y a pas de différence essentielle entre 1924 et 1929. Les conservateurs ramenés au pouvoir par une majorité écrasante se sont usés par cinq années de gouvernement absolu. Ils doivent céder la place aux travaillistes. Les libéraux sont sortis du scrutin mauvais troisièmes; les grands espoirs qu'ils avaient formés ne se sont pas réalisés: ils ne sont plus et ne seront jamais plus le parti de rechange pour la formation des ministères. Mais leur

but secondaire est atteint : ils sont, comme en 1924, les arbitres. Quand ils voudront, le cabinet MacDonald tombera. Ils ne sont plus capables de faire les ministères mais ils peuvent encore fort bien les défaire.

Sans doute des différences secondaires apparaissent tout de suite, la première étant que les travaillistes forment pour la première fois le parti le plus nombreux à la Chambre des Communes. Désormais la bataille pour la majorité se livrera entre eux et les conservateurs. Un examen plus attentif de la situation permet d'en apercevoir d'autres qui sont dès maintenant significatives quoiqu'elles ne doivent prendre tout leur sens que plus tard.

En 1924, la formation du premier ministère travailliste était appuyée par une poussée révolutionnaire entraînant la classe ouvrière britannique tout entière. La Fédération des mineurs, alors puissante, était prête à engager la lutte décisive contre les propriétaires des charbonnages. Une série de grèves victorieuses marqua la naissance du cabinet MacDonald dans lequel une place avait dû être faite à la gauche écossaise avec Wheatley. Le terrible « poplarisme », dont les conservateurs se servaient comme d'un épouvantail pour effrayer les contribuables, était justifié et défendu devant le Parlement. Des relations diplomatiques normales avec l'Union soviétique étaient établies sans délai.

Le ministère MacDonald de 1929 c'est le ministère du reflux révolutionnaire, le ministère d'après la grève générale et la défaite des mineurs. L'offensive capitaliste l'a emporté au dedans et au dehors : Rupture des relations diplomatiques avec l'Union soviétique caractérisée par une grossièreté exceptionnelle ; intervention contre la Révolution chinoise ; loi draconienne contre les libertés syndicales. Les ouvriers qui, en 1926, partaient pleins d'ardeur dans la grève générale sont, aujourd'hui, à ce point démoralisés qu'ils n'ont plus la force de s'opposer aux dirigeants des trade-unions lorsque ceux-ci décident d'entrer en pourparlers avec les patrons pour élaborer, d'un commun accord, les conditions d'une paix sociale permanente.

La composition du nouveau cabinet reflète exactement le changement intervenu. Les gèneurs de la gauche écossaise n'y ont plus de représentant, tandis que les transfuges du libéralisme qui ont rallié le Labour Party au cours de ces dernières années occupent une large place et qu'on a fait ministre Ben Turner, principal partenaire de Sir Alfred Mond (maintenant lord Melchett) dans les conférences syndicalo-patronales. Aussi, bien que MacDonald prenne le pouvoir aujourd'hui dans des conditions parlementaires meilleures qu'en 1924, son second ministère est sensiblement plus pâle que le premier : C'est le ministère du « mondisme ».

La nouvelle Chambre des Communes est la première qui ait été

élue au suffrage universel total, les femmes ayant maintenant comme les hommes le droit de suffrage à 21 ans. Le nombre des électrices est passé de 9 millions à 15 millions, dépassant d'un million celui des électeurs. C'était l'inconnu des élections. Dans l'ensemble les femmes ont voté comme les hommes, familles ouvrières et familles bourgeoises faisant bloc chacune de leur côté. Il n'y a pas eu un vote spécialement féminin se manifestant sur des revendications particulières. Le contingent des femmes désignées pour siéger aux Communes ne s'est accru que de quelques unités (69 candidates, 14 élues).

Les nouvelles électrices n'ont pas dédaigné le bulletin de vote. Le nombre des votants est presque un record (79,4 % du nombre des inscrits), un peu inférieur seulement à celui de 1924 (80,6 %) mais bien supérieur à ceux des élections antérieures (58,9 % en 1918, 75,4 % en 1922 et 74,1 % en 1923). C'est dans la région londonienne qu'on a le moins voté (66,4 %), bien moins que dans les autres villes anglaises (84,9 %) et dans la campagne anglaise (78,1 %).

La carte électorale de la Grande-Bretagne montre que des régions entières sont maintenant acquises au travaillisme. Ce sont les districts miniers du Pays de Galles, d'Ecosse et d'Angleterre. Il y a longtemps qu'il y a à la Chambre des Communes une représentation minière. Avant que le Labour Party fût fondé, il y avait déjà un petit groupe de députés mineurs qui votaient ordinairement avec les libéraux. Ce groupe a été absorbé par le Labour Party et à l'intérieur de la représentation parlementaire de ce parti les mineurs forment maintenant un contingent de plus de 40 membres.

Certaines grandes villes industrielles sont restées longtemps rebelles au travaillisme. C'était le cas de Birmingham, fief solide des Chamberlain. Pour la première fois, le Labour Party y a remporté de grands succès et se trouve maintenant à égalité avec les conservateurs (6 sièges contre 6). C'était aussi le cas de Londres, pourtant moins fermé : les travaillistes y ont maintenant la majorité avec 36 sièges contre 24 aux conservateurs et 2 aux libéraux. Du côté des régions industrielles, le Labour Party a fait son plein. Il pourra peut-être y gagner quelques sièges mais les circonscriptions qui élisent encore des conservateurs sont celles formées par les quartiers aristocratiques des grandes villes : il ne les enlèvera pas par les moyens parlementaires.

Reste la campagne. Le Labour Party avait fait un gros effort pour y mordre. Clynes avait déclaré avant les élections que, pour avoir une majorité indépendante, son parti devrait conquérir une cinquantaine de circonscriptions agricoles. L'échec a été complet. Même dans les régions marécageuses et pauvres de l'ouest de l'Angleterre où les petits tenanciers et les petits fermiers sont nombreux, les travaillistes n'ont pas pu faire élire leurs candidats ; ils ont même

dû parfois enregistrer un déclin dans les votes recueillis. Quant au sud plantureux où ils s'étaient risqués, ils y ont souvent laissé leur dépôt de 150 livres sterling. Si les conservateurs y ont perdu quelques sièges, ce fut au profit des libéraux.

Le Labour Party était, de sa fondation jusqu'à la guerre, composé de trade-unions et d'organisations socialistes : Independent Labour Party, British Socialist Party, Fabian Society. Il n'admettait pas les adhésions individuelles. Ce n'est qu'après la guerre, lorsque les progrès de sa représentation aux Communes en firent un parti mûr pour le pouvoir et que certains chefs libéraux manifestèrent le désir de renoncer au libéralisme malade et de se faire travaillistes qu'il modifia sa constitution et accepta des adhérents individuels pour pouvoir accueillir ces transfuges. Les adhérents individuels restent naturellement peu nombreux par rapport à l'effectif total mais le rôle joué par les recrues libérales est tout à fait hors de proportion avec leur nombre. Dans le cabinet proprement dit, qui comprend 19 membres, on en compte 6.

Mais l'immense majorité des députés travaillistes est composée d'hommes ayant une origine ouvrière. Les militants trade-unionistes sont au nombre de 126, parmi lesquels 8 membres du Conseil général des trade-unions : trois de ceux-ci sont ministres. Tous les corps de métiers se trouvent représentés. Mais le contingent de beaucoup le plus important est fourni par les mineurs qui, nous l'avons vu, dépassent la quarantaine. Viennent ensuite les cheminots, au nombre respectable de 15, conduits par le tristement célèbre J. H. Thomas, le textile (Ben Turner, Tom Shaw), les transports (Ben Tillett, H. Gosling), le livre (Bowerman, Naylor, Roberts), la mécanique (Kirkwood, Robert Young), le bois (A. G. Gossling) ; l'enseignement compte une douzaine de membres, plus quelques professeurs d'université.

La plupart de ces militants sont des fonctionnaires trade-unionistes ; quelques-uns seulement exerçaient encore leur profession lorsqu'ils ont été élus.

Les notices biographiques de ceux d'entre eux qui ont passé la soixantaine commencent souvent par ces mots : « A l'âge de huit ans, il descendait dans la mine », ou bien « il était happé au même âge par l'atelier, par l'usine ». Ce sont maintenant des personnages très respectables, chargés de fonctions variées : beaucoup sont juges de paix dans leur district.

Les plus jeunes ont eu, à leurs débuts, la vie moins dure. Quelques-uns ont reçu des bourses pour le Ruskin College (rattaché à l'université d'Oxford et dont l'enseignement ne se distingue pas de l'enseignement universitaire habituel). D'autres ont passé deux années au Labour London College, créé et soutenu par des organisations ouvrières et qui donne un enseignement marxiste.

Parmi les professions libérales, on trouve une quinzaine de journalistes (Norman Angel, Philips Price, Roden Buxton, Seymour Coks, Fenner Brockway), quelques médecins et quelques avocats.

Il y a quelques patrons ou anciens patrons, un propriétaire de cinéma, un entrepreneur de maçonnerie, un grand industriel de Lancaster qui, après avoir appartenu 40 années au Parti conservateur s'est soudain rallié au travaillisme.

On peut citer encore comme étant caractéristiques à divers titres : Marion Philips, née en Australie et docteur ès-sciences économiques de l'Université de Londres ; J. F. Horrabin, dessinateur-géographe de grand talent, éditeur de *Plebs*; Somerville Hastings, président de la section ostéologique de la Société royale de médecine; F. Markham, auteur, avec Sir Sidney Lee, de la biographie officielle d'Edouard VII ; J. H. Hayes, secrétaire de l'Union nationale du personnel de la police et des prisons. Puis les descendants de conservateurs célèbres : Oliver Baldwin, fils du leader conservateur; E. J. St Lo Strachey, fils du directeur du *Spectator*; lady Cynthia Mosley, fille de feu lord Curzon, élue à Stoke-on-Trent contre le député sortant, un colonel, ancien terrassier, qui eut une conduite dégoûtante pendant la guerre.

Il faut mentionner enfin quelques ecclésiastiques appartenant à diverses Eglises protestantes; J. J. Mc Shane, directeur d'une école catholique à Malsall; et il est alors possible d'avoir une juste vue d'ensemble de la composition et de la variété de la représentation travailliste aux Communes.

LES COMMUNISTES ET LA BATAILLE ELECTORALE

L'attitude des communistes à l'égard du Labour Party a été longuement discutée au II^e Congrès de l'Internationale Communiste. Le Parti devrait-il demander son admission dans le Labour Party au même titre que les organisations socialistes (I.L.P., Fabian Society etc) et les communistes devraient-ils aller aux élections avec le Labour Party? La majorité des délégués anglais et un assez grand nombre de délégués d'autres pays étaient contre. Lénine, au nom de la délégation russe, était pour. Son point de vue l'emporta, après de longues et sérieuses discussions, mais seulement à la majorité. A cette époque les Congrès n'étaient pas « préparés » de telle façon que toutes les résolutions fussent votées à l'unanimité et on pouvait voter contre une tactique proposée sans être immédiatement traité de menchévik, contre-révolutionnaire, petit-bourgeois, etc. Par la suite, la plupart de ceux, sinon tous, qui avaient combattu la tactique défendue par Lénine s'y étaient sincèrement ralliés et c'était désormais d'un consentement unanime qu'elle était appliquée.

Quand l'annonce d'élections générales prochaines la remit à l'ordre du jour l'an dernier, la quasi-unanimité du Comité Central du Parti Communiste britannique la confirma. Il y eut une petite minorité composée de Harry Pollitt et de Palme Dutt, pour proposer une rupture avec le passé. Pollitt et Dutt font assez souvent bande à part. L'un ouvrier, l'autre intellectuel, ils s'épaulent constamment et forment une sérieuse équipe dans un Comité Central dont la caractéristique est qu'il se montre à la fois plutôt borné dans ses vues et d'une docilité extrême aux directions de l'Internationale Communiste.

Avaient-ils conçu tout seuls leur projet de politique nouvelle? c'est possible, bien que le contraire soit plus vraisemblable. En tout cas ils eurent tout de suite l'appui des dirigeants de l'Internationale Communiste; une conférence spéciale fut convoquée qui se termina par l'adoption unanime d'une déclaration de guerre ouverte au Labour Party. La majorité du Comité Central n'était peut-être pas absolument convaincue; elle affecta de l'être et se lança dans la mêlée au cri de : « Classe contre classe ! »

Remarquons ici qu'un changement de tactique pouvait être parfaitement justifié. Le fait qu'une certaine position a été prise du vivant de Lénine et avec son appui ne la rend point tabou. Bien des choses se sont passées en Angleterre depuis 1920 et surtout depuis 1924. Le Labour Party est devenu un parti de gouvernement; il a goûté au pouvoir; ses dirigeants n'aspirent qu'à se débarrasser des gêneurs qui le compromettent aux yeux de la bourgeoisie. Ils se sont efforcés de rendre la vie dure aux communistes et ont pratiqué une politique d'exclusion. On pouvait donc discuter mais à condition de ne pas perdre de vue les difficultés de la situation. La position d'un parti communiste de faible effectif dans un pays où les travailleurs sont solidement organisés n'est pas aisée, elle exige beaucoup de prudence et de clairvoyance; s'il donne l'impression qu'il se place de lui-même en marge des ouvriers organisés il est vite réduit à l'état de secte sans rayonnement ni influence.

Les dirigeants de l'I.C. ne se sont pas embarrassés de telles considérations. Le changement de tactique qu'ils ont imposé brutalement au Comité Central du P. C. B. n'a été qu'une simple conséquence de la découverte de la « troisième période ». Dès lors tout doit changer. Il faut du neuf, du voyant, du tapageur. D'où ces agitations superficielles, incohérentes, souvent stupides, quelquefois criminelles quand elles vont jusqu'au putsch. Ici l'affaire était moins dramatique puisqu'il ne s'agissait que d'élections. On assista à une nouvelle exhibition du « classe contre classe » simpliste accompagnée des quelques clichés habituels.

« La véritable question principale dont il s'agit aux élections n'est mentionnée par aucun des partis capitalistes, c'est la question

de la guerre impérialiste qui vient... Le Parti Communiste montrera aux ouvriers toutes les méthodes de lutte à employer pour empêcher la guerre qui vient, ou pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, au cas où elle éclaterait malgré ses efforts » (1).

Le Parti Communiste britannique s'efforça de présenter le plus grand nombre possible de candidats. Il crut un moment pouvoir engager la lutte dans 36 circonscriptions mais 11 des candidats choisis ne purent recueillir les 150 livres sterling qu'il faut déposer lors de l'enregistrement des candidatures. Ainsi, dans 25 circonscriptions les communistes avaient cette fois leur candidat à côté du candidat travailliste. Une question se posait : Quelle devait être leur attitude dans les autres ? Pourraient-ils engager les électeurs à voter pour les travaillistes ? Le P. C. B. la trancha en ne recommandant pas franchement l'abstention mais en décidant de ne conseiller aux ouvriers de voter pour les travaillistes que lorsque ceux-ci « seraient prêts à abandonner le programme capitaliste de leur parti ».

Le 1^{er} juin, l'*Humanité* indiquait les résultats des élections par de grands titres sur deux colonnes :

Les impérialistes du Labour gagnent 122 sièges.

Les impérialistes conservateurs essuient une lourde défaite et perdent 136 sièges.

Le parti libéral-impérialiste, malgré le bluff de Lloyd George, s'efface de plus en plus de la scène politique.

Les communistes étaient perdus, on n'en parlait pas : de quoi on pouvait déduire que la nouvelle tactique n'avait pas fait merveille. On ne les retrouvait que dans le corps de l'article avec leurs 50.614 voix, tandis que travaillistes et conservateurs en avaient chacun plus de huit millions et les libéraux plus de cinq millions. Saklatvala, l'unique député communiste sortant, était battu. 21 de leurs candidats, n'ayant pas obtenu le huitième des suffrages exprimés, devaient abandonner leur dépôt de 150 livres sterling, soit, ensemble, 400.000 francs perdus.

C'était un désastre. On pense bien que ceux qui en étaient responsables tentèrent de l'expliquer par d'abondants commentaires et la petite sophistique habituelle : mode électoral défectueux, lutte difficile contre des partis riches, rompus aux batailles électorales, illusions réformistes encore tenaces. D'ailleurs le nombre de voix obtenus par les communistes n'avait aucune importance. Ce qui comptait c'est que « les masses ont enfin compris qu'elles avaient

(1) J. R. Campbell, *Correspondance Internationale*, 27 avril 1929.

devant elles un parti entièrement nouveau ». Sans doute elles l'ont compris et ce n'était peut-être pas difficile mais ce qui est sûr c'est qu'elles ont témoigné fort peu de sympathie à l'égard de cette nouveauté.

Car les chiffres ont tout de même ici une signification. Il y a d'abord le cas de Saklatvala, réélu en 1924 dans un faubourg ouvrier de Londres par 15.096 voix et qui n'en retrouve plus que 6.554, tandis que le travailliste élu à sa place en a 13.265, le conservateur 10.833 et le libéral 4.513. Mais il y a une élection encore plus significative et qui permet mieux encore de voir comment les « masses » ont accueilli le « parti entièrement nouveau ». Dans la circonscription écossaise de North-Aberdeen la tactique « classe contre classe » avait déjà été appliquée l'an dernier, lors d'une élection partielle. Le Parti Communiste avait présenté son candidat, Ferguson, contre celui du Labour Party, Wedgwood Benn. Cette année, les deux mêmes hommes étaient de nouveau aux prises. On peut donc comparer les résultats. Alors que le collège électoral s'est très sensiblement accru, Ferguson n'obtient plus que 1.686 voix contre 2.618 en 1928. Wedgwood Benn est au contraire réélu par 17.826 voix (au lieu de 10.646). Le libéral passe de 2.337 voix à 9.799.

On a essayé de présenter les candidatures communistes comme étant avant tout des candidatures de protestation dressées contre les chefs travaillistes les plus compromis. Mais nul communiste ne s'est présenté contre J. H. Thomas. La vérité est que le Parti Communiste britannique n'a présenté ses candidats que là où il croyait être sûr de recueillir un nombre de voix respectable et, en quelques cas, enlever le siège : quartiers ouvriers de Londres, grandes villes, Pays de Galles, surtout Ecosse qui est maintenant la partie la plus rouge du pays.

A Londres, l'échec est total : Hackney donne 331 voix à Murphy contre 15.590 au travailliste élu, 8.222 au conservateur et 6.302 au libéral; Stepney donne 245 voix à W. Tapsell contre 13.872 au travailliste, 6.584 au conservateur et 4.116 au libéral; Tottenham donne 490 voix à H. Sara contre 14.423 au travailliste élu, 9.701 au conservateur et 6.407 au libéral; Bethnal Green qui donna, en 1924, 6.024 voix au communiste-travailliste contre 6.236 au libéral élu, n'en donne plus, en 1929, que 1.368 à R. Dunstan contre 8.109 au libéral élu, 6.849 au travailliste et 1.365 au conservateur.

Harry Pollitt recueille 1.431 voix à Seaham (MacDonald 35.615); Hannington, organisateur des chômeurs, 744 voix à Wallsend (Marg. Bondfield 20.057); Fletcher 1.731 à Sheffield (Wilson 19.152); Miss R. Smith 533 à Mansfield (C. W. Brown 28.416); J. J. Vaughan 401 à Manchester (Clynes 22.969);

Bright 1.307 à Wigan, circonscription minière (Parkinson 27.462). A Spen Valley, le Parti Communiste opposait un Hindou emprisonné, Shankat Usmani, à Sir John Simon, président de la Commission d'enquête aux Indes. Il n'obtint pour son candidat que 242 voix tandis que Sir John Simon était élu avec 22.039 et que le travailliste en groupait 20.300.

A Rhondda-East, district minier du Pays de Galles, A. Horner a 5.789 voix (Watts-Morgan 19.010) et à Caerphilly, J. R. Wilson n'en recueille que 809 (Morgan Jones 21.248).

C'est sur l'Ecosse que le Parti a fait porter son plus gros effort et là, au moins dans quelques circonscriptions, il ne sort pas de la lutte complètement écrasé. A Dundee, R. Stewart compte 6.160 suffrages; à Greenock, A. Geddes 7.005; à West-Fife, Gallacher 6.048. Mais Leckie n'en a que 1.712 à Dumferline, Middleton 613 à Glasgow, F. Moore 395 à Hamilton, Mrs Brown 984 à Motherwell (ancienne circonscription de Newbold) et A. B. Moffat 842 à Rutherglen.

Tous ces résultats ont un sens parfaitement clair. Ils montrent que la tentative faite à grands frais par le Parti Communiste britannique d'affronter la masse électorale comme parti indépendant s'est terminée par un lourd échec. Si ce Parti avait voulu donner au monde une preuve de sa faiblesse présente il n'aurait pu mieux faire. Les journaux bourgeois l'ont enregistré avec hâte et plaisir. Le *Temps* conclut ainsi son article sur les élections : « C'est dire que le communisme est en fait inexistant en Angleterre et qu'il n'y compte plus ni comme force politique ni comme force sociale ou révolutionnaire. »

Le *Temps* enterre un peu vite le communisme. Il aura l'occasion de voir que c'est un mort qui a la vie dure. Ce que révèlent les élections anglaises ce n'est pas la fin du communisme, c'est la faillite d'une politique. Au cours des cinq dernières années, l'Internationale Communiste, docilement obéie par les dirigeants du Parti Communiste britannique, a entassé en Angleterre comme ailleurs fautes sur fautes. Elle a faussé le caractère du comité anglo-russe pour s'efforcer d'en faire un instrument au service de sa politique. Les résultats aujourd'hui crèvent les yeux, le Parti Communiste est plus squelettique que jamais; le mouvement minoritaire qui annonça en un temps un million de membres est introuvable; les candidats communistes sont tous largement battus, c'est à grand-peine qu'ils rassemblent quelques milliers de suffrages.

LES ILLUSIONS ET LE MOYEN DE LES DETRUIRE

« Nous avons été battus, disent les chefs communistes, mais c'est notre début. Maintenant la voie est libre; avec le second cabinet MacDonald les illusions réformistes se dissiperont vite ».

C'est déjà ce que certains disaient en 1924. Il est sûr d'ailleurs que les ouvriers britanniques, victimes depuis 1926 de la dure offensive capitaliste et qui attendent beaucoup du nouveau ministère, auront beaucoup d'occasions d'être déçus. Mais le Parti Communiste ne profitera pas automatiquement de ces désillusions. Il n'en profitera que s'il est capable de suivre une politique juste. Or tout laisse supposer qu'il va ajouter de nouvelles fautes aux fautes anciennes. Il pratiquera à l'égard du ministère la politique du pire; toute réalisation appréciable contrarierait son dessein; il faut pouvoir dire que le gouvernement travailliste est un gouvernement exactement semblable aux autres: la « troisième période » l'exige. Et quand le cabinet MacDonald tombera, à l'heure choisie par les libéraux et les conservateurs, sous leurs coups et sous les coups communistes dans la mesure où ceux-ci seront capables d'en porter, les ouvriers, même ceux qui seront déçus, n'iront pas vers un parti qui ne leur apparaîtra pas du tout comme susceptible de mieux défendre leurs intérêts que les travaillistes. Ils se borneront à préparer les nouvelles élections et lutteront pour donner au Labour Party une majorité indépendante.

LE PROGRAMME DU MINISTERE ET LES PARTIS

MacDonald a beaucoup parlé et beaucoup écrit au cours de la campagne électorale. Mais son programme tient en ces quelques mots qu'il prononça au lendemain de la victoire: « Le développement paisible de l'industrie, l'esprit pacifique et la confiance au dedans et au-dehors. »

Déjà Bonar Law, en 1922, quand les conservateurs brisèrent la coalition libéralo-conservatrice du temps de guerre, déclarait vouloir donner au pays la « tranquillité ».

Aux prises avec une crise redoutable qui menace ses industries (charbon, métallurgie, textile) l'Angleterre aime à se reporter vers les temps heureux et faciles de l'ère victorienne. Elle ne peut se résoudre à considérer que c'est là un chapitre complètement achevé de son histoire. D'où l'instabilité, l'inquiétude présentes que les gouvernements croient pouvoir apaiser par des promesses de paix et de calme.

Ce retour vers un passé aboli constitue un obstacle psychologique à l'adaptation de l'économie aux conditions nouvelles d'après-guerre déjà plus difficile à réaliser matériellement qu'ailleurs, que dans des pays relativement neufs comme l'Allemagne et les Etats-Unis.

Cependant, après une mise en train assez longue, on constate, au cours des dernières années, une accélération sensible; les fusions d'entreprises d'une même industrie deviennent de plus en plus fré-

quentes; on s'achemine là comme partout vers une puissante concentration de l'industrie.

MacDonald, dont les possibilités de réalisation sont bien réduites pourra prendre dans ce domaine des décisions qui, au cours des années à venir, pèseront lourdement sur le sort de la classe ouvrière. Il peut faciliter cette rationalisation en achevant de désarmer les ouvriers, les persuadant que la grève est un moyen de lutte barbare, primitif, qui appartient déjà à un autre âge et doit faire place à des méthodes nouvelles d'entente, de conciliation, appliquées par des commissions mixtes de toutes sortes garantissant une paix sociale permanente. Ce serait alors le triomphe du mondisme.

Que tel soit l'espoir de la bourgeoisie, c'est certain. Le ton de ses journaux commentant la formation du ministère ne laisse à cet égard aucun doute (1).

En dehors de cette question d'importance, le cabinet MacDonald ne disposera que d'une marge d'action très étroite.

Dès ses premiers jours il a pu marquer un succès en décidant aussitôt, alors que siégeait le conseil du B. I. T., de ratifier la stipulation de la Conférence de Washington sur la journée de 8 heures. Les ministres conservateurs, tenant sans doute à justifier la qualification de « parti stupide » donnée autrefois à leur parti, refusaient obstinément cette ratification, alors qu'en fait l'Angleterre est le pays dans lequel la journée de 8 heures est le plus largement appliquée et où elle est le plus solidement assise puisque ce sont les trade-unions qui l'ont acquise et imposée. Il n'y a plus que certaines professions peu importantes qui n'en bénéficient pas, les employés du commerce de détail par exemple, qui ont mené la lutte contre les longues journées de travail en obligeant les patrons à avancer l'heure de fermeture des boutiques.

Les grandes puissances qui subordonnaient leur ratification à celle de l'Angleterre se sont d'ailleurs mises d'accord sur un ensemble de « réserves » laissant finalement une grande liberté au patronat dans l'application de cette réforme générale.

Dans le domaine extérieur, le cabinet MacDonald renouera les relations diplomatiques avec l'Union soviétique, réservant aux conservateurs la sottise de la rupture. Il aura beaucoup d'occasions de célébrer la paix universelle; il s'efforcera avant tout de faire évoluer les rapports avec les Etats-Unis dans une atmosphère plus

(1) L'impression générale laissée par un examen de son personnel c'est que ce ministère est le meilleur qui pouvait être formé pour réaliser la politique dépouillée de toute provocation qui doit, apparemment, marquer le début du nouveau régime travailliste et que les circonstances actuelles rendent certainement désirable.

Times, 8 juin 1929.

cordiale, en tout cas moins revêche, que celle des dernières années. Le conflit anglo-américain ne peut être tranché ni même atténué aussi facilement. Il continuera de dominer la politique mondiale sous les ministres travaillistes comme sous les ministres conservateurs, mais il peut connaître des périodes de détente ainsi que la rivalité anglo-allemande en a connu entre 1890 et 1914.

Le parti libéral a-t-il fini de jouer son rôle et va-t-il disparaître de la scène politique ? C'est à coup sûr le plus vif désir des conservateurs aussi bien que des travaillistes, embarrassés par ce troisième parti ambitieux et encombrant ; sur ce point secondaire aussi, il ont hâte de retrouver la « tranquillité » du bon vieux temps. Ils s'efforcent d'aggraver les courants de désagrégation qui le travaillent. Les conservateurs avaient pris à Lloyd George, Sir Alfred Mond (lord Melchett) ; les travaillistes viennent de lui arracher W. A. Jowitt, avocat renommé qui, élu comme libéral à Preston le 30 mai était le 7 juin ministre travailliste, acceptant le poste envié et profitable de procureur général.

Ces événements, et d'autres qu'il est inutile d'énumérer, annoncent-ils une liquidation prochaine ? Je crois que rien n'est moins sûr. Un parti qui rassemble plus de cinq millions d'électeurs prouve ainsi qu'il conserve dans le pays une base sociale sérieuse. Sa représentation aux Communes est loin d'être en rapport avec sa force réelle. Aussi se propose-t-il de mener une campagne vigoureuse en faveur de la réforme électorale. Mais même avec 50 ou 60 voix il peut rester longtemps encore l'arbitre de la politique du parti au pouvoir et se contenter d'un rôle qui ne manque pas d'importance. Il a déjà semblé, dans d'autres pays, que le libéralisme, coincé entre les socialistes et les conservateurs, était appelé à disparaître. Ce fut le cas en Belgique lorsque le Parti ouvrier belge, accentuant ses progrès, devint le second parti. Or on voit clairement aujourd'hui que le libéralisme peut parfaitement se contenter d'une situation amoindrie qui lui laisse néanmoins la possibilité d'intervenir dans la direction politique et d'avoir, à l'occasion, le dernier mot.

Il est donc fort possible que l'Angleterre s'accommode finalement d'un régime de trois partis. Ce ne serait d'ailleurs pas pour elle une nouveauté aussi grande qu'on l'a dit. Westminster a déjà connu trois partis. Avant la création de l'Etat libre d'Irlande, les électeurs irlandais envoyaient au Parlement britannique un groupe compact de députés nationalistes qui ne pouvaient d'aucune façon prétendre à la majorité mais qui savaient fort bien disposer de l'appoint qu'ils constituaient pour faire pencher la balance dans le sens favorable à leurs aspirations.

Que deviendra dans tout cela le Parti Communiste aujourd'hui parti électoral indépendant ?

On a souvent dit que les partis strictement marxistes ou simple-

ment d'un aspect trop théorique et par là rébarbatif n'avaient pas d'avenir en Angleterre. Quelques exemples venaient appuyer cette affirmation.

On a vu cependant, depuis la guerre, l'Independent Labour Party atteindre l'effectif respectable de 70.000 membres. Il n'est pas un parti strictement marxiste. Néanmoins il a accentué nettement son programme au cours des dernières années et il a déclaré fermement que le socialisme pouvait être réalisé dès maintenant. Il a combattu le « mondisme ». Il a critiqué assez vigoureusement la tendance nouvelle des dirigeants du Labour Party, allant de plus en plus à droite, à la rencontre des transfuges du libéralisme. S'il n'avance plus, s'il piétine sur place, c'est parce qu'il hésite, c'est parce qu'il ne veut pas se résoudre à recourir aux seuls moyens qui permettraient la réalisation du socialisme maintenant.

A mesure que le Labour Party s'éloigne de ses origines, qu'il remplace sa base ouvrière et socialiste par un libéralo-travaillisme qui ressemble beaucoup à l'ancien libéralisme en plus terne et en plus timoré, qu'il devient un parti gouvernemental, il laisse la place plus libre pour un nouveau parti, capable de représenter les intérêts de la classe ouvrière et de les défendre. Le Parti Communiste saura-t-il être ce parti ? Jusqu'à présent les circonstances favorables ne lui ont pas manqué. Au lendemain de la grève générale, lorsqu'il eut doublé d'un coup son effectif et rassemblé 12.000 membres, ses chefs s'écrièrent : « Maintenant, nous sommes sûrs que notre parti va devenir un parti de masses, et rapidement ». Les dirigeants de l'Internationale Communiste leur firent écho, se montrant encore plus certains du succès. Où est donc aujourd'hui ce « parti de masses » dont la formation prochaine était assurée ? Les nouvelles recrues s'en sont vite allées, elles ont même emmené avec elles des membres plus anciens et l'effectif du parti en est arrivé à ce degré de petitesse où on n'ose même plus se livrer à une évaluation. Le cuisant échec qu'il vient d'essuyer n'est pas fait pour accroître son prestige. Les fautes se paient. On peut aussi laisser passer les meilleures occasions.

A. ROSMER.

Le Problème de la Sarre

Le territoire de la Sarre est une création de la Paix de Versailles. La France réclama lors des négociations la région de la Sarre. Elle prétendait compenser, par l'annexion du gisement houiller, la destruction des mines du Nord et du Pas-de-Calais (1). Elle n'obtint que l'institution d'un régime complexe confiant le gouvernement du territoire pour quinze ans à la Société des Nations et la propriété absolue des mines de charbon.

Le Territoire de Sarre est administré par une commission de cinq membres nommés par le Conseil de S. D. N. Le territoire est soumis à un régime douanier français. Ce régime devant, aux termes du Traité, prendre fin en 1935. A cette époque la population serait appelée par un plébiscite à opter pour la réintégration à l'Allemagne, l'union à la France ou le maintien du régime spécial. Dans le cas où le plébiscite conduirait la S. D. N. à décider l'union à l'Allemagne, les droits de propriété de la France sur les mines seraient rachetés par l'Allemagne à un prix déterminé par trois experts.

Mais le régime actuel n'atteindra pas l'échéance de 1935. L'issue du plébiscite n'est douteuse pour personne : il tournera à la confusion complète de la France. Le relèvement de l'Allemagne la presse de retrouver sa puissance. Enfin la politique de rapprochement des deux pays les incite à régler la difficulté par des négociations directes. La France trouve son intérêt à traiter : l'accord anticipé est la seule valeur d'échange dont elle puisse tirer avantage dans cette cause désespérée.

Les deux puissances ont obtenu de régler la question par une conversation directe. Elle portera sur les accords économiques qui dépendront de l'indubitable réintégration de la Sarre dans l'unité allemande. La création artificielle des vainqueurs de Versailles n'aura marqué l'histoire que d'une trace éphémère. Elle disparaîtra en ne laissant en suspens que quelques problèmes économiques que les deux impérialismes vont discuter par dessus la tête des huit cents mille intéressés.

LE TERRITOIRE DE LA SARRE

La Sarre n'a pas de frontières naturelles. L'objectif de la France était constitué par les mines : on a constitué le bassin en territoire.

(1) Sous les prétextes historiques d'usage André Tardieu écrivait dans *La Paix* (1921) : Nous allons libérer les Français de la Sarre du joug prussien.

Son étendue est de 1.800 km², soit moins que le plus petit département français, mais la population est de 800.000 habitants. (La capitale Sarrebruck en compte plus de 125.000.) ce qui la classerait la neuvième des départements.

La région est d'une densité économique très grande. La population est ouvrière pour les trois quarts. 70.000 ouvriers travaillent aux mines. 60.000 dans les usines de métallurgie, de céramique, de verrerie, les distilleries, les manufactures de tabac, les industries alimentaires, textiles, chimiques et électriques. Par contre il y a moins de 5.000 agriculteurs.

Le régime actuel réalise une véritable administration autocratique. Les Sarrois n'ont aucune action véritable sur le pouvoir exécutif et législatif concentré dans la commission des cinq élus de la S. D. N. Le Landesrat est une pure fiction démocratique, conseil consultatif qui n'est jamais consulté. Les Sarrois n'ont cessé de dénoncer ce « régime pour nègres ».

La propagande française ne sut même pas s'exercer habilement. Le président français de la Commission, Rault, alterna sans succès la manière brutale et la manière douce. Il échoua deux fois. Il déclara cumuler les fonctions de délégué de la France et de commissaire de la S. D. N. Cependant lord Robert Cecil, de la tribune de la S. D. N., le désavouait vertement. L'unanimité des partis et des confessions se faisait en Sarre, à l'exception des communistes, pour réclamer le retour à l'Allemagne. Et les rares entreprises mises debout par la France pour sa propagande, ou à tout le moins celle du statu quo, n'ont eu pour résultat que de fouetter la revendication pro-allemande.

LES MINES

Le bassin minier s'étend en Sarre sur 70 km de long et 36 km de large, comportant une centaine de veines d'une puissance globale de 90 m. Les réserves du bassin sont évaluées à 12 milliards et demi de tonnes. On compte 162 puits dont 63 puits d'extraction, 26 lavoirs, des cokeries, 4 centrales électriques et deux ports de chargement. (Les réserves du bassin du Nord et du Pas-de-Calais étaient estimées à 9 milliards de tonnes). En 1927 la production totale de la France en charbon était de près de 53 millions de tonnes et la production de la Sarre de 13 millions et demi. La houille sarroise, à vrai dire, ne donne qu'un coke de four médiocre.

La gestion française a investi des capitaux considérables pour réaliser des perfectionnements techniques qui devaient permettre de doubler la production mais la crainte de la surproduction a contrarié la réalisation de ce programme. Les résultats financiers de l'exploitation sont faibles. La technique modèle, les frais démagogiques passés au budget de la propagande, et les tarifs spéciaux consentis aux entreprises à capitaux français abaissèrent les bénéfices de l'Etat à 1.25 % alors que les actionnaires des gisements

voisins de la Moselle recevaient des dividendes de 9 %. Néanmoins la valeur intrinsèque des mines a considérablement augmenté.

Or c'est à cette valeur que l'Allemagne devra racheter les mines à la France à l'issue certaine du plébiscite ou à la conclusion de l'accord anticipé. Mais la propriété de la mine, qui fut au début la proie convoitée, est liée maintenant au problème plus général devant lequel tout territoire pose l'impérialisme.

LA SARRE ET LA FRANCE

La France possédait les mines de la Sarre. Une union douanière intégrait la Sarre dans l'appareil français. Enfin la France victorieuse exerçait par l'entremise du président français de la Commission une influence indéniable sur l'administration, les transports et, généralement, les leviers politiques et économiques. Il faut ajouter le lien économique naturel avec l'Alsace-Lorraine annexée. Le résultat en est au bout de dix ans l'établissement de liens économiques sérieux et l'investissement de 250 millions de francs-or dans les entreprises sarroises. L'abandon forcé de la Sarre met en cause ces intérêts. C'est à leur sujet que la négociation est ouverte.

Le charbon de la Sarre a perdu sa clientèle de l'Allemagne du Sud qui lui préfère le charbon de la Ruhr, de meilleure qualité et transporté à meilleur compte par le Rhein-Herne-Kanal. Le charbon sarrois s'écoule en grande partie en France (5 millions et demi de tonnes en 1926). Réciproquement le minerai lorrain est le pain de l'industrie métallurgique sarroise. Les sociétés sarroises à intérêts français prédominants possèdent une participation dans les mines métallurgiques de Lorraine et la Sarre constitue à ce titre un débouché de premier ordre pour l'Alsace-Lorraine.

A la faveur de la création d'une zone d'influence française en Sarre, 250 millions de francs-or ont été investis par les Français dans des entreprises sarroises (industrie métallurgique et verreries). La pression administrative et même la pression militaire leur ont souvent ouvert la voie. Les entreprises à capitaux français prédominant ont bénéficié de faveurs de l'administration, de tarifs spéciaux pour les transports et pour les charbons. Lors du rétablissement de la barrière douanière en 1925, l'Allemagne, pour ne pas se couper de son marché sarrois, décida de surseoir à la perception des droits de douane sur ses importations, mais ce moratoire constituait une lourde menace que l'Allemagne laissait naturellement peser principalement sur les entreprises françaises. Par un retour des choses impérialistes, la réintégration de la Sarre dans l'unité allemande menace les entreprises à capitaux français : une politique hostile peut leur être appliquée, leur approvisionnement en charbon peut être contingenté, des tarifs spéciaux peuvent leur être appliqués, etc...

La barrière douanière est une des principales armes défensives

de l'impérialisme. Le traité de Paix confiait la Sarre à la S. D. N. mais il la constituait en union douanière avec la France. La politique économique française rencontrera pourtant de sérieuses difficultés. Le libre échange avec l'Allemagne devait permettre à la Sarre de ne pas se trouver brutalement coupée de l'Allemagne avec qui elle échangeait ses produits industriels contre les denrées alimentaires. Mais en 1925 la période provisoire prenait fin et la barrière douanière française-allemande s'interposait entre la Sarre et l'Allemagne. La Sarre en subit un préjudice considérable et les Sarrois en conçurent une vive animosité. Durant cette période, par force, les relations économiques entre la France et la Sarre se resserrèrent. Mais le régime fut impossible à maintenir. Il fallut abaisser considérablement la barrière entre la Sarre et l'Allemagne et ce fut l'objet des accords de 1926 et de 1928. Sous l'influence de ces accords, les échanges franco-sarrois s'amoinèrent très sensiblement. Le chiffre des ventes françaises à la Sarre est évalué cependant aux alentours de 2 milliards (2) (1.800.000 au Congrès économique franco-sarrois d'octobre 1927) et ces ventes se composent de minerai, céréales, produits alimentaires, vins et tissus. La balance commerciale est franchement en faveur de la France. La France achète à la Sarre du charbon, des aciers, des machines, des produits chimiques, de la verrerie. La Sarre est la sixième de nos clients étrangers (après la Grande-Bretagne, la Belgique, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Suisse, avant l'Italie). Par contre la balance des échanges sarrois-allemands est nettement en faveur de la Sarre qui exporte en Allemagne des aciers, des métaux, des meubles, de la verrerie et des produits animaux.

Les intérêts en jeu sont naturellement d'une importance réduite. Les ventes de la France à la Sarre ne représentent, malgré tout, que 2,5 % de ses exportations. Ils suffisent cependant à nourrir contre tout sens historique (3), une agitation superficielle qui trouve dans les bénévoles et les appointés du patriotisme ses protagonistes naturels. La campagne se poursuit en France sous le patronage d'académiciens comme Henry Bordeaux et de politiciens anciens combattants comme Rossignol. Des Chambres de Commerce de l'Intérieur émettent des vœux platoniques soulignant qu'elles en-

(2) Ce chiffre est contesté par la Chambre de Commerce allemande qui n'évalue les ventes françaises qu'à 1.200.000.

(3) Séance de la Chambre du 23 Décembre 1929 :

GRUMBACH : Quand la Sarre sera retournée dans le giron de l'Allemagne, conformément à la volonté de la population de la Sarre.

SCAPINI : Ne préjugez pas de la volonté de la population de la Sarre...

SOULIER : Vous désarmez la négociation française. Vous faites ainsi œuvre mauvaise.

FROSSARD : Vous savez bien que c'est vrai.

SOULIER : Même si c'était vrai, ce ne serait pas à nous de le dire.

tendent ne pas sacrifier avant 1935 un seul jour de l'exploitation acquise.

Dans son discours le socialiste Grumbach a, bien entendu, demandé qu'on obtienne de l'Allemagne autant de concessions que la collaboration économique l'exige. « Et cela aussi bien dans l'intérêt de l'Allemagne et de la Sarre que dans celui de la France, et notamment de ses départements d'Alsace et de Lorraine ».

C'est ainsi que se présentent avant les négociations les dessous du problème de la Sarre. Autour du tapis vert, les impérialistes du rapprochement franco-allemand sauront idéaliser leurs marchandages en évoquant le droit des peuples et l'intérêt supérieur de la paix et de la morale en action.

Le régime qui prend fin sut aussi mater les ouvriers. Contre l'ordonnance d'exception prise arbitrairement par la Commission à l'occasion de la grève des mineurs de 1923, des protestations s'élevèrent jusque sur les bancs libéraux de la Chambre des Communes.

Les communistes de la Sarre, plus que tous autres, peuvent ressentir combien le mouvement prolétarien est lié au sort du prolétariat international. Les puissances ont disposé de la Sarre, en plein cœur de l'Europe occidentale, hier comme d'une colonie, demain comme d'un débouché. La position des travailleurs sarrois entre le prolétariat français et le prolétariat allemand, au point de contact des deux impérialismes, le sort dévolu à la Sarre par les tractations locarnistes entre les deux puissances, constituent un exemple vivant pour les deux prolétariats.

F. GERARD.

Delaisi

ou

les harmonies économiques.

Francis Delaisi qui mit jadis, aux temps de l'avant-guerre, ses connaissances d'économiste au service de la classe ouvrière dans la *Vie Ouvrière* et la *Guerre Sociale* et écrivit en 1911 un livre remarquable annonciateur de la boucherie mondiale, est maintenant passé avec armes et bagages dans l'autre camp. Ce revirement n'a pas été sans nuire à la tenue de ses écrits : Delaisi est devenu une sorte de chroniqueur vulgarisateur à l'affût de l'actualité économique qui consacre à chaque tournant dans les méthodes de l'économie bourgeoise un nouveau livre où il découvre régulièrement qu'auparavant tout allait mal, justifiait les plus sombres prévisions des révolutionnaires, mais que maintenant que l'on a reconnu l'erreur passée, tout va aller pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes. Son œuvre de vulgarisation est une œuvre de propagande bourgeoise sans aucun sérieux scientifique, sans aucune espèce de principes, où il ne craint pas de se contredire lorsque le capitalisme change de méthodes, où sous couleur de hardiesses presque révolutionnaires il se contente de voler au secours des vainqueurs momentanés en démontrant savamment au bon public qu'ils ne peuvent lui vouloir que son bien. Pour vulgariser la nouvelle politique économique du Plan Dawes F. Delaisi écrivit *les Contradictions du Monde Moderne*. Le Plan Young nous vaut maintenant les *Deux Europes*.

I. — LES CONTRADICTIONS DU MONDE MODERNE

Le Plan Dawes était le plan de rétablissement de l'économie allemande sous l'égide de la finance anglo-américaine. Économiquement c'était la défaite de l'Impérialisme Français succombant dans son rêve d'hégémonie européenne du charbon et de l'acier aux coups portés par des impérialismes rivaux. Politiquement, c'était en France la défaite de la politique extérieure nationaliste de la grande bourgeoisie industrielle et la venue momentanée au pouvoir des partis de la petite bourgeoisie de gauche, plus dociles aux manœuvres de la finance anglo-américaine sous le masque du pa-

cifisme. Les *Contradictions du Monde Moderne* furent un livre de propagande en faveur du Plan Dawes où Delaisi, dont le double objectif était d'innocenter l'inspiration du Plan Dawes de toute arrière-pensée impérialiste et de combattre l'économie et la politique nationaliste qui venaient justement d'être vaincues.

L'ère de l'Impérialisme est close, proclamait F. Delaisi, le bon apôtre, car la contradiction fondamentale du monde moderne, la contradiction entre l'internationalisation de l'économie et les barrières qui lui sont opposées de toutes parts du fait des Etats nationaux est bien près d'être résolue. — Les frontières politiques ne sont que la survivance d'un âge révolu, pré-capitaliste, où le type de l'économie était l'économie agricole formant un cycle fermé. L'impérialisme qui a engendré la grande guerre de 1914-18 est lui-même le fruit de cette contradiction car il n'a été que la volonté de rétablir l'unité économique du monde dans le cadre d'une même domination politique. L'Impérialisme est un produit bâtard de l'internationalisme et du nationalisme économique. La grande guerre a montré qu'il était inviable et ne pouvait aboutir à rien. La solidarité de l'économie mondiale est telle qu'en voulant ruiner un concurrent, on se ferme un débouché et c'est ce qui s'est produit avec la défaite de l'Allemagne. La guerre impérialiste ne paie pas, elle ne fait ni vainqueurs ni vaincus économiques malgré les victoires politiques. Vivent donc le Plan Dawes, le rétablissement de l'économie allemande, la triple formule salvatrice qui mettra fin aux antagonismes des nations et des classes (car en passant Delaisi avait aussi résolu les contradictions nées de la lutte des classes, produit accessoire et temporaire selon lui de la contradiction fondamentale) = S.D.N. + B.I.T. + C.C.I. ! Après ces paroles cabalistiques, Delaisi entonnait un hymne de foi en l'honneur d'un nouveau Dieu inventé par un honnête fou du nom d'Hélan Jaworski — le Géon, la terre vivante enfin unifiée par le réseau des voies de communications d'eau, de terre et d'air où ruisselle le sang généreux des marchandises et des capitaux ! Il annonçait enfin la conclusion logique de cette mort de l'Impérialisme, le retour à la libre concurrence, à ses pompes et à ses œuvres. F. Delaisi prenait soin de nous avertir d'ailleurs, que sa nouvelle théorie était un mythe : le mythe de Géon. On s'en doutait un peu car il est évident que de pareilles constructions relèvent de la fable et non de l'histoire. Derrière ce déguisement héroïque du Dieu Géon se cachent évidemment les grands financiers de Wall-Street et de la City affublés de manière grotesque par leur héraut et derrière cette agonie de l'Impérialisme se masque l'agonie d'une certaine politique de l'Impérialisme Français évincé par la coalition d'Impérialismes plus puissants. Quant au mythe petit-bourgeois de la guerre qui ne paie pas, les augures qui le proclament ne sauraient évidemment se regarder sans rire : il leur suffit de considérer l'Impérialisme nord-américain et même l'Impérialisme Français comme le soulignait très justement, l'autre jour, le requin Tardieu. La seule question est de savoir pourquoi elle paie, mais, pour le découvrir, il faudrait justement parler à nouveau des impérialismes et des classes. On sait enfin ce qu'il est

advenu, en dépit du fameux manifeste des banquiers de funèbre mémoire, de la marche triomphale à la libre concurrence pour laquelle Delaisi donnait bizarrement en exemple l'économie nord-américaine unifiée intérieurement et qui, depuis, s'est effectivement chargée de donner au monde une leçon de libre concurrence par ses Hymalayas douaniers.

Les fondements théoriques des « Contradictions » sont du même calibre que ses interprétations et pronostics historiques. Sous couleur d'idées très modernes et très neuves, c'est tout simplement une ressucée de la vieille économie libérale du temps de la libre concurrence, que les économistes anglais reprennent de temps à autre lorsque le souci de se faire ainsi des débouchés l'emporte sur les préoccupations douanières du tarif d'empire. La doctrine de F. Delaisi qu'il voudrait parfois faire passer pour du Saint-Simonisme, ce sont tout simplement les « *Harmonies économiques* » du niais optimiste libéral Bastiat. Solidarité des classes, solidarité des nations, pourvu que l'on laisse agir les lois éternelles du monde économique institués par décret spécial du créateur, du bon vieux Dieu économiste bourgeois.

II. — LES DEUX EUROPE

Les Deux Europes sont un livre destiné à vulgariser les idées du Plan Young, bien que le Plan Young n'y soit cité qu'une seule fois et encore dans la préface. Autre temps, autre problème, autre livre. Le problème pour le capitalisme au temps du Plan Dawes, c'était le rétablissement de sa capacité de production fortement ébranlée par la guerre. Cela exigeait qu'on cesse les manœuvres qui ruinaient l'économie allemande. Le problème pour le capitalisme au temps du Plan Young, ce n'est plus tant le problème de la production à rétablir que le problème des débouchés, des nouveaux marchés à conquérir pour écouler les produits. La Banque des Règlements Internationaux, instituée par le Plan Young, se propose par des opérations de crédit (et probablement d'inflation de crédit) de rationaliser les débouchés comme on a rationalisé la production. Delaisi enfourche ce nouveau cheval et abandonne le canasson fourbu de la libre concurrence, mais il n'abandonne pas sa foi inaltérable et optimiste dans les destinées du capitalisme. Le capitalisme vient d'être sauvé une seconde fois et voit à nouveau s'ouvrir devant lui un horizon radieux. Ce n'est plus le même, peu importe. Suivons l'argumentation de Delaisi. La situation, en apparence, n'est pas rose. Les marchés d'outremer qui constituaient le principal débouché du capitalisme européen (de l'Europe industrielle que Delaisi appelle l'Europe A) se ferment ou menacent de se fermer. Les Etats-Unis du Nord sont devenus une forteresse blindée, Le Canada se crée une métallurgie, l'Union Sud-Africaine se donne une industrie textile, l'Australie pense à équiper des filatures et des tissages. Ce sont là pourtant les pays les plus favorables à l'expansion des marchandises et des capitaux européens. L'Europe les a équipés jadis en hommes et en machines et les climats et les besoins sont de même nature que les climats et les besoins eu-

ropéens, la richesse des matières premières et de la production agricole les met en mesure de pratiquer les échanges sur un pied d'égalité. Les marchés inter-tropicaux où les climats, les besoins et les conditions de travail sont différents, ont toujours eu une capacité de production et d'absorption très faible. Elle tend d'ailleurs encore à diminuer avec la mortalité indigène effarante en Afrique (suite du travail forcé imposé par les capitalistes, ajouterons-nous). Avec les luttes civiles et anti-européennes qui dévorent la Chine, ce n'est pas de ce côté qu'il faut chercher des compensations. Les effets de cette restriction des débouchés se font dès maintenant cruellement sentir. Deux des plus formidables impérialismes de l'Europe industrielle, l'Angleterre et l'Allemagne avec leur état de crise permanente et leur inquiétant cortège de chômeurs, sont dangereusement atteints. L'économie capitaliste travaille dans le plein, les impérialismes se disputent les débouchés existants, chacun profitant du malheur de l'autre pour retrouver chez lui une prospérité momentanée et relative (la grève des mineurs anglais en 1926 a donné un regain à la production allemande). Nous voici bien loin du tableau enchanteur qui fermait *Les Contradictions du Monde Moderne*, des harmonies économiques, du libre développement de chacun assuré par le libre développement de tous, de la paix mondiale et de l'embrassade universelle. Mais, nous apprend F. Delaisi, on avait compté sans la Providence inaltérable du bon vieux dieu capitaliste. Un nouveau débouché est trouvé qui va résoudre toutes les difficultés de l'économie de l'Europe industrielle. La Providence économique l'avait réservé pour la bonne bouche, pour venir à point, à l'instant où l'on pouvait croire tout perdu.

Ici commence l'histoire de l'Europe B — fille de la sagesse des lois économiques. L'Europe B, c'est l'Europe agricole, la péninsule Balkanique, l'Europe Orientale, l'Italie et l'Espagne par l'opposition à l'Europe A, l'Europe industrielle. L'Europe B et l'Europe A n'ont pas été aussi richement dotées l'une que l'autre. L'une a reçu en partage le fer et le charbon, l'autre la terre arable. Le fer et le charbon ont enfanté de leur mariage avec la Science un nouveau dieu — le cheval-vapeur. L'Europe B. a dû se contenter du cheval de trait. Hardiment montée sur le cheval-vapeur, l'Europe A s'est élancée à la conquête du monde, a accru le chiffre de la population, s'est couverte d'usines, d'écoles et de parlements. L'Europe B a dû rester repliée sur elle-même, sous la tutelle économique des grands propriétaires féodaux. Même après s'être débarrassée de leur tutelle politique, ils l'ont maintenue dans un état de servitude, d'ignorance et de pauvreté complètes. Dans sa marche triomphante, à travers le monde, le cheval-vapeur s'est détourné de l'Europe B qui ne pouvait offrir à ses marchandises, à ses machines et à ses capitaux, aucune contrepartie sérieuse du fait de la classe sociale qui l'opprimait et ne faisait jamais revenir à la terre les revenus qu'elle en tirait. Il a préféré se tourner vers les pays d'outremer et les pays inter-tropicaux, leur fournissant selon les cas, des hommes, des capitaux et des marchandises, en tirant, selon les cas, des

denrées pour nourrir son surcroît de population, des matières premières pour son industrie, y trouvant des débouchés pour ses produits. Mais un événement considérable a bouleversé dans l'après-guerre les destinées de l'Europe B — la réforme agraire. Les paysans de l'Europe B se sont débarrassés de la tutelle des grands propriétaires féodaux — ils ont reconquis la terre et la liberté. Cependant l'Europe B courrait actuellement une crise agraire comme l'Europe A courrait une crise industrielle. Le paysan émancipé trouve à peine à vivre sur son sol, son rendement, si on le compare à celui d'avant-guerre, quelque désastreuse que fut l'économie féodale, a plutôt diminué. Il ne faut songer à travailler pour l'exportation et à acheter les produits de l'industrie européenne. Cependant de cette double crise, de cette double contradiction, la baguette magique de F. Delaisi appuyé sur le Plan Young, dont il ne parle pas, va faire sortir une merveilleuse harmonie. La crise industrielle de l'Europe A et la crise agraire de l'Europe B seront résolues l'une par l'autre, l'une en même temps que l'autre. Que manque-t-il à l'Europe A ? un débouché pour ses marchandises, ses capitaux, ses crédits, du travail pour ses chômeurs, des denrées agricoles pour nourrir son excédent de population. Que manque-t-il à l'Europe B ? des crédits, des capitaux pour lui permettre d'intensifier sa production agricole, d'acheter les marchandises nécessaires. Située aux mêmes latitudes, avec les hommes de même race, ayant des besoins et une capacité de travail identiques, l'Europe B vient compenser la défection menaçante des marchés d'outremer. Fraternellement unis, sans gêne, ni bousculade, les grands pays industriels de l'Europe A n'ont plus qu'à se précipiter vers elle pour résoudre en même temps ses difficultés et les leurs.

En bon français, cela s'appelle l'invitation à la curée impérialiste décorée des plus beaux prétextes altruistes et des meilleurs raisonnements de l'économie rationnelle. Delaisi a prévu cette objection et il distingue savamment la vraie colonisation, la colonisation au sens antique du mot (sic) qui consiste à équiper un pays neuf d'hommes et de capitaux, la seule équitable en même temps que profitable (pour un économiste libéral, *morale* et *profit* sont toujours associés) de la fausse colonisation, aussi injuste qu'impitoyable, telle qu'elle a été pratiquée dans les colonies au sens étroit du mot, qui consiste à imposer la domination politique forcée, le travail forcé, les marchandises européennes forcées, etc., pour de très maigres résultats. La première a été pratiquée par l'Europe dans les pays d'outremer au climat tempéré, la seconde dans les pays tropicaux et inter-tropicaux. La première s'appelle, paraît-il, la colonisation économique et elle n'est qu'échange et réciprocité, la seconde colonisation politique et elle n'est que spoliation et iniquité (on croyait jusqu'à présent que toute colonisation était économique, mais passons). La-dessus Delaisi trace un tableau enchanteur de l'agriculteur d'outremer, de l'Amérique du Nord et de l'Amérique latine, riche, libre, merveilleusement outillée et nous laisse entendre que c'est le sort que connaîtra demain le pauvre paysan d'Europe Orientale ou d'Europe Centrale lorsque la

manne capitaliste aura été répandue sur lui. Mais ce tableau enchanteur existe-t-il ailleurs que dans l'imagination de Delaisi ? Voudrait-il nous faire croire que la question agraire est une question particulière à l'Europe, que les régions agricoles d'outremer équipées par la technique capitaliste l'ignorent ? Si l'avenir que propose Delaisi aux paysans des futurs Etats-Unis d'Europe n'est autre que le présent des farmers des Etats-Unis d'Amérique on sait ce que c'est. L'incapacité de boucler un budget annuel, la nécessité perpétuelle du recours au crédit, l'endettement, la dépendance de plus en plus étroite vis-à-vis des grandes banques, l'obligation d'exploiter d'autant plus durement leurs salariés agricoles qu'ils sont eux-mêmes exploités plus durement par les banques. L'Europe industrielle sacrifiera et pliera à son joug l'Europe agricole comme les Etats industriels de l'Amérique du Nord sacrifient et plient à leur joug les Etats agricoles qui leur sont économiquement subordonnés sans aucune réciprocité et sans aucune égalité.

Dans ces conditions que peut signifier l'équipement technique des régions agricoles de l'Europe préconisé par Delaisi ? Ce ne peut être que le passage des paysans d'Europe Orientale et d'Europe Centrale du joug féodal dont ils sont nouvellement émancipés (et encore dans une mesure restreinte) au joug capitaliste. Ce passage impliquera de toutes façons un bouleversement dans le régime de la petite propriété nouvellement morcelée par la réforme agraire qui ne pourra s'adapter dans son état actuel aux conditions nouvelles de la technique industrielle. Un regroupement et une concentration des terres, une différenciation d'un prolétariat de salariés agricoles seront inévitables quand bien même ce regroupement et une concentration devraient se faire sous la marque de la coopération fraternelle et égalitaire préconisée par les réformistes à la Wauters. Dans ces conditions d'Europe agricole ne sortira de la crise de transition du régime féodal au régime capitaliste où elle passe également que pour entrer à titre d'appendice agricole de l'Europe industrielle, dans les conditions également critiques du régime capitaliste. La curée impérialiste vers le nouveau débouché de l'Europe agricole peut-elle au moins s'accomplir sans heurt entre les impérialismes et sans poser les conditions d'une nouvelle guerre ? A supposer qu'il y ait place pour tout le monde en Europe et qu'elle se fasse sans compétitions inter-européennes (ce qui est impossible il est certain qu'il ne saurait s'y trouver place à la fois pour les impérialismes européens et pour l'impérialisme américain. Il est insensé de voir Delaisi ne tenir compte des Etats-Unis d'Amérique dans ses appréciations que d'une façon purement négative, n'en faire qu'un débouché fermé à l'industrie européenne lorsqu'ils sont maintenant son plus redoutable concurrent. L'ouverture d'un nouveau débouché et la curée qui s'ensuivrait, poserait simplement les conditions d'un retour aux grandes crises cycliques d'avant-guerre et la disparition temporaire des crises locales d'après-guerre déterminées par la restriction et la pénurie des débouchés. Le raisonnement de Delaisi qui voit dans l'ouverture d'un nouveau débouché (et après ?) le salut définitif du capitalisme est

enfantin mais de plus ses calculs et ses pronostics sont entièrement faussés du fait de cette omission vraiment extraordinaire de la concurrence américaine qui vient tout modifier. L'Europe n'est plus seule. Elle n'a pas seulement perdu des débouchés et à en trouver de nouveaux, elle a gagné un nouveau concurrent contre lequel elle doit lutter âprement.

Mais le plus beau est que Delaisi feint de ne pas remarquer que la maîtresse pièce du nouveau débouché qu'il offre si gracieusement aux impérialismes européens est constituée par l'U. R. S. S. Oubliant sans doute que l'U. R. S. S. contient aussi du fer et du charbon il l'a classée dans les pays qu'une fatalité géographique condamne selon lui à demeurer agricoles. Oubliant enfin que l'U. R. S. S. s'industrialise contre le marché capitaliste, il l'a classée parmi les pays vierges que seules leurs conditions misérables empêchent actuellement de fournir à l'industrie européenne le débouché qu'elle appelle à grands cris. Ne nous méprenons pas sur la signification de ces oublis très significatifs qui jugent la valeur et la sincérité scientifique de l'œuvre.

Rivalités accrues et à échéance plus lointaine menaces de guerre entre les pays impérialistes et l'U. R. S. S., voilà ce qu'il y a à l'horizon des harmonies économiques du Plan Young.

A. ARIAT.

Lettres d'exil

Nous publions ci-dessous quatre lettres (1) du camarade L. S. Sosnovsky, écrites à Barnaoul, c'est-à-dire à l'endroit où il se trouve déporté, dans le courant de 1928. Ces lettres traitent de sujets sociaux et politiques, ainsi que de la vie quotidienne et des mœurs. Trois de ces lettres étaient adressées au camarade Trotsky. Elles parlent de ce qui se passe dans les villages de Sibérie, dans le parti et dans tout le pays. Comme tous les autres travaux du camarade Sosnovsky, incomparable observateur et publiciste, ces lettres sont toutes pénétrées du souffle de la vie véritable. La grande qualité de Sosnovsky, qualité sans laquelle on ne peut imaginer un publiciste de grande envergure, c'est la *fraîcheur des impressions*. Les formules toutes faites, les diagrammes établis par les bureaux ne sauraient influer sur lui. Au-delà des formules et des chiffres, il cherche et sait trouver les êtres vivants, et il les saisit toujours sur deux plans : le plan individuel et celui de classe. C'est précisément cette fraîcheur de vision et cette capacité de voir ce qui se passe dans le pays qui a fait du camarade Sosnovsky un des leaders de l'opposition bolcheviste-léniniste...

Ces quatre lettres datent déjà de plus d'un an. La dernière a été écrite le 22 août 1928. Bien que ces documents aient été rédigés sur la trace immédiate des événements et s'appuient sur les faits de l'actualité d'alors, ils n'ont en rien perdu de leur intérêt. Ils concernent les premières démarches du « cours à gauche » des staliniens, lequel a été officiellement inauguré le 15 février 1928. Sosnovsky décèle en maître les contradictions de ce « cours à gauche » qui, tout en escroquant lâchement l'opposition, s'est attaché à la démolir comme organisation. A cette appréciation du « cours à gauche », de ses contradictions et perspectives, se rattache étroitement l'opinion du camarade Sosnovsky sur ceux qui ont capitulé. La lettre adressée à Vardine semble écrite d'hier, d'autant plus que ceux qui ont capitulé en troisième ligne (Radek, Preobrajensky, Smilga) n'ont pas ajouté un mot à ce qui avait été dit et fait par leurs lamentables prédécesseurs.

Les lettres publiées ci-dessous expliquent assez pourquoi leur auteur fut mis en état d'arrestation à Barnaoul où il avait été

(1) Ces quatre lettres ont paru dans le *Bulletin de l'opposition (bolchéviks-léninistes)* N° 3-4. Nous n'en reproduisons ici que deux ; l'une adressée à Vardine et l'autre à Trotsky.

déporté et incarcéré dans l'« isolateur » de Tchéliabinsk où il se trouve encore.

La rédaction du Bulletin adresse à L. S. Sosnovsky, ainsi qu'à tous les déportés et emprisonnés bolchévistes-léninistes, les chaleureuses salutations de l'opposition.

LA REDACTION DU BULLETIN DE L'OPPOSITION
(bolchéviks-léninistes).

Barnaoul, le 30 Mai 1928.

Camarade Vardine,

Je vous renvoie la lettre que vous avez adressée, le 13 avril, à Sarkis. Une fois de plus, et à maintes reprises, je me suis demandé si j'avais eu raison de vous attaquer dans ma lettre précédente, qui vous fut transmise par l'intermédiaire de Vaganian. Oui, j'avais absolument raison. Mais, avant tout, pourquoi avez-vous fait tant de remue-ménage autour d'un « cadavre de noyé » ? Vous l'avez enterré avec bien des cérémonies au lieu de traîner tout simplement la charogne au dépotoir. Combien d'arguments de première force n'avez-vous pas employé contre Sarkis ? Et à quoi bon ? Pour vous engager ensuite vous-même dans la même voie.

Les opportunistes et les centristes hurlent de manière à se faire entendre du monde entier : « le trotskysme, voilà l'ennemi ! » A dater de 1923, dans ce chœur peu respectable, vous avez hurlé avec les autres, sous le bâton des chefs d'orchestre Staline et Zinoviev. Après le XIV^e Congrès, vous cessiez déjà de crier au trotskysme, et, par la bouche de Zinoviev, vous déclariez vous repentir, non sans confusion, admettant que, dans la lutte de 1923, c'était Trotsky qui avait eu raison et non pas vous autres, acolytes de Staline. En élaborant la plate-forme, document d'une importance internationale et historique qui a sauvé le drapeau du bolchevisme, aucun de vous n'a tenté de parler du « trotskysme historique » comme d'un danger. Ensuite, des contre-thèses ont été rédigées pour le XV^e congrès. Là dedans non plus, rien sur les « tergiversations de l'ancien trotskysme ». Et après cela, jusqu'au Congrès même, les bulletins de l'opposition sortirent avec votre collaboration, la vôtre et la nôtre. Et pas un mot encore sur les tergiversations de l'ancien trotskysme.

Et c'est seulement quand vous vous êtes trouvé en Sibérie, parmi les condamnés en vertu de l'article 58, de l'article qui est appliqué aux gardes-blancs de Chakhty, c'est seulement alors qu'avec Safarov, vous vous êtes rappelé qu'il existe un danger d'« ancien trotskysme », qu'il y a une thèse de Trotsky sur Thermidor, et qu'avec tout cela on peut trouver son bénéfice auprès de Staline. Vous aviez raison lorsque vous écriviez à Sarkis qu'il n'irait pas en paradis s'il déclarait à Staline et à Mikoïan qu'ils avaient fait faillite. C'est pourquoi Sarkis a écrit tout bonnement qu'il avait fait faillite, lui, Sarkis, et qu'il demandait pardon pour ses péchés. Cet aventurier a jeté toute cette correspondance avec son prochain, rédigée pour le salut de son âme, aux W.-C. Il a pré-

tendu que l'opposition avait vaincu au point de vue politique, mais qu'elle avait été démolie dans son organisation ; c'était là un tour de prestidigitation d'un digne élève de l'école politique de Zinoviev. Sarkis a joué de son instrument uniquement pour pouvoir présenter à Staline, sur un plat, non seulement sa déclaration à lui, mais celle de tout un groupe. Car des déclarations de groupe sont cotées sur le marché beaucoup plus haut que des confessions individuelles et des apostasies de rénégats.

Mais, à présent, vous vous montrez, vous aussi, disciple de Zinoviev. Vous sentez, vous aussi, que venir à Staline en lui parlant de sa faillite, — ce ne serait pas atteindre le résultat souhaité. Vous avez envie de venir à lui en rampant sur le ventre, vous avez ce besoin dans les entrailles. De là vient que vous parlez de l'« ancien trotsysme », dont vous faites une cible. Plus simplement, vous ne vous offrez pas seulement en qualité d'ancien « acolyte » du trotskysme (fonction que vous avez occupée jusqu'au XIV^e congrès) sous la direction de Slepkov-Martynov-Rafes et Cie. Ce temps passé au service des autres, est bien passé. Maintenant, vous devez occuper un poste de garde-chiourme devant les cellules des trotskystes, auteurs de la plate-forme et des contre-thèses. Essayez de démontrer qu'il y a des raisons de nous garder en prison après le XV^e congrès. Essayez de justifier l'application de l'article 58. Voilà ce que l'on peut vous proposer à vos examens de partisan repentant de l'« opposition trotskyste ».

D'après certains passages des lettres de Sarkis, on voit qu'il a descendu, non tout d'un coup, mais d'une façon assez douce, sur ses parties molles, le chemin d'une philosophie « adaptée à la lâcheté ». Les lettres que vous avez adressées à Sarkis semblaient dire que vous étiez l'adversaire de cette philosophie. Vous avez raison : avec une pareille philosophie, on peut chercher un EMPLOI, (oui, ou plutôt un SERVICE), mais non pas un travail de révolutionnaire.

Mais, pour le dire en conscience, la déclaration que vous avez faite avec Safarov, affirmant que vous êtes disposés à extirper le trotskysme (tout en essayant de garder une certaine apparence d'innocence) est encore plus répugnante. Voilà qui fera rire Slepkov. Cela valait bien la peine de passer de la Vozdvijenska à la Staraïa Plochtchad (1) en courant les risques de l'article 58. Les poules elles-mêmes en pourraient rire.

Ce que cela vaut en politique, vous le comprenez vous-mêmes. D'un point de vue purement humain, c'est odieux. J'ai prié Vaganian de vous conter un détail rituel des funérailles juives. Au moment où l'on se dispose à sortir le mort de la synagogue pour le porter au cimetière, un bedeau se penche sur le défunt, l'appelle par son nom et lui dit : « Sache bien que tu es mort ». Cette coutume est excellente.

L. SOSNOVSKY.

(1) *Staraïa Plochtchad*, à Moscou : Là se trouve le C. C. du P.C.R.

26. V. 1928. Barnaoul.

Cher L. D.

Votre dernière lettre du 5 Mai (votre date) porte le cachet de la poste d'Alma-Ata du 7 Mai et m'a été délivrée le 24 Mai, ce qui fait tout de même moins d'un mois et six jours.

En général j'ai remarqué pour plusieurs lettres que j'ai reçues ici une différence entre les dates de l'expéditeur et celles de la poste, ce qui me fait supposer qu'il y a un double travail de la part de la censure (à l'expédition et à la réception). Une rationalisation dans ce domaine ne serait pas inutile puisque tous les chemins mènent au même endroit.

J'ai reçu en Mai une lettre de Radek. Dans cette lettre il y a une phrase qui exige une réponse que j'ai essayé de fournir. Il écrit que quant à sa composition prolétarienne la « majorité » du parti est un peu meilleure que nous ne l'avons supposé avant.

Tout d'abord on ne voit pas clairement ce qu'il entend par « composition prolétarienne ». Ensuite je lui ai fait remarquer que quand il la supposait *pire* que maintenant, la majorité ne faisait pas arrêter et exiler les ouvriers bolcheviks par centaines. Radek a commencé à penser *mieux* de la composition prolétarienne du parti précisément quand les arrestations des ouvriers bolcheviks ont pris un caractère de masse.

Maintenant au sujet de la lettre-thèse de Préobrajensky. Vous en aviez pris certainement connaissance. Je lui ai répondu tout d'abord par ce télégramme : « Moins d'empressements, moins d'exagérations, d'illusions; rappelez-vous le 5 décembre 1923 » (1). Ensuite je lui ai envoyé une courte lettre.

En général tout le monde discute cette question : y a-t-il un nouveau cours (à gauche) et s'il existe, quelle doit être notre attitude. La jeunesse (exilée) mène une discussion très passionnée (par lettres).

Comme vous, j'ai une grande vénération pour Stchedrine. Je n'ai pas sous la main ses œuvres, mais je pourrais citer par cœur une page entière de l'« Asile Monrépos ». Vous rappelez-vous de ce personnage qui décide de s'occuper des affaires « internationales » ?

Il a entendu dire que le gouvernement russe tsariste, après avoir libéré gracieusement « les petits frères » bulgares a décidé de les honorer d'une constitution. Il s'est renseigné auprès d'un politicien bulgare : « c'est-il vrai que vous allez avoir une constitution ? » L'autre lui répondit : « En effet, on aura une constitution c'est-à-dire un Règlement des Interdictions ».

Le journal de Koubtzowsk « Le laboureur des Steppes » (Koubtzowsk est une nouvelle ville régionale entre Barnaoul et Semipalatinsk) a publié le discours de Staline prononcé devant

(1) Le 5 décembre 1923 le B. P. a accepté la résolution de Trotsky sur la démocratie dans le parti, pour la piétiner aussitôt après.

l'actif de Moscou dans une rédaction un peu modifiée. La *Pravda* écrivait : « nous devons, camarades, garder ouverte la soupape de l'autocritique ». Dans le journal de Koubtzwosk on a écrit : « nous devons, camarades, garder ouvert le piège de l'autocritique ».

Laquelle de ces deux rédactions (jeu de mot en russe) est la plus exacte ? Qu'est-ce que nous allons avoir : l'autocritique ou bien l'article 58 ? la Constitution ou le Règlement des Interdictions ?

Selon moi, tout diagnostic serait prématuré. Il y a un fait acquis, c'est que justement après le plenum du C. C. d'avril, c'est-à-dire après les décisions sur l'autocritique, les arrestations ont redoublé. Le cas de Bleskow est très caractéristique. Dans les coupures des journaux que je vous ai envoyé il y avait une lettre d'un serrurier de l'usine de Petrovsky (à Ekaterinoslav) adressée à Zatousky. Dans cette lettre le serrurier Bleskow faisait part à Zatousky de ses doutes : un abîme est creusé entre les ouvriers et le parti. Il est honteux de se taire, mais on défend de parler ; le bourgeois spécialiste peut impunément brimer les ouvriers, etc...

Cette lettre n'était pas destinée à la publication. Mais Zatousky adressa cette lettre à la rédaction en la faisant précéder d'une préface très flatteuse. Si cette préface avait été faite par un oppositionnel on aurait donné à cette affaire une explication bien simple : les oppositionnels sont d'éternels pessimistes, des gens sans foi, des paniquards qui ne voient pas les bons côtés, etc...

Mais Zatousky est le président de la Commission Centrale de Contrôle du Parti de l'Ukraine ; il pourchasse non sans succès les oppositionnels, et c'est lui qui a recommandé la lettre de Bleskow en disant qu'elle traduisait fidèlement la volonté et la pensée du prolétariat.

La *Rabotchaya Gazeta* a désapprouvé Bleskow et Zatousky dans des termes très violents. Toute une page du journal était intitulée « contre les paniquards et pleurnichards ». Une autre parlait des « Révélations » de Bleskow et de l'extase déplacée de Zatousky. Cet article qualifie la critique de Bleskow de malhonnête et de contre-révolutionnaire. L'auteur de cet article est très étonné que Zatousky ait pu présenter cette lettre comme l'expression de la pensée des ouvriers les plus avancés.

Je vous ai déjà écrit que cette attaque de la presse était inspirée par le Comité Central. Des faits nouveaux viennent confirmer ma supposition. Il y a quelques jours le leader de la *Pravda*, en commentant le mot-d'ordre de l'autocritique, désignait la lettre de Bleskow comme un échantillon d'une critique malsaine et dangereuse. Cependant, Bleskow est un vieux *rabcor* (correspondant ouvrier), connu de plusieurs rédactions. Sa lettre est pénétrée de cette peine que peut éprouver chaque prolétaire honnête à qui l'œuvre de la Révolution est chère.

Un menchevik pourrait-il critiquer avec tant de soins toutes les imperfections de notre appareil d'Etat et faire en même temps des propositions pratiques ?

Et pourquoi irait-il se plaindre personnellement à Zatousky ?

Enfin on ne peut pas faire fi de l'attestation d'un fonctionnaire aussi éprouvé que Zatousky ! Il est impossible qu'il puisse confondre la critique d'un pleurnichard-menchevik avec celle d'un simple et honnête ouvrier.

Pauvre Zatousky ! Il a perdu tout sens de réalité. Comment va-t-il se réhabiliter maintenant ?

Et dire qu'il y a encore des optimistes qui croient à ce fameux « cours à gauche » ! Si, même un Zatousky est devenu suspect, quelle preuve faut-il encore ! Si vous connaissez des optimistes de ce genre — apprenez-leur cette histoire de la chute de Zatousky.

En voici une autre. Aussitôt après la publication de la lettre de Bleskow sur le « banditisme paperassier » dont sont atteintes toutes nos usines, la Centrale pour l'Economie Nationale de l'Ukraine a fait faire une enquête qui a constaté l'exactitude des dires de Bleskow.

Cela n'a pas empêché Petrovsky (le Président de la République Soviétique de l'Ukraine) de déclarer à la Conférence des correspondants ouvriers que dans la lettre de Bleskow il ne trouve que... cynisme et vantardise. Ce sont ses paroles authentiques ! Une belle démonstration du monolithisme et de l'homogénéité de la Direction de l'Ukraine ! Petrovsky qualifie de cynisme et de vantardise ce que Zatousky reconnaît comme la véritable expression de la pensée des ouvriers.

Et le prolétariat Ukrainien lit tout cela et se demande : qu'allons-nous avoir, l'autocritique ou l'article 58, la constitution ou le Règlement des Interdictions ?

Je crois que c'est là un fait d'une énorme importance politique !

A propos, savez-vous qui était le secrétaire régional à Stalino ? Le fameux Moïséenko qui est devenu tristement célèbre par ses interventions « permanentes » au 14^e Congrès.

Il gueulait tellement, que Zinoviev lui disait : toute vos « répliques » réunies formeraient le plus long discours du Congrès. Je me rappelle la face répugnante de ce personnage : une face d'habitué des maisons de thé des « cents noirs » que le tzarisme employait dans les pogromes.

C'est ce « type » qui gouvernait à Yousovka, actuellement Stalino.

Un jour le C. C. lui a infligé un blâme public pour...ivrognerie, vol et débauche. On lui a interdit également d'occuper des postes responsables.

De Stalino il s'est barré à Poltava. C'est à Poltava qu'il a appris officiellement la décision du C. C. concernant ses « exploits » de Stalino. Un camarade exilé de Poltava m'a raconté comment ce Moïséenko portait « fièrement » le drapeau du léninisme à 100 % dans la dernière discussion.

Nos oppositionnels de Pollava se sont conduits en « poules mouillées ». Ayant entre leurs mains des documents accablants contre le personnage, ils ont hésité à démasquer ce « chef » et à

démontrer aux ouvriers la pourriture du régime stalinien qui tolère de pareils dirigeants du Parti. Ils ne voulaient pas, disaient-ils, mêler les sales affaires de ce « type » à la discussion des principes.

Les naïfs ! Cela était d'autant plus nécessaire que l'affaire de Stalino, c'est-à-dire l'affaire Moïssénko, était déjà jugée quand Moïssénko gouvernait à Poltava. Le journal avec la résolution du C. C. était arrivé à Poltava pendant le plénum du Comité Régional que présidait Moïssénko.

Les délégués se passaient en cachette le journal avec la résolution et le « léniniste 100 % » continuait à présider l'assemblée.

Je vous assure, mon cher L. D., que pas un des délégués n'a osé dire à ce flibustier : va-t-en, vaurien, le C. C. t'a chassé de tous les postes responsables !

Non, ils étaient là, la *Pravda* à la main, dans l'expectative. Ce n'est que quand le journal lui tomba dans les mains, que notre « héros » s'est barré du plénum et a quitté Poltava.

Il y a-t-il un spectacle plus déprimant que celui de ces délégués qui restent muets et écoutent docilement le bavardage d'un gredin désavoué par le pouvoir central ?

Quel Gogol, quel Stehedrine pourrait peindre une lâcheté plus concentrée, plus répugnante ?

Que peut-on exiger des simples militants de cette saine organisation stalinienne (avec ou sans guillemets), si les membres du Comité, la résolution du C. C. en main, restent hypnotisés comme un lapin devant le serpent ? Ils se disent : le C. C. est loin, tandis que Moïssénko est ici présent !

Celui qui parle de la santé de l'organisation dans de pareils cas ressemble au malade naïf qui dit au docteur : je me porte bien en général, mais mon nez est disparu je ne sais comment !

En effet, à Artemovsk, à Stalino, à Smolensk nous avons assisté à une véritable parafysie de plusieurs organisations. Et le procès de Chakhty ? J'ai lu avec beaucoup d'attention l'acte d'accusation des inculpés de Chakhty. Cela fait l'impression d'un drame dans le désert. Point de parti, ni de syndicat, ni de Soviet, ni de RKI (Inspection Ouvrière et Paysanne) ni d'organisation de l'Economie Nationale — aucun obstacle ! Cette absence totale est terrifiante ! Vous rappelez-vous de l'opuscule de Lénine : *Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?* Lénine y met toute sa confiance dans chaque ouvrier, chaque soldat, chaque ouvrière pour l'œuvre de construction de l'Etat soviétique. Et maintenant, à sa onzième année d'existence — un pareil désastre dans le bassin de Donetz !

Je reviens à mes réflexions sur le système. Cher L. D., il faudrait penser à cela même du point de vue de l'avenir.

Le régime stalinien mis à part, il reste toujours la question de savoir jusqu'à quel point ce système combiné d'Etat - syndicat - coopérative - parti - jeunesses, permet de voir tout d'en haut ?

Prenez Smolensk par exemple. A la tête de ce district se trouvaient de véritables bandits. A la base pas une voix ne s'est élevée

pour dénoncer cette bande devant le C. C. et la Commission Centrale de Contrôle. Des milliers de récepteurs taciturnes avec leurs cartes du parti dans la poche (à propos, les sans-parti écoeürés appellent cette carte « la carte de pain »). Et en haut toute une nuée d'instructeurs et de contrôleurs qui viennent inspecter, réviser et donner des instructions à tout le département de Smolensk — chacun dans sa branche (Parti, Jeunesses, C.G.T., Commissariats du Peuple, Coopératives, etc.) Il me semble, que si j'étais venu, envoyé par n'importe laquelle de ces organisations, dans cette ville gouvernée par une bande de compères dont les exploits sautent aux yeux, — j'aurais vu tout de suite que dans le département il y a « quelque chose qui cloche ». Si les dirigeants du Parti sont ainsi, comment doivent être les « économistes », les commerçants, les coopérateurs, eux, qui touchent de près la NEP ? Et encore un détail bizarre : dans toutes ces affaires (Artemovsk, Stalino, Smolensk, à part Chakhty) la Guépéou n'a joué aucun rôle. Ainsi, toutes ces sauterelles d'instructeurs, de contrôleurs et de réviseurs n'ont rien vu et ont mis leur signature en bas des procès-verbaux qui trouvaient toujours les choses « en parfait état ».

Une autre nuée de sauterelles reste au centre pour pâler sur des comptes-rendus, diagrammes, tableaux, se basant sur les procès-verbaux qui arrivent des Smolensk, Artemovsk, Stalino et autres. Ces tableaux et diagrammes servent à leur tour de matériel pour les rapports et exposés des congrès où l'on prononce des discours de 6 heures. Même au Congrès des Jeunesses un certain Roukhimovitch accompagne son interminable exposé de longs et non moins interminables diagrammes sur l'industrie. Si l'on pense que sous Lomov, la direction du Bassin de Donetz ait pu tomber entre les mains des contre-révolutionnaires, on voit quel prix il faut attacher à la statistique et au contrôle.

Mais combien d'argent nous a coûté le contrôle et la comptabilité de l'économie de Smolensk - Artemovsk - Stalino ! Je ne suis pas, bien entendu, pour la suppression des chiffres, mais je pense que ces chiffres ont englouti trop des millions dont nous avons si besoin pour l'industrialisation, les logements, l'instruction, etc... Or, il nous faut à la place de cette information mensongère trouver les moyens d'une information juste qui refléterait le véritable état des choses.

Regardez où nous mène cette absurdité des paperasses et du bureaucratisme. J'ai eu l'occasion de voir à la VSNCH (Conseil de l'Economie Nationale) le système (très habile) du mouvement des dossiers entre différents services. Comme je l'ai dit le mouvement est très habile. Mais voilà ce qui se passe au bout de ce mouvement. Il y a à la VSNCH un petit bonhomme qui ne fait que coller les timbres sur les paquets à expédier et les envoie à la poste. Un travail comme un autre et pas trop compliqué. Mais voilà que notre bonhomme se met à boire de la vodka qu'il se procurait contre les timbres dont il avait la charge. Quant à ses paquets il les envoyait en vrac dans une vieille armoire. La moitié du courrier de la VSNCH allait à la poste, l'autre moitié restait tranquillement dans son armoire.

Cette affaire ne fut découverte que lorsque l'ivrogne avait déjà été chassé de cette administration. Quelqu'un a ouvert par hasard la vieille armoire et y a trouvé tout le stock des paquets et de la correspondance de la VSNCH.

Il faut croire que le mécanisme de tout le travail de la VSNCH est ainsi conçu que le contrôle automatique de tous les rouages de l'appareil est impossible.

Essayez de remonter les pièces d'une automobile et d'en oublier une seule — cela se verrait même avant de mettre la machine en marche. Et à la VSNCH on envoyait des paquets *urgents* et même *très urgents* (par ex. pour la campagne de la sidérurgie) et ces paquets enterrés dans l'armoire n'ont nullement inquiété ni en haut, ni en bas le moindre rouage du mécanisme de la VSNCH.

Que les paquets soient arrivés à destination, qu'ils soient enterrés en « quelque lieu sûr » — nos scribes ne s'inquiètent pas pour si peu. Leur travail est-il de quelque utilité à quiconque? Cela ne les tourmente pas. Sur la Vieille Place l'appareil de Staline a grossi jusqu'à 12.000 personnes. Et à Kherson, et à Odessa ! Tout le monde connaît maintenant l'affaire du fameux Asatkin à Vladimir ; affaire qui fut étouffée par les protecteurs d'Asatkin et qui ressemble beaucoup à l'affaire de Smolensk : là on a découvert un fond de 2 millions à la disposition du secrétaire du comité régional destiné à la corruption de l'appareil, afin de le rendre docile au secrétariat. Et la même histoire se répète dans beaucoup d'autres endroits.

Non, à part la démocratie intérieure dans le Parti il nous faut encore réviser soigneusement le « fonctionnement » de tous les autres appareils.

Il n'est pas inutile pour cela de se rappeler notre petit mécanisme oppositionnel du temps de la discussion. Une pièce, une dactylo, un téléphone. Contre nous — tout le Leviathan d'Ouglanof avec ses rayons et ses institutions « accessoires » qui se trouvent non loin de la Miasnitzkaja. Et on luttait quand même...

L. SOSNOVSKY.

Dans l'Internationale

Réponse aux canailleries des bureaucrates du Parti Communiste espagnol.

Devant l'activité de l'opposition syndicale espagnole (activité souvent couronnée de grands succès) les éléments de la direction du Parti Communiste espagnol ont perdu toute sérénité et sans le moindre sens de leur responsabilité, se sont répandus en accusations, attaques, calomnies et dénonciations policières contre les camarades oppositionnels.

Dans la « *Bandera Roja* » et L' « *Adelante* » on calomnie et dénonce nos camarades. Notre camarade Lacroix en a été une des principales victimes — on l'accuse de collaborer à la « presse contre-révolutionnaire » avec toutes sortes de canailleries du même goût. Nous pourrions produire contre les diffamateurs du camarade Lacroix des certificats et des documents émanant de la C.E. du P.C. espagnol où l'on loue l'enthousiasme et l'activité de notre camarade ; nous pourrions répondre à ces accusations canailles en signalant la persécution dont est victime Lacroix (persécution motivée en partie par les dénonciations des organes du Parti espagnol) mais notre camarade Lacroix lui-même nous demande de cesser de nous occuper de son cas personnel.

Ce qui nous intéresse, nous, groupes communistes oppositionnels du Luxembourg et de Bruxelles est de mettre en évidence les points suivants :

1°). Que la collaboration du camarade Lacroix à la presse oppositionnelle que les fonctionnaires staliniens d'Espagne qualifient de contre-révolutionnaire, à *La Vérité*, le seul journal auquel Lacroix ait collaboré, a été décidée par l'opposition espagnole et que notre camarade Lacroix n'a fait que remplir un mandat de l'opposition.

2°). Que le groupe communiste espagnol du Luxembourg qui comprend dix camarades, a adhéré à l'unanimité à l'opposition, et que le groupe de Bruxelles qui comptait neuf camarades a adhéré à sa majorité (6 membres) à l'opposition, ce qui prouve que ces messieurs de L'« *Adelante* » et de la *Bandera Roja* mentent, lorsqu'ils affirment le contraire.

3°). Que le directeur de L'« *Adelante* » qui, il y a peu de temps admirait l'énorme activité du camarade Lacroix, selon ses propres déclarations, a accepté une controverse sur les problèmes posés par l'opposition de gauche, léniniste, avec le camarade Lacroix, et depuis, s'est refusé à tenir la réunion, faute d'arguments, sans doute.

4°). Que le camarade Lacroix et d'autres camarades ont été exclus de l'I. C. sans avoir été convoqués au C. E., sans que l'exclusion leur ait été notifiée officiellement, tant est grande la peur des bureaucrates lorsqu'il faut traiter des problèmes qui se rapportent à leur orientation anti-léniniste.

Nous n'insisterons pas davantage. Les masses ouvrières espagnoles sauront juger les uns et les autres. Quant à nous, nous ne perdrons pas notre sérénité, bien que les fonctionnaires de la C. E. du P. C. Espagnol emportés par la panique que produit chez eux la crainte de nous voir nous emparer de leurs fonctions bureaucratiques, perdent le contrôle de leurs actes et fassent des excentricités. Qu'ils ne craignent pas que nous les remplacions ! Ce n'est pas notre intention. Nous avons pour but unique et exclusif l'abolition de la bureaucratie qui a ruiné le P. C. d'Espagne et non de les remplacer.

Nous ne possédons pas de journal oppositionnel espagnol et les Stalinistes espagnols qui possèdent deux organes en profitent pour nous attaquer.

Mais, les communistes espagnols qui connaissent le français et lisent la presse oppositionnelle, (assez nombreux, heureusement) nous liront et comprendront. C'est l'unique but que nous poursuivons en faisant cette déclaration. Au reste, les bureaucrates pourris du P. C. d'Espagne, à mille huit cent francs par mois, ne méritent pas qu'on s'occupe d'eux. Leurs idées ne sont et n'ont toujours été que le salaire que leur donne Staline pour défendre son orientation absurde et anti-léniniste.

*Les Groupes de l'opposition communiste (espagnole)
du Luxembourg et de Belgique.*

Décembre 1929.

ET EN ESPAGNE ?

(Extrait d'un tract de l'opposition communiste espagnole)

La politique catastrophique de l'I.C., a eu aussi ses répercussions sur la section espagnole, cette organisation d'avant-garde révolutionnaire qui a éveillé tant de foi et d'espérance dans le cœur de la classe ouvrière d'Espagne. Les dirigeants du Parti Communiste d'Espagne à la remorque de la bureaucratie de l'Internationale Communiste ont détruit, ont pulvérisé le parti. Le Parti Communiste d'Espagne n'a jamais réalisé une politique prolétarienne juste. Les luttes intestines entre les « sous-officiers aspirant à devenir généraux », lutte pour la direction et les charges rétribuées, ont amené des conséquences catastrophiques. Les meilleurs camarades, les plus compétents ont été exclus du Parti par les dirigeants incapables, par les bureaucrates, qui voient en tous les bons et dévoués camarades une menace et un péril pour leur situation de bureaucrates privilégiés. Nous pouvons assurer, sans crainte de nous tromper, que systématiquement, sans tenir compte d'autre chose que des intérêts personnels de deux ou trois fonctionnaires, arrivistes invétérés, on a exclu les meilleurs camarades parce que l'on voyait en eux un péril latent pour les fonctions des bureaucrates. Le résultat a été fatal, catastrophique. Le parti, en réalité, n'existe plus que dans l'esprit des bureaucrates qui n'ont pas le sens de leur responsabilité. Les restes du parti agonisent sans que rien, depuis « la ligne officielle », ait été fait pour le sauver. Il en est résulté dans les fédérations régionales une désorganisation et une désorientation des plus complètes. Sans aucune politique paysanne, sans programme sur l'important problème des petites nationalités opprimées par l'Etat Central (Catalogne, pays Basque) mené par les dissidences de personnes, le P. C. d'Espagne donne une impression presque totale d'inexis-

tence. Il masque une ambiance de déroute. Il a laissé se constituer un P. C. catalan, parce que les éléments révolutionnaires catalans n'ont pas été orientés par le P. C. d'Espagne, parce que ses dirigeants ne voyaient en eux que des éléments capables de les remplacer, de se substituer à eux dans leurs charges bureaucratiques. Les jeunes éléments du P. C. catalan désespérés par la négligence du P. C. espagnol, désorientés, sans aucune vision claire de la réalité, faute d'une exacte compréhension marxiste, n'ont pas saisi de façon juste le problème des petites nationalités opprimées, et n'ont trouvé d'autre solution que la formation d'un second parti, qui est en opposition flagrante avec le P. C. d'Espagne sur différents problèmes. Ils n'ont pas compris l'impérieuse nécessité de l'union, face à l'union de l'impérialisme espagnol. Ce qui est pour nous question de tactique, ils l'ont converti en question de principe. Mais la principale responsabilité retombe sur les représentants officiels en Espagne de la bureaucratie de l'I.C., qui ont provoqué avec leur politique d'incompréhension et d'arrivisme la décomposition du mouvement communiste espagnol.

Une saine réaction s'impose. Il faut reconstituer sur des bases solides le mouvement communiste espagnol. Les conditions exceptionnelles que traverse l'Espagne l'exigent. Les masses ouvrières espagnoles doivent entendre la voix communiste. Il faut assainir l'ambiance ouvrière espagnole, ressusciter le P. C. espagnol moribond. Cette œuvre formidable incombe à l'opposition léniniste qui compte dans son sein les meilleurs éléments du Parti; avec l'expérience de plusieurs années de lutte et l'orientation de l'opposition léniniste russe, elle pourra la réaliser. Mais, répétons-le, l'assainissement et le salut de l'Internationale et de la Révolution Russe doivent se faire à l'échelle internationale puisque la crise est internationale.

Le Gérant : P. NAVILLE.



Imp. de la Société Nouvelle d'Éditions Franco-Slaves
32, rue de Ménilmontant, 32. — Paris (20°).



LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE & MEUSE PARIS (10^e)

EN SOUSCRIPTION

POUR PARAÎTRE DE NOVEMBRE 1929 A MARS 1930

*Les 13^e, 14^e et 15^e volumes de notre collection
« Etudes et Documents de la Guerre » :*

UN LIVRE NOIR, diplomatie d'avant-guerre et de guerre, d'après les documents des Archives russes, tome III, volumes II et III (fin).

Prix de souscription (les deux volumes) 20 fr.

PRESSE ET DIPLOMATIE, un volume d'environ 500 pages, format in-8^o couronne (11 3/4 × 18 1/2).

Prix actuel de souscription 12 fr.

Le 7^e ouvrage de notre collection « Histoire et Education prolétarienne » :
L'AN I DE LA REVOLUTION RUSSE, par VICTOR-SERGE, un fort volume in-16 jésus (14 × 19), d'environ 500 pages.

Prix de souscription 15 fr.

Le 5^e ouvrage de notre collection « Poèmes et Légendes » :
LE REVELATEUR DE LA DOULEUR, par ALBERT THIERRY, un fort volume in-16 jésus (14 × 19), d'environ 450 pages.

Prix de souscription 15 fr.

Le 3^e ouvrage de notre collection « Romans et Nouvelles » :
à propos du centenaire de l'occupation de l'Algérie
LES MESKINES, par CHARLES BOUSSINOT, un fort volume in-8^o couronne (11 3/4 × 18 1/2), d'environ 350 pages.

Prix de souscription 10 fr.

Seules les souscriptions accompagnées de leur montant seront notées.

Souscrire à l'aide du Bulletin ci-contre ou, ce qui est plus économique, sur le talon du chèque postal (coût : 0 fr. 40).

Tout souscripteur qui adressera 100 francs de souscriptions à un ou plusieurs de ces ouvrages recevra gratuitement une carte de l'U.R.S.S. ou un colis de 20 francs de brochures de propagande.

Téléphone Combat 08-02 R. C. 235.494 E Paris N° 43.08 Chèque Postal

Nous mettons en vente
un certain nombre de
collections des deux
premières années de

La Lutte de Classes

16 numéros parus
394 pages sur 2 colonnes
au prix de 45 fr.

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

Parait

tous les

Vendredis

45, Boulevard de la Villette
Paris X^e.

Le numéro : 0 fr. 50.

Abonnements : 6 mois 13 fr.
: 1^{er} an 25 fr.

Chèque postal : P. Franck
136.855 - Paris.

En vente dans tous les kiosques
